



# EUROJUST

Rapport annuel 2013







# Eurojust - Rapport annuel 2013

Le rapport annuel Eurojust 2013 a été traduit en français à partir de la version anglaise d'origine par le Centre de traduction des organes de l'Union européenne.



Eurojust a pour mission de promouvoir et renforcer la coordination et la coopération entre les autorités nationales dans la lutte contre la criminalité transfrontalière grave engagée dans l'Union européenne



# Table des matières

Remarque sur la décision instituant Eurojust .....	5
Acronymes et abréviations .....	5
Avant-propos .....	7
Résumé .....	8
<b>2013 COUP D'ŒIL SUR .....</b>	<b>10</b>
<b>1. À PROPOS D'EUROJUST .....</b>	<b>12</b>
1.1. Mission, vision et principes directeurs .....	13
1.2. Les bureaux nationaux, le Collège et les procureurs de liaison des États tiers .....	13
1.2.1. Composition .....	13
1.2.2. Compétences, mandats et pouvoirs .....	13
1.2.3. Gouvernance et méthodes de travail .....	14
1.2.4. Formation .....	15
1.2.5. L'ENCS et les fiches suédoises .....	15
1.3. Administration d'Eurojust .....	15
1.4. Eurojust et les réseaux de praticiens .....	17
1.4.1. Le Réseau judiciaire européen .....	17
1.4.2. Le réseau ECE .....	18
1.4.3. Le réseau Génocide .....	18
1.4.4. Le Forum consultatif .....	19
<b>2. FONCTIONNEMENT D'EUROJUST .....</b>	<b>20</b>
2.1. Les réunions de coordination d'Eurojust .....	21
2.2. Les centres de coordination d'Eurojust .....	23
2.3. L'échange d'informations et le CMS .....	24
2.3.1. Le développement du CMS .....	24
2.3.2. Le formulaire «intelligent» relatif à l'article 13 .....	24
2.3.3. Les liens entre l'ENCS et le CMS .....	25
2.4. Eurojust et les ECE .....	25
2.4.1. Les dossiers traités par Eurojust .....	25
2.4.2. La réunion annuelle des experts sur les ECE .....	27
2.4.3. Le financement/l'assistance financière pour les ECE .....	27
<b>3. TRAVAIL OPÉRATIONNEL D'EUROJUST .....</b>	<b>28</b>
3.1. Dossiers traités par Eurojust dans les domaines prioritaires de la criminalité .....	29
3.1.1. Le trafic de drogues .....	29
3.1.2. L'immigration irrégulière .....	30

3.1.3.	<i>La traite des êtres humains</i>	31
3.1.4.	<i>La fraude</i>	32
3.1.5.	<i>La corruption</i>	33
3.1.6.	<i>La cybercriminalité</i>	33
3.1.7.	<i>Le blanchiment d'argent</i>	35
3.1.8.	<i>Le terrorisme</i>	36
3.1.9.	<i>Les groupes criminels organisés (délinquance itinérante)</i>	37
3.2.	<b>Assistance d'Eurojust dans d'autres domaines de la criminalité</b>	39
3.2.1.	<i>Les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE (infractions PIF)</i>	39
3.2.2.	<i>La criminalité environnementale</i>	40
3.2.3.	<i>La piraterie maritime</i>	41
3.2.4.	<i>Le point de contact d'Eurojust chargé de la protection des mineurs</i>	41
3.3.	<b>Relations d'Eurojust</b>	42
3.3.1.	<i>Les relations avec les États tiers et organisations extérieures à l'Union européenne</i>	42
3.3.2.	<i>La coopération avec Europol et l'OLAF</i>	43
3.4.	<b>Défis et bonnes pratiques dans le cadre des dossiers</b>	44
4.	<b>PRIORITÉ DE L'ANNÉE POUR EUROJUST: ÉVALUATION DES ECE</b>	46
	<b>THÈME: ÉVOLUTIONS DANS LE DOMAINE LÉGISLATIF</b>	50
	<b>ANNEXE 1 - ACCÈS PUBLIC AUX DOCUMENTS</b>	54
	<b>ANNEXE 2 - SUIVI DES CONCLUSIONS DU CONSEIL</b>	55
	<b>ANNEXE 3 - STATISTIQUES RELATIVES AUX DOSSIERS D'EUROJUST</b>	56
Graphique 1	- Dossiers 2009-2013	56
Graphique 2	- Dossiers bilatéraux et multilatéraux 2009-2013	56
Graphique 3	- Dossiers bilatéraux et multilatéraux ouverts par les États membres	57
Graphique 4	- États membres requérants/requis	57
Graphique 5	- Dossiers ouverts par les procureurs de liaison entre 2009 et 2013	58
Graphique 6	- Infractions jugées prioritaires dans les dossiers traités par Eurojust	58
Graphique 7	- États tiers dans les dossiers traités par Eurojust	59
Graphique 8	- Implication des États non membres, des partenaires de l'UE et des organisations internationales dans les dossiers traités par Eurojust	59
Graphique 9	- Types d'infractions le plus souvent rencontrés dans les dossiers impliquant des États tiers	60
Graphique 10	- Réunions de coordination: États membres	60
Graphique 11	- Réunions de coordination: États non membres, partenaires de l'UE et organisations internationales	61
Graphique 12	- Fréquence des types d'infractions dans les réunions de coordination	61
Graphique 13	- Centres de coordination	62
Graphique 14	- Eurojust et les ECE	62
Graphique 15	- Nombre de dossiers relevant de l'article 13 de la décision d'Eurojust du 16/12/2008	63
Graphique 16	- Exécution des MAE: État membre requérant/requis	63

# Remarque concernant la décision instituant Eurojust

Décision instituant Eurojust – La décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, modifiée en dernier lieu par la décision 2009/426/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust,

sera désignée ci-après «décision Eurojust». Une version consolidée de la décision Eurojust, préparée par le Secrétariat général du Conseil à des fins d'information uniquement, est disponible sur notre site internet à l'adresse [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu).

## Acronymes et abréviations

CMS	Système de gestion des dossiers (Case management system)
EC3	Centre européen de lutte contre la cybercriminalité
ECE	Équipe commune d'enquête
EMPACT	Plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats)
ENCS	Système national de coordination d'Eurojust (Eurojust National Coordination System)
GCOM	Groupe criminel organisé (mobile)
JSB	Organe de contrôle commun (Joint Supervisory Body) d'Eurojust
MASP	Plan stratégique pluriannuel (Multi-Annual Strategic Plan)
MLA	Entraide judiciaire pénale (Mutual legal assistance)
MAE	Mandat d'arrêt européen
MPJM	Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (Maritime Piracy Judicial Monitor)
MTIC	Fraude intracommunautaire de type carrousel (Missing Trader Intra-Community)
OC	Organisation criminelle
OCC	Dispositif permanent de coordination (On-call coordination)
OLAF	Office européen de lutte anti-fraude
PA	Protocole d'accord
PAO	Plan d'action opérationnel
PE	Parquet européen
PIF	Protection des intérêts financiers de l'Union européenne (Protection of the financial interests of the European Union)
RJE	Réseau judiciaire européen
SOCTA	Évaluation de la menace que représente la criminalité grave et organisée (Serious Organised Crime Threat Assessment)
TCM	Registre des condamnations pour terrorisme (Terrorism Convictions Monitor)
TEH	Traite des êtres humains
TE-SAT	Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme (Terrorism Situation and Trend Report)
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne



**Nous recherchons le meilleur résultat opérationnel possible en fournissant des services de qualité adaptés aux besoins de nos partenaires**



## Avant-propos

J'ai le plaisir de vous présenter notre douzième rapport annuel, dressant le bilan du fonctionnement d'Eurojust et étudiant ses dossiers et activités stratégiques pour l'année 2013. Eurojust est dorénavant reconnue comme un acteur clé du soutien aux États membres de l'Union européenne dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière grave. L'expérience et l'expertise que nous avons acquises au cours de nos 11 années d'existence apportent une précieuse valeur ajoutée aux magistrats nationaux et aux autorités policières dans le cadre du traitement des demandes d'entraide judiciaire pénale, de l'application des outils de reconnaissance mutuelle et de la coordination des enquêtes. Le nombre de dossiers pour lesquels les États membres ont sollicité l'assistance d'Eurojust a augmenté de 2,8 %, passant de 1 533 dossiers en 2012 à 1 576 dossiers en 2013.

Les réunions de coordination et les centres de coordination, fers de lance d'Eurojust, permettent de réunir les autorités policières et judiciaires des États membres et des États tiers, facilitent la coopération dans le cadre d'actions stratégiques et opérationnelles, et résolvent les difficultés procédurales et pratiques nées des différences entre les 30 systèmes juridiques des pays de l'Union européenne. Eurojust vise en premier lieu à répondre aux besoins des praticiens et à optimiser l'organisation et le soutien proposés dans le cadre de telles initiatives de coordination.

Eurojust a poursuivi ses efforts dans le domaine de la mise en place et du fonctionnement des équipes communes d'enquête (ECE), renforçant ainsi son rôle en tant que centre d'expertise de l'UE dans ce domaine. Le secrétariat du réseau ECE, hébergé par Eurojust, est devenu un véritable centre d'information pour tout ce qui concerne les ECE, en facilitant les synergies entre le réseau des experts sur les ECE et les bureaux nationaux d'Eurojust. Cette dernière a également justifié d'un engagement inébranlable dans le financement des ECE,

dans l'intérêt des praticiens des États membres, en couvrant, par son propre budget, les dépenses engagées, depuis la suppression des subventions précédemment allouées à cette fin.

Les dossiers traités par Eurojust ont augmenté en 2013, notamment dans les affaires de trafic de drogues, de traite des êtres humains, de fraude, de corruption, de blanchiment d'argent, d'infractions affectant les intérêts financiers de l'UE et de groupes criminels organisés (délinquance itinérante). En plus du traitement des priorités de l'UE en matière de criminalité, Eurojust répond aux demandes des autorités nationales et à l'émergence de nouveaux types de criminalité, ainsi qu'à apporter son assistance aux institutions de l'UE dans le cadre de la révision des cadres juridique et politique appropriés.

Aux côtés du *Registre des condamnations pour terrorisme (Terrorism Convictions Monitor)*, nous avons lancé, cette année, le *Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (Maritime Piracy Judicial Monitor)*. Ces deux documents fournissent des informations aux praticiens. Les trois numéros d'*Eurojust News* publiés sur le site internet d'Eurojust en 2013 étaient consacrés au *Parquet européen*, aux *équipes communes d'enquête* et à la *criminalité environnementale*. Ces bulletins fournissent des informations sur le cadre juridique, le contexte politique, l'opinion des experts et le rôle d'Eurojust dans certains domaines thématiques clés.

L'évolution de l'organisation d'Eurojust a débuté avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et des options qu'il propose pour, d'une part, renforcer l'institution et, d'autre part, établir un parquet européen «à partir d'Eurojust». Les résultats des évaluations mutuelles en cours consacrées à la mise en œuvre du cadre juridique actuel d'Eurojust dans les États membres donneront certainement un nouvel élan à son développement, tout comme l'évaluation d'Eurojust qui doit être publiée l'année prochaine. Une étape importante a été franchie en juillet 2013 avec la réforme d'Eurojust publiée par la Commission européenne, qui vise à améliorer son cadre juridique et à renforcer ses prérogatives. Parallèlement, une proposition de création d'un parquet européen a vu le jour. Ces deux initiatives doivent être développées ensemble afin d'assurer leur complémentarité et d'éviter les lacunes en matière d'impunité.

Nous avons accueilli le premier membre national pour la Croatie, M. Josip Čule. Avec M. Francisco Jiménez-Villarejo et M. Ladislav Hamran récemment élus vice-présidents, c'est avec plaisir que l'équipe de la présidence, aux côtés du Collège et du personnel d'Eurojust, se tourne vers une année 2014 qu'ils espèrent productive et couronnée de succès.

**Michèle CONINSX**  
Présidente d'Eurojust



# Résumé

- ▶ Le nombre de dossiers pour lesquels les États membres ont sollicité l'assistance d'Eurojust afin de lutter contre la criminalité transfrontalière grave a augmenté de 2,8%, passant de 1 533 dossiers en 2012 à 1 576 dossiers en 2013.

- ▶ Les praticiens ont utilisé tous les outils de coordination - réunions de coordination, centres de coordination et équipes communes d'enquête.

Le nombre de réunions de coordination (206 au total) a augmenté, le nombre de centres de coordination est demeuré stable (sept) et le nombre d'ECE signées sous l'égide d'Eurojust est passé à 102, dont 42 nouvelles, les 60 autres ayant été signées les années précédentes.

- ▶ Le nombre de dossiers concernant l'exécution de mandats d'arrêt européens s'est élevé à 217.

- ▶ L'intervention d'Eurojust a augmenté, en 2013, dans les domaines suivants: trafic de drogues, traite des êtres humains, fraude, corruption, blanchiment d'argent, infractions affectant les intérêts financiers de l'UE et groupes criminels organisés (délinquance itinérante).

- ▶ Eurojust a organisé deux réunions stratégiques en 2013:

- *Cross-border excise fraud: emerging threats in the European Union [Fraude aux droits d'accises transfrontalière: nouvelles menaces dans l'Union européenne]*, les 14 et 15 novembre, organisée conjointement avec la présidence lituanienne de l'UE; et
- *Towards an enhanced coordination of environmental crime prosecutions across the EU: The role of Eurojust [Vers une coordination optimisée des poursuites pour criminalité environnementale dans l'UE: le rôle d'Eurojust]*, les 27 et 28 novembre, or-

ganisée conjointement avec le Réseau européen des services de poursuite pour l'environnement.

- ▶ Eurojust a accueilli deux réunions du Forum consultatif, l'une en avril sous la présidence irlandaise de l'UE et l'autre en décembre sous la présidence lituanienne de l'UE.

- ▶ Le projet de développement d'un *Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime*, initié en 2012, a culminé avec la publication du premier numéro en septembre 2013. Cette publication sera mise à jour tous les 18 mois.

- ▶ Eurojust a activement soutenu tous les projets de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT) afin de définir les priorités du Conseil. Eurojust a participé à la préparation des plans stratégiques pluriannuels (MASP) pour le nouveau cycle politique 2014-2017, ainsi qu'à leur transformation en plans d'action opérationnels.

- ▶ L'EC3 d'Europol est devenu opérationnel en janvier 2013. Eurojust a désigné un membre national au comité de direction du programme et désigné du personnel temporaire au sein de l'EC3

- ▶ Eurojust a signé un accord de coopération avec la Principauté du Liechtenstein le 7 juin 2013.

- ▶ Eurojust a signé un protocole d'accord avec Interpol le 15 juillet 2013 et avec Frontex le 18 décembre 2013.

- ▶ Eurojust a apporté un soutien financier à 34 ECE. En outre, un projet sur l'évaluation des ECE et de leurs résultats, a été lancé. La collecte des données de cette évaluation optimisera les recherches visant à identifier les solutions à apporter aux problèmes juridiques et pratiques.

- ▶ Eurojust a été dotée en 2013 d'un budget de 32,2 millions d'euros, qui a fait l'objet d'une utilisation record de 99,6 %.

Nous remercions **Carlos Zeyen**, ancien vice-président et membre national pour le Luxembourg, **Lampros Patsavellas**, ancien membre national pour la Grèce et **Hans-Holger Herrnfeld**, ancien membre national pour l'Allemagne, pour leurs travaux et leur précieuse contribution à Eurojust.



C. Zeyen, 1er avril 2007 - 1er oct. 2013



L. Patsavellas, 1er juin 2005 - 31 mai 2013



H. Herrnfeld, 1er sept. 2010 - 31 mai 2013

Nous remercions **Raivo Sepp** pour son excellente contribution en tant que vice-président d'Eurojust.



Vice-président, 13 sept. 2007 - 8 nov. 2013



## Collège des membres nationaux d'Eurojust (2013)



Michèle Coninx, Belgique



Mariana Ilieva Lilova, Bulgarie



Lukáš Stary, République tchèque



Jesper Hjortenber, Danemark



Annette Böringer, Allemagne



Raivo Sepp, Estonie



Robert Sheehan, Irlande



Nikolaos Ornerakis, Grèce



Francisco Jiménez-Villarejo, Espagne



Sylvie Petit-Leclair, France



Josip Čule, Croatie



Francesco Lo Voi, Italie



Katerina Loizou, Chypre



Gunārs Bundzis, Lettonie



Laima Čekelienė, Lituanie



Olivier Lenert, Luxembourg



László Venczl, Hongrie



Donatella Frendo Dimech, Malte



Jolien Kuitert, Pays-Bas



Ingrid Maschl-Clausen, Autriche



Mariusz Skowroński, Pologne



João Manuel Da Silva Miguel, Portugal



Daniela Buruiană, Roumanie



Malči Gabrijelčič, Slovénie



Ladislav Hamran, République slovaque



Harri Tiesmaa, Finlande



Leif Görts, Suède



Frances Kennah, Royaume-Uni

# 2013

## Coup d'œil sur



**19 et 20 juin**

Réunion tactique et stratégique sur le terrorisme:  
décision-cadre 2008/919/JAI du Conseil du 28 novembre  
2008: valeur ajoutée et impact



**7 juin Luxembourg**

Accord de coopération entre Eurojust  
et le Liechtenstein



**27 et 28 juin** 9<sup>e</sup> réunion des experts sur les ECE

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN



**11 février**

Visite des commissions LIBE et CRIM du Parlement européen



**17 et 18 avril**

Réunion de réseau des points de contact contre les génocides,  
les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre



**25 et 26 avril**

Réunion du forum consultatif des procureurs généraux  
et des chefs de parquet





**9 septembre**  
Conception définitive des nouveaux locaux d'Eurojust



**29 septembre**  
Journée Internationale de La Haye



**27 et 28 novembre**  
Réunion stratégique d'Eurojust et du Réseau des procureurs européens pour l'environnement: «Vers une coordination optimisée des poursuites pour criminalité environnementale dans l'UE: le rôle d'Eurojust»



**14 et 15 novembre**  
Présidence lituanienne & séminaire Eurojust: «Fraude aux droits d'accise transfrontalière: nouvelles menaces dans l'Union européenne»

## JUILLET

## AOÛT

## SEPTEMBRE

## OCTOBRE

## NOVEMBRE

## DÉCEMBRE



**1<sup>er</sup> juillet**  
Entrée de la Croatie dans l'Union européenne



**14 et 15 octobre**  
Séminaire Eurojust: «Amélioration de la lutte contre la criminalité transfrontalière?»



**13 décembre**  
Réunion du forum consultatif des procureurs généraux et des chefs de parquet



**15 juillet - La Haye**  
Visite du Secrétaire général d'Interpol et signature du protocole d'accord entre Eurojust et Frontex



**29 et 30 octobre**  
Réunion de réseau des points de contact contre les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre



**18 décembre - Varsovie**  
Protocole d'accord entre Eurojust et Frontex

**17 juillet**  
Publication de la proposition de la Commission pour un règlement sur Eurojust

**29 octobre et 10 décembre**  
Élection des vice-présidents





## À propos d'Eurojust

## 1.1. Mission, vision et principes directeurs

### *Notre mission*

La mission d'Eurojust consiste à soutenir et à renforcer la coordination et la coopération entre les autorités nationales dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière grave affectant l'Union européenne.

### *Notre vision d'avenir*

Eurojust vise à devenir l'acteur clé et le centre d'expertise judiciaire pour une action efficace contre la criminalité transfrontalière organisée dans l'Union européenne.

### *Nos principes directeurs*

Les principes suivants guident les travaux d'Eurojust:

- ▶ Nous fondons notre avenir sur la création d'une confiance mutuelle entre les États membres, les organes de l'UE, les organisations internationales et les États tiers, ainsi que sur un travail collectif qui nous permettra de réaliser nos objectifs communs.
- ▶ Nous recherchons la coordination et la coopération avec les autres agences et organes de l'Espace européen de liberté, de sécurité et de justice.
- ▶ Nous visons le meilleur résultat opérationnel possible en fournissant des services de qualité adaptés aux besoins de nos partenaires.
- ▶ Nous rassemblons les meilleures pratiques et partageons nos connaissances avec les autorités judiciaires nationales et autres partenaires afin de mieux lutter contre la grande criminalité.
- ▶ Nous soutenons la mise en œuvre et l'utilisation appropriée des instruments juridiques de coopération judiciaire, et participons à leur développement.
- ▶ Nous suivons des principes de bonne gouvernance, de rentabilité, d'efficacité, de leadership et de transparence, en tirant profit du professionnalisme et de l'engagement de notre personnel et en gérant au mieux nos ressources humaines.

## 1.2. Les bureaux nationaux, le Collège et les procureurs de liaison des États tiers

### 1.2.1. Composition

Eurojust compte 28 membres nationaux, chacun représentant un État membre, détachés conformément à leur système juridique respectif. Le mandat des membres nationaux est fixé à au moins quatre ans, leur lieu de travail habituel est fixé au siège d'Eurojust à La Haye.

La plupart d'entre eux sont assistés dans leurs fonctions par un adjoint et un assistant. À l'heure actuelle, les membres nationaux, les adjoints et les assistants sont des procureurs ou des juges.

À la fin 2013, les bureaux nationaux comptaient 65 représentants, dont 44 au sein d'Eurojust. Vingt-cinq des 28 membres nationaux étaient en poste à La Haye, assistés par 19 adjoints et 18 assistants, dont 9 et 11 respectivement en poste au sein d'Eurojust. Onze experts nationaux étaient détachés au sein des bureaux nationaux par leur État membre. Les bureaux nationaux ont enregistré un total de 1 576 dossiers en 2013.

Les membres nationaux constituent le Collège d'Eurojust, responsable de l'organisation et du fonctionnement d'Eurojust. La Présidente d'Eurojust est Michèle Coninsx,

membre national pour la Belgique. En 2013, Francisco Jiménez-Villarejo (membre national pour l'Espagne) et Ladislav Hamran (membre national pour la République slovaque) ont été nommés vice-présidents.

Eurojust a le bénéfice du soutien d'une équipe administrative, dirigée par un directeur administratif, et héberge les secrétariats du Réseau judiciaire européen, du réseau ECE et du réseau Génocide.

En outre, un procureur de liaison norvégien œuvre au sein d'Eurojust depuis 2005. Les États-Unis détachent eux aussi un procureur de liaison au sein d'Eurojust, depuis 2007, et un nouveau procureur doit être prochainement nommé.

### 1.2.2. Compétences, mandats et pouvoirs

**Le champ de compétence d'Eurojust** couvre les infractions visées par le mandat d'Europol, comme le terrorisme, le trafic de drogues, la traite des êtres humains, la contrefaçon, le blanchiment d'argent, la cybercriminalité, les infractions portant atteinte aux biens privés ou publics (dont la fraude et la corruption), les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE, la criminalité environnementale et la participation à une organisation

criminelle. En outre, sur demande d'une autorité compétente nationale, Eurojust peut apporter son assistance dans le cadre d'enquêtes et de poursuites concernant d'autres types d'infractions. Les demandes traitées par Eurojust concernent généralement au moins deux États membres, mais Eurojust peut également participer à des dossiers ne concernant qu'un seul État membre et un État tiers, ou un seul État membre et l'Union européenne.

**Les principaux mandats d'Eurojust** consistent à stimuler et améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites dans les États membres, à améliorer la coopération entre les autorités compétentes des États membres et à soutenir autant que possible les enquêtes et les poursuites des autorités nationales. Eurojust peut agir par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs membres nationaux, ou en tant que collègue. Dans l'exercice de ses mandats, Eurojust peut demander aux autorités nationales compétentes:

- ▶ d'entreprendre une enquête ou des poursuites sur des faits précis;
- ▶ d'accepter que l'une d'entre elles puisse être mieux placée qu'une autre pour lancer une enquête ou des poursuites;
- ▶ de coordonner leurs opérations (par exemple en mettant en place une ECE);
- ▶ de lui fournir toute information nécessaire pour accomplir ses mandats; et/ou
- ▶ de prendre des mesures d'enquête spéciales ou toute autre mesure justifiée par l'enquête ou les poursuites.

En outre, sur demande des autorités nationales compétentes, Eurojust peut aider à résoudre les conflits de compétence d'un dossier donné et remédier aux refus ou difficultés rencontrés de façon récurrente en matière de coopération judiciaire, par la remise aux autorités compétentes des États membres concernés, d'un avis non-contraignant.

**Les membres nationaux exercent également les pouvoirs** qui leur sont conférés en leur qualité d'autorités nationales compétentes, dans le respect de leur législation nationale respective. La plupart des membres nationaux sont habilités à recevoir, transmettre, faciliter et suivre les demandes d'assistance, ainsi qu'à fournir des informations complémentaires dans le cadre de leur exécution. Ils peuvent également, en accord avec une autorité nationale, émettre et exécuter des demandes de coopération judiciaire, demander des mesures d'enquêtes jugées nécessaires durant les réunions de coordination d'Eurojust, et autoriser et coordonner des livraisons surveillées. Dans les dossiers urgents, la plupart des membres nationaux sont directement investis du pouvoir d'autoriser et coordonner des livraisons surveillées et d'exécuter des demandes de coopération

judiciaire. La plupart des membres nationaux sont habilités à participer aux ECE.

**Dispositif permanent de coordination** Les bureaux nationaux d'Eurojust sont ouverts 24 heures sur 24 et sept jours sur sept. En cas de demande urgente, conformément à l'article 5a de la décision Eurojust, le dispositif permanent de coordination peut recevoir et traiter les demandes d'assistance des autorités nationales en dehors des heures d'ouverture normales. En juin 2011, Eurojust a mis en place un système de gestion des appels transférant ces derniers au représentant du dispositif permanent de coordination au sein du bureau national concerné, ce qui permet de converser dans la langue de la personne qui appelle. Le représentant du dispositif permanent de coordination peut prendre les mesures appropriées, par exemple contacter le représentant du dispositif permanent de coordination d'un autre bureau national.

### 1.2.3. Gouvernance et méthodes de travail

Au sein d'Eurojust, la gouvernance fonctionne de façon hybride. Les membres nationaux, nommés par les autorités nationales et soumis à leur législation nationale respective, joignent leurs forces à celles du personnel de l'UE travaillant sous la direction d'un directeur administratif. Les activités d'Eurojust sont regroupées en trois catégories principales qui sont interdépendantes et interconnectées:

- ▶ **Les dossiers** concernent les activités des bureaux nationaux et du Collège dans le traitement du contenu des dossiers, principal objectif d'Eurojust comme défini dans l'article 85, paragraphe 1, du TFUE. Le terme désigne les dossiers relatifs à des enquêtes pénales soumises à Eurojust par le biais des demandes des autorités nationales, mais aussi les dossiers ouverts suite à des informations transmises, notamment par les États membres, Europol et l'OLAF.
- ▶ **Les travaux de nature politique** concernent l'approche institutionnelle ou fondée sur des procédures applicables au sein de l'organisation. Cette catégorie comprend deux sous-ensembles: d'une part, la production de règles et directives visant à réglementer les travaux opérationnels d'Eurojust et, d'autre part, le développement de produits tels que les rapports stratégiques, les recherches dédiées aux dossiers, les papiers d'orientation, les opinions sur le projet d'instruments législatifs, l'exécution de projets stratégiques centrés sur certains domaines de la coopération judiciaire afin d'analyser les dossiers d'Eurojust et de permettre l'identification des points à améliorer et la promotion des bonnes pratiques en matière de coopération judiciaire.
- ▶ **Les travaux administratifs** concernent les tâches administratives telles que la gestion financière, l'organisation et la gestion du soutien apporté au travail opérationnel par les services administratifs.

**Fonctions du Collège** Le Collège a mis en place des mesures pratiques lui permettant de consacrer plus de temps aux travaux opérationnels tout en réduisant le temps consacré aux questions administratives. En 2011, le Collège a amélioré ses travaux dédiés aux questions opérationnelles durant ses réunions plénières. En 2012, le Collège a réglementé, de façon détaillée, ses méthodes de travail et son fonctionnement, afin de travailler plus efficacement en 2013. Au sein d'Eurojust, la pratique consiste actuellement à distinguer les réunions opérationnelles des réunions du conseil de direction du Collège.

**Équipes du Collège** Au sein du Collège, neuf équipes préparent et assistent le Collège dans ses travaux et ses décisions. Les équipes rassemblent les membres du Collège qui se portent volontaires, en fonction de leur expertise dans différents domaines. Le thème de réflexion des équipes du Collège reflète les principaux domaines de son activité.

**Équipe de la présidence** L'équipe de la présidence soutient la Présidente dans ses fonctions. Elle comprend deux vice-présidents et le directeur administratif. La Présidente surveille la gestion quotidienne mise en œuvre par le directeur administratif, et dirige les travaux du Collège. Conformément au règlement intérieur d'Eurojust, la Présidente convoque et préside les réunions du Collège, représente Eurojust et signe toutes les communications officielles au nom du Collège. L'équipe de la présidence coordonne les travaux du Collège et assure une approche cohérente en termes opérationnels, politiques et de gestion.

#### 1.2.4. Formation

**Réseau européen de formation judiciaire (REFJ)** Conformément au protocole d'accord conclu en 2008 entre Eurojust et le REFJ, la coopération entre Eurojust et le REFJ s'est poursuivie en matière de formation judiciaire. Huit procureurs/juges d'Autriche, de Bulgarie, d'Italie, d'Espagne et de Pologne ont participé à des stages à long terme au sein d'Eurojust et se sont impli-

qués dans les travaux quotidiens des bureaux nationaux de leur pays d'origine. Parallèlement, les membres des bureaux nationaux ont activement participé à deux séminaires du REFJ, «*La coopération judiciaire internationale en matière pénale dans la pratique*». Ces séminaires ont couvert principalement l'entraide judiciaire et l'exécution des mandats d'arrêt européens concernant la France, la Roumanie et l'Italie (mars, Paris), ainsi que la Finlande, la Suède et le Portugal (avril, Lisbonne). Eurojust a également soutenu la formation CEPOL/ECE REFJ en septembre.

**CEPOL** Conformément au protocole d'accord conclu en 2009 entre Eurojust et le CEPOL, la coopération a été renforcée en matière de formation. Eurojust a de nouveau participé aux cours et aux webinaires du CEPOL. En outre, le cursus commun d'Eurojust a été finalisé et proposé au conseil de direction du CEPOL.

#### 1.2.5. L'ENCS et les fiches suédoises

**ENCS** Le but de la création d'un ENCS dans chaque État membre était de coordonner les travaux effectués par les principaux acteurs nationaux de la coopération judiciaire, par exemple les correspondants nationaux pour Eurojust et le RJE, et les représentants des autres réseaux concernés comme le réseau ECE et le réseau Génocide. Les principales fonctions de l'ENCS consistent à soutenir l'échange d'informations entre Eurojust et les États membres (en assurant que le système de gestion des dossiers reçoive les informations de façon efficace et fiable), à faciliter la répartition des dossiers entre Eurojust et le RJE et à entretenir des liens étroits avec les unités nationales d'Europol. La mise en œuvre de l'ENCS varie entre les États membres, mais les progrès se sont poursuivis en 2013.

**Fiches suédoises** Eurojust soutient la mise en œuvre des 28 ENCS en proposant les *fiches suédoises*, un outil d'information relatif à l'ENCS. Les *fiches suédoises* donnent une vue d'ensemble de la structure et de la composition de l'ENCS, par État membre, et sont mises à jour par Eurojust.

## 1.3. Administration d'Eurojust

Cette section souligne les évolutions survenues dans le domaine administratif en 2013. Les travaux du Collège sont soutenus par une équipe administrative, dirigée par le directeur administratif.

À la fin 2013, l'équipe administrative comptait 230 employés, dont 203 à titre temporaire et 27 à titre contractuel. En outre, trois experts nationaux ont été détachés afin de participer à l'administration d'Eurojust. De plus amples informations concernant la gestion administrative

et les évolutions dans le domaine administratif sont fournies dans le rapport d'activité annuel 2013 du directeur administratif d'Eurojust.

**Taux d'utilisation du budget** En 2013, le taux d'utilisation du budget a augmenté à 99,6% (soit 32,2 millions EUR sur 32,4 millions EUR). Ce taux est le plus élevé jamais enregistré, sachant que la moyenne des quatre dernières années se chiffre à 97,8%. Le taux d'exécution des paiements, à 86,8%, est lui aussi supérieur en 2013



à la moyenne des quatre dernières années qui se chiffre à 82,8%.

**Soutien financier aux ECE** En 2013, le deuxième projet de financement des ECE - fondé sur une subvention octroyée par la Commission européenne dans le cadre du programme «Prévenir et combattre la criminalité» - a pris fin. Ce projet a permis à Eurojust de soutenir, entre octobre 2010 et septembre 2013, 95 ECE différentes concernant 22 États membres. En septembre 2013, Eurojust s'est engagée à assurer la continuité du soutien financier aux ECE en apportant le financement nécessaire à partir de son propre budget ordinaire. Afin d'optimiser la cohérence entre différents projets gérés par l'organisation en lien avec les ECE, la gestion des subventions aux ECE a été confiée au secrétariat du réseau ECE.

**Ressources humaines** Le programme en termes d'effectifs 2013 a été exécuté à hauteur de 95,3%. Le reste devrait être finalisé au cours du premier trimestre 2014. Toutefois, en raison de la réduction d'effectifs nécessaire en 2014 et afin d'assurer la mise en œuvre des restrictions budgétaires à la fin 2014, tous les postes vacants ne peuvent pas être pourvus. Un projet visant à assurer que les réductions d'effectifs nécessaires (nées de la décision budgétaire des institutions de l'UE) puissent être mises en œuvre sans rompre les contrats signés par le personnel d'Eurojust a été lancé.

**Structure de l'administration** 2013 a marqué la fin de la restructuration de l'administration, qui s'est no-

tamment intéressée à l'utilisation des procédures de reclassement et de recrutement compétitif, ce qui a permis d'obtenir une mise en œuvre quasiment complète du programme en termes de ressources humaines.

**Bureaux permanents d'Eurojust** Les nouveaux locaux d'Eurojust seront érigés dans la «zone internationale» de La Haye, à Jan Willem Frisolaan, à deux pas d'autres organisations internationales et d'Europol. La conception définitive de ces nouveaux locaux a été approuvée en 2013 et les spécifications techniques ont été présentées en décembre 2013 afin de les faire approuver par l'État hôte et par Eurojust. La municipalité de La Haye a délivré le permis de construire. Les travaux de construction devraient commencer à l'été 2014 et s'achever d'ici décembre 2016, et les locaux devraient pouvoir être occupés au début 2017.

**Coopération avec les agences JAI** Eurojust a participé aux activités des agences JAI, qui, en 2013, se sont concentrées sur les relations extérieures, les ressources humaines et leur mobilité et la coordination de la formation. En coopération avec le Parlement européen, une présentation a été organisée en novembre suite à la communication de la Commission concernant le programme européen d'application de la loi, qui vise à renforcer la capacité de l'UE à lutter contre la criminalité. Eurojust continue de partager son programme de travail avec les autres agences JAI.



Administration d'Eurojust © Eurojust





*De gauche à droite:* Jacques Vos, Services généraux; Mike Moulder, Budget, financement et approvisionnement; Vincent Jamin, Secrétariat du réseau ECE; Alinde Verhaag, Analyse des dossiers; Klaus Rackwitz, Directeur administratif; Jon Broughton, Gestion de l'information; Alfredo García Miravete, Soutien opérationnel; Diana Alonso Blas, Protection des données; Matevž Pezdirc, Secrétariat du réseau Génocide; Carla Garcia Bello, Secrétaire juridique du Collège; Claudia Trif, Ressources humaines; Catherine Deboyser, Service juridique.

## 1.4. Eurojust et les réseaux de praticiens

Eurojust héberge les secrétariats des réseaux du RJE, ECE et Génocide, et facilite l'interaction entre les bureaux nationaux et les réseaux dans les activités courantes qu'ils ont en commun. Les secrétariats profitent des ressources administratives d'Eurojust pour proposer leurs services aux réseaux. Eurojust soutient également les activités du forum consultatif des procureurs généraux et des chefs de parquet des États membres de l'Union européenne («le forum consultatif»), renforçant ainsi la dimension judiciaire de la stratégie de sécurité interne de l'UE.

### 1.4.1. Le Réseau judiciaire européen

Le RJE a vu le jour en vertu de l'action commune 98/428/JAI du 29 juin 1998, remplacée par la décision 2008/976/JAI du Conseil du 16 décembre 2008, en tant que réseau de points de contact nationaux visant à faciliter la coopération judiciaire en matière pénale. L'administration du RJE est assurée par son secrétariat.

**Groupe de travail conjoint Eurojust-RJE** Les travaux ont avancé sur le document commun, qui décrit les services fournis par le RJE et par Eurojust afin d'aider les

praticiens à décider si un dossier donné doit être traité par le RJE ou par Eurojust.

**«Trio présidentiel du RJE»** Le 23 octobre, la présidence d'Eurojust, le directeur administratif et le «trio présidentiel» du RJE se sont réunis afin de débattre du renforcement de la coopération, du budget 2014-2015 du RJE et de la sixième série d'évaluations mutuelles consacrées à la mise en œuvre pratique et à l'application de la nouvelle décision Eurojust. Dans le cadre de cette sixième série d'évaluations mutuelles, certaines recommandations s'adressent également au secrétariat du RJE. Eurojust a encouragé le RJE à envisager l'ENCS comme filtre à la coopération judiciaire.

**Portail e-Justice** Le site internet du RJE sera intégré au portail e-Justice, futur guichet électronique unique dans le domaine de la justice et outil précieux pour les praticiens.

**Réunions plénières et régionales du RJE** Ont été organisées deux réunions plénières, qui ont constitué une plateforme permettant aux points de contact du RJE de partager leurs expériences et débattre des problèmes

pratiques et juridiques rencontrés par les États membres dans la coopération judiciaire internationale en matière pénale. Eurojust a assisté à ces deux réunions. La 40e réunion plénière du RJE, sous la présidence irlandaise de l'UE, a donné la priorité à la lutte contre la fraude et à l'application pratique des décisions de gel et de confiscation. La 41e réunion plénière du RJE, sous la présidence lituanienne de l'UE, a donné la priorité à la coopération avec les États tiers, notamment avec les pays du partenariat oriental de l'UE. Le RJE favorise également l'organisation de réunions régionales, au cours desquelles sont évoqués des problèmes de nature régionale. Les représentants des bureaux nationaux d'Eurojust concernés sont souvent invités à participer à ces réunions régionales.

### 1.4.2. Le réseau ECE

Le réseau des experts nationaux sur les ECE a vu le jour en 2005 afin de faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les États membres quant aux ECE. Eurojust héberge le secrétariat du réseau depuis 2011, reconnaissant ainsi que l'interaction et la complémentarité sont nécessaires entre le réseau et Eurojust.

**Espace protégé** L'espace protégé du réseau ECE a été officiellement créé suite à la 9e réunion annuelle (27 et 28 juin). Cet outil - mis à la disposition des experts nationaux officiels sur le site internet d'Eurojust - offre une plateforme de communication pour les experts et facilite le partage des connaissances, des bonnes pratiques et des expériences. Une fois qu'il sera opérationnel, il fournira aux praticiens des informations juridiques pratiques pertinentes et, en conséquence, devrait faciliter l'établissement et le fonctionnement des ECE.

**Formulaire d'évaluation** Sur la base d'une proposition du secrétariat du réseau ECE, les experts ont approuvé le format et le contenu d'un formulaire d'évaluation des ECE. Ce formulaire vise à faciliter le travail des praticiens, qui doivent évaluer l'outil que sont les ECE, notamment leur performance et les résultats obtenus (voir chapitre 4, «Priorité de l'année: évaluation des ECE»).

**Financement des ECE** À compter du 1er septembre 2013, Eurojust s'est engagée à continuer de financer les activités des ECE à partir de son budget ordinaire. Le secrétariat du réseau ECE s'est occupé du nouveau mode de financement des ECE (voir section 2.4, «Eurojust et les ECE»).

**Réunion annuelle** La réunion annuelle, qui rassemble les experts nationaux et les membres nationaux, adjoints et assistants d'Eurojust, a permis d'évoquer des questions d'intérêt commun s'agissant des ECE. Cette année, les débats organisés en ateliers dédiés à la communication des informations opérationnelles et la recevabilité des éléments de preuve se sont appuyés sur un réel dossier soutenu par Eurojust.

### 1.4.3. Le réseau Génocide

Le réseau de points de contact pour les enquêtes et les poursuites pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre (réseau Génocide) résulte de la décision 2002/494/JAI du Conseil confirmée par la décision 2003/335/JAI du Conseil. Le secrétariat du réseau Génocide a été établi en juillet 2011 afin d'assurer une coopération étroite entre les autorités nationales dans le cadre des enquêtes et des poursuites contre ces crimes. En accueillant les réunions du réseau Génocide et de son secrétariat, Eurojust fournit un forum unique permettant aux praticiens de se rencontrer, de se parler, d'échanger des informations, des bonnes pratiques ou des expériences, de coopérer et de s'entraider dans le cadre de leurs enquêtes et poursuites.

**Évolutions dans le domaine stratégique** Dans le cadre des activités de l'Union européenne, le Conseil a débattu de la marche à suivre pour lutter contre l'impunité de façon plus efficace et pour renforcer les enquêtes et les poursuites contre la criminalité internationale grave, grâce à un plan d'action stratégique complet pour les institutions et les États membres de l'UE.

**Espace protégé** Le secrétariat du réseau Génocide a installé un espace protégé sur son site internet, permettant à ses membres de consulter des informations et de communiquer en toute confidentialité.

**Réunions annuelles** Eurojust a accueilli les 14e et 15e réunions du réseau Génocide dans ses locaux. Ces deux réunions ont rassemblé des praticiens de la quasi-totalité des États membres et leurs homologues du Canada, de Norvège, de Suisse, des États-Unis, de la Cour pénale internationale (ICC), de tribunaux pénaux internationaux ad hoc, du Comité international de la Croix-Rouge et d'Interpol, ainsi que des représentants de la société civile. Lors de ces deux réunions, les membres du réseau Génocide ont échangé sur l'importance des commissions d'enquête des Nations unies et de leur contribution à la lutte contre l'impunité des personnes violant les droits de l'homme, et ont examiné les questions d'immunité fonctionnelle, d'immunité personnelle et d'immunité des missions spéciales, pouvant potentiellement entrer en conflit avec la responsabilité pénale individuelle. Le réseau Génocide a également analysé l'expérience croate en matière de poursuites pour crimes de guerre, ainsi que sa coopération avec les États tiers. Cette analyse a notamment porté sur la marche à suivre pour engager la responsabilité des entreprises qui commettent ou soutiennent la criminalité internationale grave, ou qui s'en rendent complices ou en tirent profit.

**Séminaire thématique** Eurojust a accueilli un séminaire intitulé *Connecting Victims and Witnesses of International Crimes to National Criminal Justice Authorities* [Mettre les victimes et les témoins de crimes internationaux en

contact avec les autorités judiciaires pénales nationales], organisé par la société civile et par le secrétariat du réseau Génocide.

#### 1.4.4. Forum consultatif

Le forum consultatif a été créé en 2010 afin de renforcer la dimension judiciaire de la stratégie de sécurité interne de l'UE, de partager les expériences et les bonnes pratiques en matière de criminalité grave et organisée (y compris l'utilisation des instruments de coopération judiciaire) et de contribuer aux initiatives législatives introduites au niveau de l'UE. Eurojust apporte un soutien administratif et financier, ainsi qu'une contribution significative, à la préparation des réunions du forum consultatif.

**Réunions du forum consultatif** En 2013, Eurojust a accueilli deux réunions du forum consultatif, l'une en avril sous la présidence irlandaise de l'UE et l'autre en décembre sous la présidence lituanienne de l'UE.

Durant la réunion d'avril, le forum consultatif a analysé les conclusions d'un atelier intitulé *The proposed European Public Prosecutor's Office: How will it work in practice? [Projet de Parquet européen: comment cela fonctionnera-t-il dans la pratique?]* L'atelier s'est divisé en quatre groupes de travail, chacun se dédiant à une phase spécifique ou à un aspect particulier des travaux du Parquet européen. Le forum consultatif a également analysé et partagé les expériences concernant le rôle des victimes

dans les procédures pénales, en vue de mettre en œuvre la directive sur les droits des victimes du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales en matière de droits, de soutien et de protection des victimes de crimes.

Durant la réunion de décembre, le forum consultatif a examiné la nouvelle proposition de règlement sur Eurojust et présenté différentes opinions concernant la marche à suivre pour optimiser les travaux d'Eurojust. Le forum consultatif a également poursuivi les discussions relatives au fonctionnement et à l'établissement d'un Parquet européen, y compris concernant la relation spéciale établie entre Eurojust et ledit Parquet pour les questions opérationnelles. Les participants ont terminé la réunion par un débat sur l'évolution future des questions de JAI et ont pris connaissance de la stratégie de sécurité interne de l'UE et de son cycle politique 2014-2017, incluant les activités d'Eurojust en la matière.

Les conclusions de la réunion du forum consultatif du 14 décembre 2012, un récapitulatif des réponses apportées au questionnaire sur les infractions PIF (8151/13), les conclusions de la réunion du 26 avril 2013, ainsi qu'un récapitulatif des réponses apportées au questionnaire sur le Parquet européen (11628/13), ont été transmis aux institutions de l'UE et publiés en tant que documents du Conseil.

Les conclusions de la réunion du forum consultatif du 13 décembre 2013 seront présentées aux groupes de travail du Conseil début 2014.





# Fonctionnement d'Eurojust

## 2.1. Les réunions de coordination d'Eurojust

En 2013, Eurojust a tenu 206 réunions de coordination. Les principaux organisateurs ont été la France (45), l'Italie (23), le Royaume-Uni (15) et l'Allemagne (14), tandis que les Pays-Bas (56), l'Allemagne (51), l'Espagne (45), la Belgique (43) et le Royaume-Uni (33) représentent les pays les plus sollicités pour participer à ces réunions. Europol a participé à 75 de ces réunions. Sur les 64 réunions de coordination impliquant des États tiers, la plupart ont concerné la Suisse (15) et la Norvège (12), puis les États-Unis (9). Cinq réunions de coordination ont eu lieu dans les États tiers en Suisse (2), en Bosnie-Herzégovine (1), dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (1) et en Turquie (1).

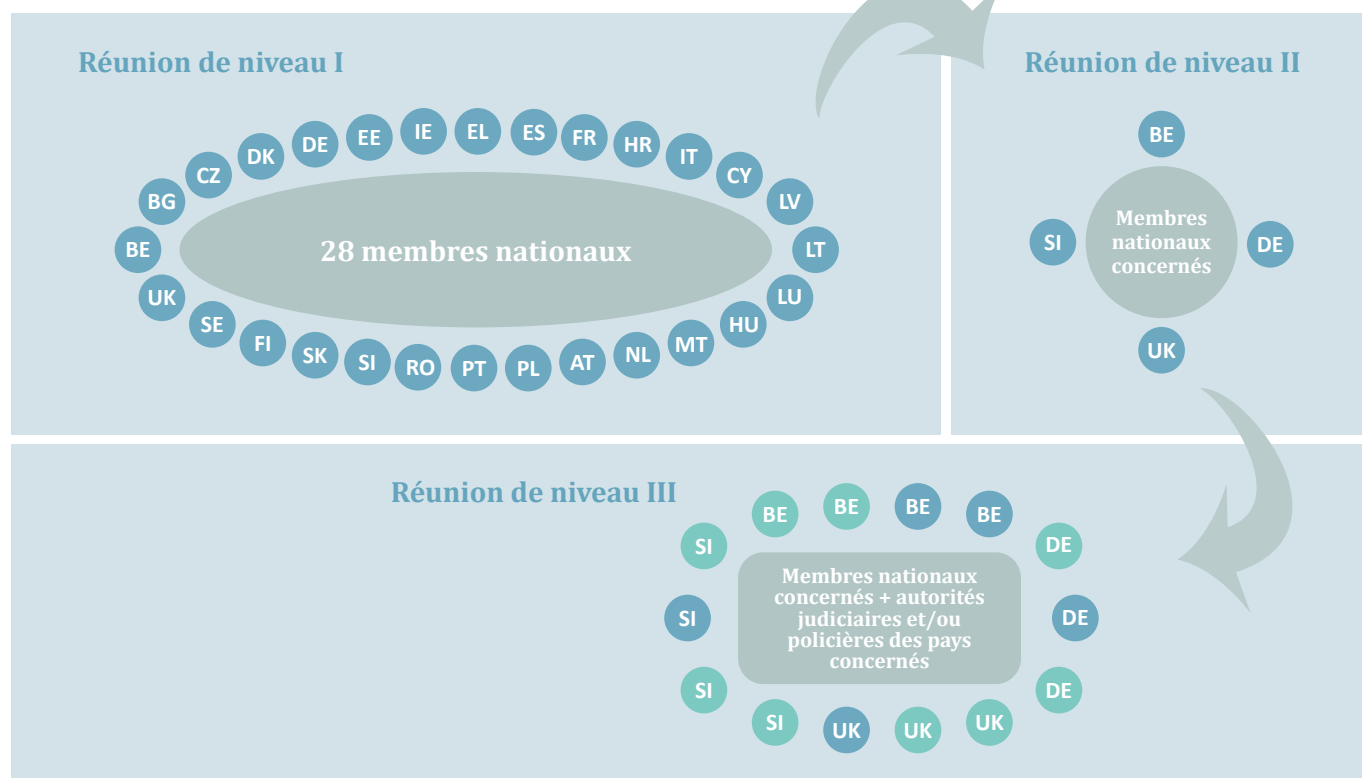
Elles ont traité principalement des groupes criminels organisés (délinquance itinérante) (66), ainsi que de l'escroquerie et de la fraude (60), du trafic de drogues (56), du blanchiment d'argent (49) et de la TEH (24).

Les réunions de coordination d'Eurojust rassemblent les autorités policières et judiciaires des États membres et des États tiers, permettant, d'une part, de réaliser des opérations stratégiques, programmées et ciblées dans des dossiers de criminalité transfrontalière et, d'autre part, de surmonter les difficultés juridiques et pratiques nées des différences entre les 30 systèmes juridiques de l'Union européenne. Eurojust est une institution favorisant la coordination proactive et offre ses locaux à

un ou deux participants par État (outre le remboursement de leurs frais de déplacement et d'hébergement), ainsi que ses services de traduction et son expertise en matière de coopération judiciaire pénale aux autorités nationales luttant contre la criminalité transfrontalière grave. Eurojust propose également des vidéoconférences et autorise l'organisation de réunions de coordination à l'extérieur, afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles et de répondre aux besoins des praticiens.

En facilitant le partage des informations de façon efficace et le plus tôt possible par le biais de ses réunions de coordination, Eurojust permet aux États membres d'initier des enquêtes, d'identifier d'éventuelles poursuites parallèles ou de détecter des liens avec les enquêtes d'autres États membres. L'application éventuelle du principe *ne bis in idem* et les conflits de compétence peuvent être évités, tandis que des dénonciations officielles peuvent être convenues. Les activités relatives aux enquêtes peuvent être planifiées, comme par exemple l'établissement d'une ECE ou d'un centre de coordination, et l'exécution des mandats d'entraide judiciaire peut être suivie. Durant les réunions de coordination, les autorités nationales compétentes des pays concernés peuvent débattre directement des exigences juridiques et des questions procédurales concernant, par exemple, les mesures d'enquête coercitives, le gel et la confiscation des produits du crime et les modalités d'accès au dossier.

### Réunions de coordination opérationnelles - exemple





### *Exemple d'un dossier de fraude à la TVA*

La filiale française d'une société internationale immatriculée dans les Îles vierges britanniques et implantée à Dubaï (Émirats arabes unis - ÉAU) participait au mécanisme d'échange de droits d'émission de carbone. Cette société achetait ses droits auprès de trois fournisseurs français. Pour deux d'entre eux, les factures - incluant la TVA - étaient réglées depuis des comptes à Hong Kong. Ces deux fournisseurs n'avaient pas informé les autorités fiscales françaises de la TVA perçue sur la revente des droits, commettant ainsi une infraction à leurs obligations juridiques et fiscales. La filiale française recevait quant à elle un crédit d'impôt correspondant à la TVA devant être reversée aux autorités fiscales - sur la base de factures douteuses - et profitait donc illégalement d'un abattement aux dépens du Trésor français. Compte tenu des éléments de preuve rassemblés durant l'enquête sur la société et ses représentants, il s'est avéré que cette fraude à la TVA systématique avait très probablement été établie par la filiale française ou par la société internationale susmentionnée qu'elle représentait en France, à leur propre bénéfice. Des enquêtes semblables se sont déroulées aux Pays-Bas sur une société néerlandaise négociant des droits d'émission de carbone ; il s'est avéré que cette société faisait partie d'une fraude à la TVA dite « carrousel » et que certains suspects appartenaient à une organisation criminelle coupable de fraude à la TVA dans plusieurs États membres. Les deux enquêtes semblaient corrélées.

**Coordination d'Eurojust** L'assistance d'Eurojust a été sollicitée, et une ECE a été signée par les autorités françaises et néerlandaises en 2011. En octobre 2013, le dossier avait bien progressé et une réunion de coordination a été organisée afin de déterminer selon quelles modalités les poursuites devraient avoir lieu dans les deux États membres. Les éléments rassemblés prouvaient que les principaux suspects agissaient depuis Dubaï et que les capitaux terminaient leur route, dans ce pays, après avoir transité par des comptes intermédiaires à Hong Kong. Au moment de la réunion, presque toutes les demandes d'entraide judiciaire avaient été exécutées en Espagne, en Allemagne, au Portugal et à Hong Kong. Les autorités françaises ont envisagé de remettre des demandes d'entraide aux ÉAU afin d'interroger les suspects et de saisir les actifs qui, selon elles, devaient se trouver dans le pays. La France comme les Pays-Bas avaient suffisamment de preuves pour poursuivre le principal suspect.

**Poursuites parallèles** La question était de savoir si le principal mis en cause, une fois arrêté, serait placé en détention provisoire. En France, il était fort probable qu'il soit remis en liberté jusqu'au procès. Les autorités néerlandaises étaient quant à elles convaincues que, compte tenu des preuves recueillies et des dommages économiques causés par l'infraction, les tribunaux placeraient le mis en cause en détention provisoire, permettant ainsi aux procureurs des deux pays de procéder aux interrogatoires et de faire avancer les procédures.

**Remise différée/interrogation du mis en cause en détention provisoire dans l'autre État membre** Les autorités concernées ont examiné la législation des États membres impliqués afin de déterminer si elle permettait de remettre le mis en cause à l'autre partie afin de l'interroger et de le juger, ou si elle prévoyait sa mise en détention provisoire jusqu'au procès. Les parties ont décidé que la législation nationale transposant la décision-cadre relative au MAE accordait cette possibilité. Les autorités concernées se sont interrogées sur le point de savoir si le juge d'instruction français pouvait interroger le mis en cause et le mettre en examen aux Pays-Bas, dans l'hypothèse où ce dernier serait placé en détention provisoire dans ce pays.

**Ne bis in idem** Les autorités françaises et néerlandaises, souhaitant poursuivre le principal mis en cause pour une infraction relevant de la fraude à la TVA, les autorités concernées, ont cherché à déterminer si elles devaient le poursuivre ou non pour la même infraction et ont finalement décidé qu'il s'agissait de deux infractions différentes commises contre deux victimes différentes dans des juridictions différentes (administrations fiscales française et néerlandaise). Dans ce contexte, le risque de doubles poursuites semblait exclu.

**Dénonciations officielles** Les parties ont considéré que la France pouvait officiellement transmettre son dossier aux Pays-Bas pour poursuites. En principe, les Pays-Bas n'étaient pas compétents, l'infraction ayant été commise en France par une personne non-ressortissante des Pays-Bas et la victime étant française. Toutefois, le dossier néerlandais aurait pu inclure des poursuites pour appartenance à une organisation criminelle. Cette possibilité a requis un examen par les deux parties et l'approbation du procureur français.

**Partage des avoirs** En 2013, l'enquête a permis le gel d'environ 7 millions de dollars. D'autres saisies sont prévues à l'avenir. Les deux États membres ont convenu que les avoirs confisqués seraient partagés de façon équitable.

**Partage des informations fournies par des tiers** Les membres de l'ECE ont cherché à déterminer si les informations fournies par un pays ne faisant pas partie de l'ECE pouvaient légalement être échangées en tant que preuves valables, dans la mesure où l'échange se faisait entre les membres de l'ECE. Le fait que ces informations avaient été données à une seule partie au sein de l'ECE, et non pas à tous les membres, pouvait s'avérer problématique. Les membres de l'ECE ont convenu que la partie qui avait reçu ces informations devait demander à l'autorité qui les lui avait transmises, l'autorisation de les partager officiellement avec l'autre partie de l'ECE.

**Arrestation** Sous réserve d'une consultation appropriée avec les autorités nationales, les parties ont convenu que la France procéderait à l'arrestation du principal suspect, puisque ce dernier se rendait régulièrement dans le pays. La caution a été fixée à un montant très élevé. Il était ensuite prévu que les Pays-Bas lancent un MAE, ramènent le mis en cause aux Pays-Bas et demandent à ce qu'il soit placé en détention provisoire. Les deux pays entameraient alors des poursuites simultanées. Les autorités françaises étaient censées obtenir l'autorisation appropriée pour interroger le mis en cause aux Pays-Bas. La dénonciation officielle vers les Pays-Bas ne devait être envisagée que plus tard. Les parties ont également convenu que les dossiers et les éléments de preuve seraient échangés conformément aux dispositions de l'accord relatif à l'ECE.

Grâce à la coopération sur ce dossier, trois suspects ont été arrêtés en France. Les demandes d'entraide judiciaire émises à Hong Kong, en Suisse, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Danemark, en Espagne et aux États-Unis ont été exécutées. Huit personnes ont été interrogées en France et aux Pays-Bas, un MAE a été émis contre l'un des principaux mis en cause qui n'avait pas encore été localisé, et une réunion de coordination a été organisée afin de suivre le déroulement de l'enquête.

## 2.2. Les centres de coordination d'Eurojust

En 2013, sept centres de coordination ont été établis au sein d'Eurojust, organisés par la France (4), l'Italie (2) et les Pays-Bas (1). Les types d'infractions concernées ont été l'immigration irrégulière (2), le trafic de drogues et la traite des êtres humains (1), le trafic de véhicules volés (1), la contrefaçon (1), le blanchiment d'argent (1) et la fraude (1).

La disponibilité permanente d'Eurojust (24 heures sur 24 et sept jours sur sept) et l'établissement des centres de coordination assurent l'échange en temps réel des informations et la coordination des mesures entre différentes autorités nationales dans le cadre d'une journée d'opérations communes.

Les centres de coordination d'Eurojust facilitent le soutien, la coordination et le suivi immédiat des saisies, des arrestations, des perquisitions de domiciles ou de locaux d'entreprise, des décisions de gel et des auditions de témoins. La recevabilité des éléments de preuve qui ont été rassemblés joue un rôle important devant les juridictions de jugement. Les centres de coordination d'Eurojust permettent d'obtenir des résultats incontestables dans les dossiers de criminalité transfrontalière.

### *Exemple d'un dossier de fraude*

En février 2012, la France a initié une enquête sur une fraude transnationale complexe dite «pyramide de Ponzi». Les personnes et les entreprises mises en cause étaient implantées dans huit États membres, en Suisse et aux Seychelles. Environ 400 victimes ont été identifiées dans toute l'Europe. Les dommages ont été estimés à au moins 23 millions d'euros. Les recettes étaient déposées sur des comptes bancaires aux Seychelles, à Malte et à Chypre, et investies dans de l'immobilier, des bateaux et des yachts.

L'assistance d'Eurojust a été requise afin de faciliter l'exécution des demandes d'entraide judiciaire visant à localiser les suspects et les

produits du crime, ainsi qu'à demander des auditions, des perquisitions, des saisies et des gels d'avoirs. Un centre de coordination a été établi au sein d'Eurojust afin de soutenir les actions judiciaires menées simultanément dans les 10 pays concernés - jamais autant de pays n'avaient pris part à un centre de coordination et c'était la première fois que les opérations visaient des gels d'avoirs dans six pays différents, y compris les Seychelles. Le centre de coordination, pourvu de lignes téléphoniques, d'adresses électroniques et d'équipements de vidéoconférence dédiés, a permis au juge d'instruction français de contrôler l'avancement des opérations avec l'aide des bureaux nationaux d'Eurojust et de répondre en temps réel aux questions juridiques soulevées durant la journée. Plus de 200 policiers se sont déployés dans le cadre de cette opération, qui a conduit à l'arrestation de 16 personnes, l'audition de six suspects, le gel d'environ 700 000 EUR sur des comptes bancaires et la saisie de nombreux bateaux, villas, voitures de luxe, œuvres d'art et bijoux.

Pour reprendre les propos d'un représentant de l'un des États membres participants: «(...) Eurojust a permis aux procureurs et aux autorités policières de travailler ensemble, de façon concertée, vers un objectif commun - que l'Europe sans frontière ne soit pas synonyme de criminalité impunie. Dans la lutte contre la criminalité, aucune arme n'est plus efficace que la volonté inébranlable des autorités judiciaires et policières. La coopération judiciaire sert précisément cet objectif, et cette opération en est l'illustration parfaite.»

## 2.3. L'échange d'informations et le CMS

La décision Eurojust oblige les États membres à communiquer à Eurojust certaines informations pertinentes à sa mission, lui permettant ainsi d'offrir un soutien plus proactif pour le traitement des dossiers et de la criminalité. Eurojust a ajusté son CMS afin de faciliter le traitement de nouveaux types de données, et mis au point des outils techniques soutenant la transmission structurée et sécurisée des données à Eurojust.

### 2.3.1. Le développement du CMS

La conception et le développement du CMS reposent sur la décision Eurojust et sur les règles d'Eurojust concernant la protection des données. Le CMS est un logiciel Eurojust permettant de stocker et de traiter les données relatives aux dossiers de façon sécurisée. Cette base de données étant constituée sur mesure, elle permet à Eurojust de mieux soutenir la coordination des enquêtes et des poursuites grâce à la vérification croisée des informations et la transmission aux parties concernées d'informations relatives aux enquêtes et aux poursuites en cours. Le responsable de la protection des données et l'organe de contrôle commun d'Eurojust assurent la légalité du traitement des données à caractère personnel, dans le respect des directives de protection des données en vigueur.

En 2013, des améliorations significatives ont été apportées au CMS. Le système a été amélioré dans des domaines fonctionnels variés, en fonction de changements introduits par la nouvelle décision Eurojust ou requis par les utilisateurs. Des améliorations ont été apportées dans

des domaines clés comme l'enregistrement et le suivi des dossiers, l'importation et l'analyse des données à caractère personnel, l'identification des liens, les recherches et la déclaration. Les procédures de respect des règles de protection des données d'Eurojust ont été optimisées en améliorant les mécanismes de connexion, de notification et de partage et en introduisant un nouveau modèle de sécurité qui permettra à l'avenir de rendre l'accès au CMS plus flexible pour les utilisateurs internes comme externes (membres de l'ENCS et/ou procureurs de liaison). De nouveaux changements ont été requis suite à l'adhésion de la Croatie, permettant au membre national croate et aux autres membres du bureau national d'accéder au système.

### 2.3.2. Le formulaire «intelligent» relatif à l'article 13

**Outil** Le formulaire «intelligent» relatif à l'article 13 est un modèle électronique standardisé mis au point par Eurojust pour que les autorités nationales puissent transmettre des informations à Eurojust de façon structurée, conformément à l'article 13 de la décision Eurojust. Ce formulaire est disponible dans les 24 langues officielles de l'UE. Il permet d'importer les données fournies sur le CMS. Soit les informations reçues en vertu de l'article 13 sont considérées comme nouvelles, soit elles concernent un dossier opérationnel en cours, initié au sein d'Eurojust par le bureau national receveur. Après l'enregistrement, les éventuels liens avec d'autres dossiers peuvent être identifiés par le mécanisme de détection automatique des liens du CMS. Si un nouveau lien est découvert, le bureau national est averti et peut

alors communiquer les résultats à l'autorité ayant fourni les informations dans l'État membre.

**Évaluation** Eurojust a mis en œuvre et peaufiné le développement de l'outil électronique dédié au processus de transmission, ainsi que la configuration du CMS. Entre juillet 2011 (date limite pour la transposition) et juin 2013, Eurojust a reçu 218 notifications relatives à l'article 13, dont 89 concernant un dossier enregistré auprès d'Eurojust. À ce jour, les notifications relatives à l'article 13 ne représentent qu'une infime partie des informations déclarées à Eurojust par l'intermédiaire des autorités nationales dans le cadre des dossiers (durant la même période, 2 970 dossiers ont été enregistrés auprès d'Eurojust). Juridiquement, la transmission d'informations à Eurojust en vertu de l'article 13 se fonde le plus souvent sur le paragraphe 6 («affaires particulièrement graves»), voire sur le paragraphe 5 («ECE»). Une fois l'article 13 entièrement transposé dans tous les États membres, Eurojust pourra, par exemple, donner une vue d'ensemble de toutes les ECE en place dans l'Union européenne.

### 2.3.3. Les liens entre l'ENCS et le CMS

**Recherches** La mise en œuvre de la connexion technique entre les membres de l'ENCS dans les États membres et le CMS d'Eurojust a avancé en 2013. Faisant suite au projet de connexion du réseau EJ27, qui avait examiné l'infrastructure de réseau requise, le projet de recherche pour l'ENCS a produit un catalogue d'outils potentiels pour l'ENCS (c'est-à-dire de possibles solutions techniques pour la connexion entre l'ENCS et le

CMS), et identifié les préférences des États membres. Le projet de recherche pour l'ENCS a également envisagé l'impact technique de la future connexion des utilisateurs externes au CMS, ainsi que des améliorations à apporter au CMS en raison de cette connexion, tant sur le CMS que sur les autres infrastructures d'Eurojust.

**Conditions d'accès** En juillet 2013, le Collège a défini une approche commune des conditions d'accès au CMS applicables aux membres de l'ENCS. Il a établi différents niveaux de visibilité des données et de droits de gestion relatifs aux données contenues dans l'index et dans les fichiers de travail temporaires pour différentes catégories d'utilisateurs externes du CMS, et défini les conditions selon lesquelles un membre national remplit son rôle de contrôleur des données, conformément aux exigences légales et aux règles de protection des données d'Eurojust.

**Mise en œuvre** La mise en œuvre technique des connexions avec chacun des États membres et du CMS s'est poursuivie. Les connexions avec la République tchèque et la Lettonie sont devenues opérationnelles. À ce jour, des connexions ont été établies avec cinq États membres (les connexions avec la Bulgarie et la Roumanie existent depuis 2012). Des connexions pilotes ont été établies avec la Finlande, la Hongrie et la Pologne et chaque État membre a signé un protocole d'accord réglementant leur utilisation. Ces connexions devraient devenir opérationnelles début 2014. Le rapport sur l'état de la mise en œuvre présenté par Eurojust au Conseil et à la Commission a été publié en tant que document du Conseil - 12582/13 - le 19 juillet 2013.

## 2.4. Eurojust et les ECE

Outil spécifique d'entraide judiciaire permettant d'échanger directement des informations et des éléments de preuve au sein d'une même équipe sans devoir passer par les canaux traditionnels des demandes d'entraide judiciaire, les ECE représentent toujours l'un des outils opérationnels les plus importants à la disposition des praticiens policiers et magistrats.

Le rôle spécifique joué par Eurojust dans la constitution et le fonctionnement des ECE en 2013 concerne essentiellement i) l'identification des dossiers compatibles avec les ECE, ii) la mise à disposition de conseils et d'informations sur les différents systèmes procéduraux, iii) la rédaction des accords relatifs aux ECE (ou l'extension de ces accords) et des plans d'action opérationnels, iv) la coordination d'actions simultanées et v) le soutien aux ECE par l'intermédiaire des réunions de coordination.

### 2.4.1. Les dossiers traités par Eurojust

Les réunions de coordination organisées dans les locaux d'Eurojust ou dans les États membres se sont avérées

utiles pour définir et surveiller les objectifs opérationnels des ECE, évaluer les activités communes dans le cadre des enquêtes et établir les mesures à prendre. Ces mesures incluent la planification d'arrestations simultanées, la délivrance et l'exécution de MAE ou de demandes d'entraide judiciaire dans des États tiers, la détermination de mesures liées à la confiscation et les actions menées par les membres détachés au sein de l'ECE. Eurojust a également facilité les accords relatifs aux stratégies de poursuite entre les partenaires des ECE, qui doivent être élaborées aussi rapidement que possible dans la mesure où elles affectent souvent le déroulement même des enquêtes.

Au cours des années passées, Eurojust a soutenu les ECE signées sur le fondement de l'article 13 de la Convention d'entraide judiciaire de 2000 ou en vertu de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative aux ECE. Toutefois, compte tenu de la nature des enquêtes ou du besoin d'impliquer des États tiers dans certaines actions opérationnelles, Eurojust, en 2013, a également fourni son expertise dans le cadre d'ECE établies en vertu



d'autres instruments juridiques, par exemple la Convention des Nations unies contre la criminalité organisée, la Convention sur l'assistance mutuelle et la coopération entre les administrations douanières (Naples II) et certains traités bilatéraux.

**Faits et chiffres** Le soutien à l'établissement et au fonctionnement des ECE est resté en tête des priorités d'Eurojust en 2013. Durant la période considérée, 102 ECE ont reçu le soutien des membres nationaux, dont 42 nouvellement créées en 2013. Les membres nationaux ont participé soit en leur qualité d'autorité nationale compétente soit pour le compte d'Eurojust au titre de l'article 9f de la décision Eurojust.

Comme par le passé, les ECE ont concerné les infractions les plus graves, comme le trafic de drogues, la TEH, la fraude et le blanchiment d'argent. Elles ont également porté sur un nombre grandissant d'affaires de cybercriminalité. En outre, Eurojust a reçu 35 notifications d'États membres en vertu de l'article 13, paragraphe 5, de la décision Eurojust, dont sept ont entraîné la signature d'ECE avec l'aide d'Eurojust. Cette dernière a également apporté son assistance à l'établissement de trois ECE impliquant des États tiers.

**Obstacles récurrents** Les dossiers traités par Eurojust en 2013 soulignent des problèmes juridiques et pratiques susceptibles de nuire à l'efficacité des ECE. Les obstacles identifiés concernent les différentes exigences légales relatives à la signature d'un accord d'ECE, les différences entre les systèmes juridiques, concernant notamment les règles de recueil des preuves (y compris l'interception des communications), les règles de recevabilité de la preuve, la divulgation d'informations et les limites dans le temps de la conservation des données, les conflits de compétence et les dénonciations officielles. Eurojust poursuit ses efforts pour résoudre ces problèmes récurrents et aide les praticiens à les surmonter.

Les problèmes découlent, par exemple, des différentes exigences relatives à l'audition des témoins, cette différence peut nuire à la recevabilité de la preuve. La divulgation des informations concernant le dossier pose elle aussi un problème courant. Dans la mesure où le fait de partager les informations aussi rapidement que possible représente un gros avantage pour une ECE, ses membres doivent connaître dès le départ l'étendue et les délais prévus par la législation nationale des États membres concernés pour donner accès aux informations sensibles aux tribunaux et aux avocats de la défense.

**Droits de la défense** Dans un dossier de TEH, la législation de l'un des États membres concernés stipulait que les avocats de la défense devaient être avertis de toute audition de témoins et autorisés à y assister pour que ces éléments de preuve soient recevables. Cette exigence n'existait pas dans l'autre pays. L'accord relatif à l'ECE, qu'Eurojust avait aidé à établir, a clarifié les exigences et fait en sorte que les

### *La traite des êtres humains: exemple*

Dans le cadre d'une ECE relative à une affaire de TEH et à la confiscation de biens saisis, Eurojust a apporté son aide tout particulièrement dans le développement judiciaire du dossier. Les victimes de TEH situées dans l'État membre A ont été interrogées avec l'assistance des policiers et des procureurs de l'État membre B, conformément aux dispositions des Conventions d'entraide judiciaire de 1959 et de 2000, afin que leurs témoignages puissent être utilisés dans les enquêtes des deux États membres. Ainsi, les victimes ont pu être interrogées par des personnes parlant la même langue qu'elles et ayant l'expérience nécessaire pour s'occuper de victimes et de témoins vulnérables. Les témoignages recueillis dans le cadre de l'ECE ont pu être utilisés pour les enquêtes des deux États membres.

Dans le cadre de cette ECE, il a été décidé qu'une dénonciation officielle se ferait au profit de l'État membre B et que les MAE seraient émis par l'État membre B puis exécutés dans l'État membre A. Les mis en cause interpellés dans l'État membre A ont été remis à l'État membre B et poursuivis avec les complices déjà arrêtés dans ce pays. Avec le soutien d'Eurojust, qui a organisé deux réunions de coordination en plus de deux réunions de niveau II, l'évaluation des éléments de preuve, la dénonciation officielle et l'exécution des MAE se sont déroulées dans le cadre de l'ECE. Les opérations de l'ECE ont permis d'obtenir une condamnation définitive dans l'État membre B. Des mesures supplémentaires concernant la confiscation de biens dans l'État membre A ont été envisagées par les partenaires de l'ECE au sein d'Eurojust et ont engendré la confiscation de biens dans l'État membre A.

témoignages des témoins soient recueillis conformément à la législation nationale des parties à l'ECE.

**Confidentialité/divulgaration** Certains États membres utilisent les annexes des accords relatifs aux ECE pour clarifier les conditions d'échange d'informations et les règles de confidentialité (divulgaration). Cette pratique permet aux États membres d'identifier les compatibilités existant entre leurs différentes exigences juridiques. Au sein d'une ECE relative à une affaire de meurtre, il a



été convenu qu'en principe, les informations devaient faire l'objet d'un accès illimité et devaient être utilisées et partagées, sauf si l'une des parties souhaitait limiter leur utilisation (par exemple, en tant qu'élément de preuve devant les tribunaux).

#### 2.4.2. La réunion annuelle des experts sur les ECE

Dans le cadre du programme visant à promouvoir l'utilisation de l'outil que sont les ECE, Eurojust a accueilli et organisé, en coopération avec Europol, la 9e réunion annuelle des experts nationaux sur les ECE.

Les experts sont convenus de rédiger une liste contenant les points à examiner avant la signature d'une ECE et, comme une pratique, d'annexer à l'accord, les règles de confidentialité applicables dans les États membres parties à l'ECE. Les participants ont également noté qu'il était nécessaire de procéder régulièrement à des évaluations de risque concernant la faisabilité et de l'efficacité de l'établissement des ECE, en tenant compte notamment de la législation relative à la divulgation et à la confidentialité. Les conclusions de la réunion seront publiées en tant que document du Conseil et fournies sur le site internet d'Eurojust.

Les praticiens estiment que l'évaluation des ECE a une grande importance pour leur travail, car elle leur permet d'identifier les avantages et les inconvénients de l'ECE considérée. Eurojust est consciente de la valeur ajoutée que représente l'évaluation des ECE, et la soutient activement. De plus amples informations sur ce

sujet sont fournies au chapitre 4 «Priorité de l'année: évaluation des ECE»

#### 2.4.3. Le financement/l'assistance financière pour les ECE

Entre 2010 et 2013, Eurojust a soutenu 95 ECE différentes, établies dans 22 États membres, et a fortement contribué au développement global des ECE dans l'Union européenne.

Deux appels complémentaires ont été publiés dans le cadre du deuxième projet de financement des ECE, en juillet et en septembre, couvrant les besoins opérationnels jusqu'à la fin 2013. 36 nouvelles demandes ont été reçues, confirmant les tendances déjà observées et soulignant le succès du projet. Des informations sont disponibles sur le site internet d'Eurojust ou en suivant le lien suivant: <http://www.eurojust.europa.eu/Practitioners/Eurojust-Support-JITs/JITS-Funding/Pages/jits-funding-project.aspx>.

En 2013, 34 ECE avaient reçu un soutien financier d'Eurojust, dont 18 signées en cours d'année. Eurojust continuera de soutenir financièrement les activités des ECE l'année prochaine. À compter de 2014, les États tiers qui sont parties à une ECE impliquant un ou plusieurs État(s) membre(s), ou qui participent à cette ECE, seront recevables à obtenir un financement. Une procédure rationalisée, tenant compte des expériences passées et des retours d'information des praticiens, sera développée et mise en œuvre en 2014.



Travail opérationnel d'Eurojust



## 3.1. Dossiers traités par Eurojust dans les domaines prioritaires de la criminalité

Eurojust aligne ses priorités de la criminalité sur celles qui sont définies par le Conseil en cette matière, dans le cadre du programme 2014-2017 de l'UE pour la lutte contre la criminalité internationale organisée et grave. Le premier cycle réduit avait été mis en œuvre entre 2011 et 2013, et en 2012, Eurojust a adapté, pour cette période, ses propres priorités, comme suit: trafic de drogues, immigration irrégulière et TEH, fraude, corruption, cybercriminalité - dont images pédopornographiques, blanchiment d'argent, infractions affectant les intérêts financiers de l'Union européenne, terrorisme et GCOM. Les rubriques suivantes présentent l'engagement d'Eurojust dans la lutte contre ces domaines de criminalité.

En 2013, Eurojust a activement soutenu tous les projets de l'EMPACT développant les priorités du Conseil.

S'agissant du programme de l'UE 2014-2017, en 2013, Eurojust a activement contribué à la préparation des MASP pour chacune des neuf priorités définies par le Conseil pour cette période et, ce faisant, à leur transformation en PAO dans le cadre des projets de l'EMPACT. Manifestant la volonté de soutenir ces projets, Eurojust a, en septembre 2013, adopté une position commune quant à l'engagement et au soutien qu'elle pouvait apporter aux opérations spécifiques des PAO. En outre, sur la base des travaux préparatoires effectués en 2013 à ce sujet, Eurojust adoptera de nouvelles priorités pour la période 2014-2017, en harmonie avec celles du Conseil.

### 3.1.1. Le trafic de drogues

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	263	239
Nombre de réunions de coordination	59	56
Nombre d'ECE	13	26

*La plupart des affaires de trafic de drogues (184) ne concernent que cette infraction, bien que ce trafic soit lié à la criminalité organisée dans 47 cas et au blanchiment d'argent dans 17 cas. Les principaux requérants ont été la Suède, la France et l'Italie, et les États membres les plus requis en matière de coopération dans des dossiers de trafic de drogues ont été l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne. Les enquêtes concernent principalement la cocaïne (113) et le cannabis (62). Bien que le nombre de dossiers traités dans ce domaine ait diminué, l'engagement d'Eurojust s'est renforcé du point de vue qualitatif car les réunions*

*de coordination se sont maintenues au même niveau et le nombre d'ECE a doublé.*

Le trafic de drogues a été traité de différentes façons dans les priorités du Conseil en matière de lutte contre la criminalité organisée entre 2011 et 2013. Si la lutte contre le trafic de drogues synthétiques représente une priorité *en soi*, d'autres drogues sont incluses dans des objectifs plus généraux comme les OC basées en Afrique de l'Ouest ou dans les Balkans occidentaux, et l'utilisation de conteneurs pour le trafic de marchandises illégales. Eurojust a activement contribué à tous les projets de l'EMPACT concernant le trafic de drogues. Notamment, dans le cadre des projets de l'EMPACT dédiés aux drogues synthétiques, Eurojust a participé aux réunions de l'EMPACT de février et de juin, qui se sont tout particulièrement attachées à l'APAAN, précurseur utilisé pour fabriquer des drogues synthétiques, qui ne

#### *Exemple d'un dossier de trafic de drogues*

Une opération de nature judiciaire et policière bénéficiant de l'assistance d'Eurojust et d'Europol, s'est attaquée à un réseau de trafic de drogues actif en Belgique, en Espagne, en France, aux Pays-Bas et au Maroc depuis 2007. L'opération, exécutée entre 2012 et 2013, a permis de neutraliser le groupe en 2013.

Les membres de l'OC, pour la plupart d'origine marocaine, avaient blanchi environ 50 millions d'euros tirés d'un trafic de cannabis. Cette organisation avait des contacts en Afrique, qui cultivaient et transformaient la drogue puis la transportaient par bateau du Maroc à l'Espagne. Après son arrivée en Espagne, les membres de l'OC répartissaient la drogue dans différents véhicules afin de la stocker puis de la distribuer dans toute l'Europe. Le blanchiment d'argent se faisait par l'intermédiaire d'un magasin d'articles de cuir situé à Malaga, et des passeurs transportaient les espèces depuis la Belgique et la France.

Les bureaux belge et espagnol d'Eurojust ont travaillé étroitement et facilité les de-



mandes d'entraide judiciaire émises par les autorités espagnoles et belges. Afin d'assurer un échange d'informations rapide entre la Police fédérale belge, la *Guardia Civil espagnole* et Eurojust, une ECE a été créée sous l'égide d'Eurojust.

En Espagne, plusieurs dossiers séparés ont été ouverts qui concernaient respectivement la saisie de drogues et la saisie d'argent. Durant les réunions de coordination qui se sont déroulées au sein d'Eurojust, les parties sont convenues de ne pas joindre ces dossiers au dossier principal afin de ne pas nuire à l'enquête principale, et de n'inclure les petits dossiers de trafic de drogues dans l'enquête principale que si cette dernière aboutissait. Selon les besoins, les autorités espagnoles ont accepté de fournir des informations aux autorités belges sans relier ces demandes à l'enquête principale. Afin de mieux centrer l'enquête, les parties sont également convenues de ne viser que les principaux suspects en Espagne et en Belgique. Avec l'aide d'Eurojust, les parties ont pu surmonter les difficultés relatives aux interceptions électronique nées des différences procédurales existant dans les deux États membres. Les faits commis par le principal mis en cause ont finalement fait l'objet d'une dénonciation officielle du parquet de Bruxelles au juge d'instruction de Torre Vieja en Espagne, grâce à l'accord conclu dans le cadre de l'ECE.

Eurojust a soutenu l'opération en fournissant des données criminalistiques, des recoupements d'éléments d'information et d'autres rapports analytiques. Une journée d'opérations coordonnée a permis d'arrêter 46 personnes soupçonnées d'appartenir à l'OC. En outre, 5 301 kilos de cannabis, 2 bateaux de pêche, 77 véhicules, 20 bâtiments, 5 sociétés et 225 230 EUR en espèces ont été saisis. Les avoirs ont été évalués à 13 750 000 EUR.

fait pas, en l'état, l'objet d'une réglementation dans tous les États membres.

Pour le programme de l'UE 2014-2017, les priorités du Conseil incluent des objectifs spécifiques en matière de trafic de drogues synthétiques et de cocaïne/héroïne. En juin, Eurojust a participé aux réunions du MASP sur

les drogues synthétiques et sur la cocaïne et l'héroïne. La participation d'Eurojust a permis d'inclure le sujet de la coopération judiciaire dans les objectifs stratégiques pour les quatre prochaines années. Eurojust a également participé à la rédaction du PAO.

Les négociations visant à établir un protocole d'accord entre Eurojust et l'EMCDDA se sont poursuivies, et la version provisoire a été approuvée par le Collège et le conseil de direction de l'EMCDDA. Eurojust a contribué au rapport sur les marchés des drogues de l'UE, *High-level drug trafficking cases through the lens of Eurojust casework* [Le trafic de drogues de haut niveau vu au travers des dossiers traités par Eurojust], publié par l'EMCDDA en janvier. Eurojust et l'EMCDDA se sont rencontrés à deux reprises en 2013, afin de partager leurs idées et de débattre de projets communs.

A la demande de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Eurojust a soutenu l'examen de haut niveau de la mise en œuvre du *Political Declaration and Action Plan on International Cooperation towards an integrated Strategy to Counter the World Drug Problem* [Déclaration politique et plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée de lutte contre le problème mondial de la drogue] en fournissant des informations et documents concernant le séminaire et projet stratégique d'Eurojust sur le trafic de drogues et les ECE, ainsi que des statistiques relatives aux dossiers traités par Eurojust.

### 3.1.2. L'immigration irrégulière

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	29	25
Nombre de réunions de coordination	18	5
Nombre d'ECE	4	7

*L'implication d'Eurojust dans les dossiers d'immigration irrégulière donne une image inexacte de la réalité. D'un côté, le nombre de dossiers enregistrés a diminué par rapport à 2012, ainsi que celui des réunions de coordination. De l'autre, le nombre d'ECE a quasiment doublé. L'Australie, le Royaume-Uni et l'Italie ont ouvert le plus grand nombre de dossiers, tandis que les États membres les plus requis ont été la Belgique, la Grèce et le Royaume-Uni.*

Ce type d'infraction était l'une des priorités du Conseil durant la période 2011-2013. Eurojust a assisté aux réunions de l'EMPACT sur l'immigration irrégulière, mais aucun engagement spécifique n'a été requis car ce projet a privilégié une approche administrative plutôt que de favoriser les enquêtes pénales.

L'immigration irrégulière fait de nouveau partie des priorités du Conseil pour la période 2014-2017.

### Exemple d'un dossier d'immigration clandestine

En juillet 2012, la France a ouvert un dossier sur une OC soupçonnée d'aide à l'immigration clandestine. Cette OC était localisée en France, en Belgique et au Royaume-Uni, et avait des liens avec la Grèce, la Turquie et les Pays-Bas. Son organisation logistique était sophistiquée et complexe, les fondements des opérations se déplaçant de France vers la Belgique.

Chaque immigrant irrégulier kurde payait environ 2 000 EUR, les versements vers le Royaume-Uni se faisaient en espèces ou par virement bancaire. Ces immigrants clandestins étaient rassemblés sur des parkings en Belgique et en France puis installés dans des camions qui les transportaient sur les ferries traversant la Manche depuis Calais. Cette opération se déroulait toutes les nuits. 20 à 30 personnes tentaient chaque jour de passer au Royaume-Uni avec l'aide de l'OC et environ 10 personnes par jour y parvenaient, soit un total d'environ 4 000 immigrants clandestins par an.

Eurojust a soutenu le travail des magistrats impliqués dans ces enquêtes, en organisant deux réunions de coordination, qui ont été suivies, en octobre 2012, de la signature d'un accord d'ECE par la France et la Belgique. Le Royaume-Uni s'y est joint en février 2013. L'ECE a été co-financée par Eurojust par l'intermédiaire du projet de financement des ECE. En août 2013, un centre de coordination a été mis en place par Eurojust, y ont participé les bureaux français, belge et britannique. Europol a soutenu le dossier en installant un bureau mobile en France pour une analyse immédiate des renseignements.

Les autorités policières ont mené avec succès des opérations en France, en Belgique et au Royaume-Uni; à cette occasion ont été interpellées 36 personnes, deux MAE ont été émis et il a été procédé à 45 perquisitions. L'OC a été démantelée grâce à ces opérations communes.

Eurojust a activement participé à l'atelier du MASP sur l'immigration irrégulière pour la période 2014-2017, qui s'est déroulé en juin. En octobre, Eurojust a également participé à la rédaction du PAO pour 2014.

#### 3.1.3. La traite des êtres humains

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	60	84
Nombre de réunions de coordination	20	24
Nombre d'ECE	6	15

*Eurojust prend, le plus souvent, en considération ce type d'infraction en tant qu'infraction isolée, ce même s'il est lié à des dossiers concernant des OC (21 en l'espèce). La plupart des dossiers de TEH traités par Eurojust (56) relèvent de l'exploitation sexuelle. Comme pour les dossiers de trafic de drogues et d'immigration irrégulière, le soutien apporté par Eurojust aux ECE a fortement augmenté, tout comme le nombre de dossiers. La Roumanie et le Royaume-Uni ont ouvert la plupart des dossiers (32), tandis que les États membres les plus requis ont été la Bulgarie, l'Allemagne, la Roumanie, l'Italie et l'Espagne.*

La TEH était une priorité du Conseil pour la période 2011-2013. Eurojust a participé à diverses activités concernant la TEH. En avril, Eurojust a reçu la visite de Mme Myria Vassiliadou, coordinatrice de l'Union européenne pour la lutte contre la traite des êtres humains, dans le cadre du suivi du projet stratégique *Eurojust's action against trafficking in human beings [Action d'Eurojust contre la traite d'êtres humains]* et de l'adoption du *Plan d'action contre la traite des êtres humains 2012-2016*. Le but de cette visite était d'examiner les options disponibles pour renforcer la coopération entre Eurojust et la coordinatrice de l'Union européenne pour la lutte contre la traite des êtres humains.

Le nombre de dossiers de TEH traités par Eurojust est demeuré stable ces dernières années, mais en 2013, il a augmenté de 40 % par rapport à 2012.

Eurojust a assisté à la réunion de l'EMPACT sur la TEH. Les objectifs stratégiques définis pour le programme 2011-2013 ont clairement souligné l'importance des enquêtes et des poursuites.

Les Pays-Bas ont ouvert un dossier dans le cadre de ce projet de l'EMPACT, apportant ainsi un développement opérationnel positif. Deux réunions opérationnelles ont eu lieu à Europol, suivies de trois réunions organisées par Eurojust, qui ont permis la signature d'une ECE. Eurojust s'est également associée à deux sous-projets de l'EMPACT: *ETUTU* (visant à identifier

### Exemple d'un dossier de TEH

Le bureau d'un procureur anti-mafia situé à Florence a demandé l'assistance d'Eurojust dans un dossier de trafic de drogues international et de TEH à des fins de prostitution. La plupart des membres présumés de l'OC étaient des ressortissants d'Albanie basés en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, en France, en Suisse et en Albanie.

Eurojust a organisé deux réunions de coordination auxquelles ont participé des délégations d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas, de France, de Suisse, d'Albanie et d'Europol. Durant la première de ces réunions, organisée en mars 2012, les participants ont examiné l'exécution des demandes d'entraide judiciaire émises par l'Italie et établi une liste de points de contact dans les différents pays concernés afin de faciliter la coopération. La réunion a identifié plusieurs enquêtes parallèles déjà ouvertes ou susceptibles d'être initiées par les pays participants. Lors de la deuxième réunion, qui s'est tenue un an plus tard, une journée d'opérations communes a été planifiée et il a été décidé d'établir un centre de coordination au sein d'Eurojust. Les représentants d'Europol ont présenté les recoupements d'éléments d'information effectués pour ce dossier et expliqué le type de soutien qu'Europol pourrait apporter aux centres de coordination d'Eurojust. Pour faciliter leurs opérations communes, les participants ont convenu de localiser les suspects avant la journée d'opérations et de procéder à des perquisitions et des saisies simultanées. Ces réunions ont permis d'établir un centre de coordination au sein d'Eurojust en avril 2013: l'Italie, l'Albanie, la Belgique, la France et les Pays-Bas y ont participé.

Eurojust a facilité la coordination et la transmission efficaces de diverses demandes d'entraide judiciaire par l'intermédiaire de ses bureaux nationaux. Europol a déployé son bureau mobile afin de fournir un soutien opérationnel en temps réel.

Avant la mise en place du centre de coordination, deux personnes ont été arrêtées aux Pays-Bas et en Belgique. Suite aux opérations communes prises durant le centre de coordination, 19 autres personnes ont été arrêtées en Albanie, en France et en Italie, et l'OC a été démantelée.

les ressortissants nigériens victimes de TEH et à en tirer des renseignements) et *Chinese THB* (dédié à la criminalité chinoise relevant de la TEH).

La TEH fait de nouveau partie des priorités du Conseil pour la période 2014-2017. Eurojust a activement participé à la réunion du MASP sur la TEH, ainsi qu'à la réunion de novembre visant à définir le PAO pour 2014.

### 3.1.4. La fraude

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	382	449
Nombre de réunions de coordination	33	60
Nombre d'ECE	11	21

*Le nombre de dossiers de fraude a fortement augmenté par rapport à 2012 (+17,5 %). Il en est de même d'un point de vue qualitatif, les réunions de coordination et la signature d'ECE s'étant multipliées. La fraude s'est manifestée principalement comme une infraction isolée (314 dossiers) et comme une catégorie non déterminée («autres types de fraude» - 173 dossiers). Elle s'est également manifestée dans les catégories spécifiques de l'escroquerie (124 dossiers) et de la fraude à la TVA (89 dossiers). Un lien avec le blanchiment d'argent a été établi dans 59 dossiers et avec une organisation criminelle dans 45 dossiers. Les principaux requérants ont été la République tchèque, le Portugal et la Hongrie, tandis que les États membres les plus requis ont été le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne.*

La fraude ne faisait pas partie des priorités du Conseil pour la période 2011-2013, mais fait partie des menaces criminelles relevant de la SOCTA.

La fraude aux droits d'accises et la fraude MTIC ont été incluses dans les priorités du Conseil en matière de criminalité pour la période 2014-2017. Ces deux infractions se ressemblent mais sont développées comme des sous-priorités indépendantes, avec leur propre groupe d'experts et des réunions distinctes. Eurojust a assisté aux réunions du MASP en juillet et aux réunions de rédaction du PAO en octobre pour ces sous-priorités.

Eurojust a activement participé à la première réunion annuelle du Forum sur la sécurité et la criminalité financière de l'European ATM Security Team qui s'est déroulée à La Haye les 13 et 14 juin, traitant de divers sujets liés au «skimming» et à la fraude. Eurojust a également fait une présentation dédiée au recouvrement des avoirs dans le cadre de ses travaux à la conférence d'Europol *Tackling Serious and Organised Tax Crimes: Criminal Abuse of Offshore Vehicles* [Lutte contre la criminalité fiscale grave et organisée: utilisation criminelle d'instruments offshore] des 27 et 28 novembre.



### Exemple d'un dossier de fraude

Les autorités hongroises ont identifié une OC faisant du commerce illégal de médicaments contrefaits et distribuant illégalement des produits pharmaceutiques non enregistrés. Ces produits pharmaceutiques étaient importés d'Inde et de Chine puis distribués par l'OC grâce à l'Internet dans 76 pays dont tous les États membres, la Norvège et la Suisse. Ces produits contrefaits ont été évalués à 3,7 millions d'euros.

L'OC les proposait aux consommateurs sur des sites internet conçus pour ressembler à ceux d'authentiques pharmacies vendant des médicaments licites. Ces produits pharmaceutiques étaient très demandés car le client n'avait pas besoin de passer un examen médical avant de les utiliser. Ils étaient envoyés à l'acheteur par la poste.

En plus de l'assistance offerte par Europol, qui a organisé une réunion opérationnelle en mars 2013, les autorités hongroises ont bénéficié de l'aide d'Eurojust, qui a facilité la diffusion d'informations dans tous les États membres et le recueil d'éléments sur d'éventuelles enquêtes parallèles, qui pouvaient y être menées. Ainsi, des liens ont pu être établis entre le dossier des enquêtes en cours en Estonie et portant sur l'un des suspects. D'autres liens ont été établis avec des poursuites lancées en République tchèque, en France, en Pologne et en Croatie. Les autorités estoniennes ont perquisitionné un site identifié dans un rapport d'expertise de la police hongroise, elles ont localisé et saisi des milliers de pilules contrefaites et arrêté le revendeur. Dans ce dossier, l'assistance d'Eurojust a également permis de geler des comptes bancaires à Chypre.

Après la mise en accusation de l'un des suspects, un procès a été diligenté en Hongrie, puis le dossier a été clôturé.

### 3.1.5. La corruption

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	30	52
Nombre de réunions de coordination	7	16
Nombre d'ECE	3	3

*Le nombre de dossiers a grimpé en flèche en 2013 (+73 %), tout comme celui des réunions de coordination (qui ont plus que doublé). Sur le nombre total de dossiers, 23 concernent uniquement cette infraction et 22 d'entre eux sont également relatifs au blanchiment d'argent. Les principaux requérants ont été la République tchèque, le Royaume-Uni et la Lettonie, tandis que les États membres les plus requis ont été l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et le Royaume-Uni.*

La corruption ne faisait pas partie des priorités du Conseil pour la période 2011-2013 et n'en fait pas non plus partie pour la période 2014-2017, mais reste l'une des menaces criminelles de la SOCTA. Les affaires de corruption étant sensibles, aucun exemple n'est fourni.

En février, Eurojust a contribué au premier rapport anticorruption de l'UE de la Commission européenne. La contribution d'Eurojust a porté sur ses initiatives pour lut-

ter contre la corruption, les dossiers relatifs à ce type d'infraction, dont ceux présentant des spécificités, la participation d'États tiers, aussi bien que les dossiers de corruption (en tant qu'infraction unique ou liée à d'autres activités criminelles) enregistrés en vue de la création d'une ECE. La Commission a publié le premier rapport anticorruption de l'UE le 3 février 2014.

### 3.1.6. La cybercriminalité

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	42	29
Nombre de réunions de coordination	5	10
Nombre d'ECE	2	9

*Le nombre des dossiers de cybercriminalité a diminué par rapport à 2012, mais le nombre de réunions de coordination et l'implication des ECE ont augmenté. La moitié des dossiers traitent de la cybercriminalité en tant qu'infraction isolée, tandis que 11 dossiers sont reliés à des cas de fraude. Huit dossiers d'images à caractère pédopornographique et huit dossiers de phishing (hameçonnage) ont été recensés. Les principaux requérants ont été les Pays-Bas et le Royaume-Uni, tandis que les États membres les plus requis ont été le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas.*

La cybercriminalité fait partie des priorités du Conseil dans le programme 2011-2013, et tout particulièrement l'utilisation d'Internet à des fins criminelles. Eurojust a activement participé au projet de l'EMPACT concernant ce type de criminalité, et a assisté à toutes les réunions.

Pour le programme 2014-2017, les priorités du Conseil visent la cybercriminalité, sous trois angles (exploitation sexuelle des mineurs, attaques informatiques et fraude à la carte bancaire), chaque «sous-priorité» ayant son propre groupe d'experts et ses propres réunions.

Eurojust pourra classifier ses dossiers selon le type de criminalité dont ils relèvent spécifiquement au sein de la catégorie générale de la cybercriminalité. Eurojust a participé à toutes les réunions du MASP en juin, ainsi qu'à la rédaction des PAO de 2014.

La cybercriminalité évolue rapidement, rendant essentielle une approche intégrée entre tous les pays impliqués dans la lutte contre cette infraction. Eurojust fournit une plateforme de coopération et de coordination judiciaire entre les enquêteurs et les magistrats dans les affaires de cybercriminalité. L'implication des différentes autorités judiciaires dès le début des enquêtes de cybercriminalité est cruciale si l'on veut prévenir les obstacles juridiques nés des différences existant entre les cadres juridiques existants. Dans ces dossiers, la coordination des enquêtes et le recueil de preuves sous forme électronique jouent un rôle crucial dans le succès des poursuites.

Pour de plus amples informations sur la participation d'Eurojust à l'EC3, voir la rubrique 3.3.2 «La coopération avec Europol et l'OLAF» ci-après.

### *Exemple d'un dossier de cybercriminalité*

Une OC avait illégalement transféré ou tenté de transférer des fonds depuis les comptes de clients de certaines banques, européennes pour la plupart, en exploitant des ordinateurs infectés par un virus informatique. Cette OC touchait les clients dans six pays: l'Autriche, la Finlande, le Royaume-Uni, la Belgique, la Norvège et les Pays-Bas. A la demande des autorités autrichiennes, Eurojust a facilité la coordination des enquêtes menées dans les pays concernés.

L'OC s'était rendu compte de tentatives de phishing au préjudice de plusieurs banques nationales en propageant des logiciels malveillants («malware») sur l'internet, s'attaquant ainsi aux clients des banques concernées. Une fois que le titulaire s'était connecté à son compte bancaire, c'est le malware qui effectuait les opérations. Grâce à la connexion internet de la victime, ce malware pouvait accéder au compte, faire un transfert en arrière-plan puis produire une fenêtre contextuelle demandant à la victime de taper un code TAN (numéro d'authentification des transactions). Ce faisant, la victime autorisait le transfert et les fonds étaient transférés sur les comptes de passeurs («mules») dans toute l'Europe, qui les retiraient immédiatement avant de les renvoyer dans des États tiers.

Suite à la réunion opérationnelle tenue au sein d'Europol en septembre 2012, Eurojust a organisé une première réunion de coordination en décembre 2012. Lors de cette réunion, les pays concernés ont partagé les derniers résultats de l'enquête et évoqué la coopération à venir, ainsi que de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire émises. Les participants ont décidé de créer une ECE entre les pays concernés, Eurojust et Europol pour mettre fin aux activités de l'OC. Le but de l'ECE était de recueillir des éléments de preuve, de partager les informations intéressantes, d'identifier les coupables, d'utiliser les preuves recueillies aux fins des poursuites, et de procéder à la saisie et à la confiscation des produits du crime.

Une deuxième réunion de coordination a eu lieu en mars 2013, elle a été consacrée au projet d'accord relatif à l'ECE. Une troisième réunion de coordination a été organisée en août, sur deux jours. Durant cette réunion, les pays concernés ont partagé des informations concernant l'avancement des enquêtes, évoqué leurs besoins en termes de coopération et examiné en détail les dispositions de l'accord d'ECE, que les Pays-Bas ont accepté de rejoindre.

Eurojust a facilité la rédaction de l'accord d'ECE avec signé par les six pays et a assuré son financement. Eurojust a également facilité l'exécution des demandes d'entraide judiciaire et la coordination d'enquêtes grâce aux réunions de coordination. La coordination des enquêtes a permis de faire le lien entre différentes tentatives de phishing, de localiser une partie des passeurs et d'identifier plusieurs suspects.

### **Exemple d'un dossier de cybercriminalité**

Les autorités espagnoles enquêtant sur des faits de fraude et contrefaçon qui affectaient des moyens de paiement autres que des espèces, notamment par le clonage de cartes de crédit grâce à des appareils de lecture électronique installés sur les distributeurs des banques, ont identifié un réseau criminel bulgare spécialisé dans ce type de fraude et opérant en Espagne et en Bulgarie. Le *modus operandi* de cette organisation criminelle et de ses membres consistait à collecter des données financières sur des distributeurs en Espagne et dans d'autres États membres afin de fabriquer de fausses cartes bancaires. Ces cartes servaient ensuite à retirer de grosses sommes d'argent depuis des distributeurs situés dans l'Union européenne ou hors Union européenne.

Sur demande des autorités espagnoles, Eurojust a organisé une réunion de coordination en avril 2013, à laquelle elles ont participé avec les autorités bulgares et Europol. Afin de faciliter la coopération et le partage des éléments de preuve entre les parties concernées, les délégations ont décidé de créer une ECE entre la Bulgarie, l'Espagne, Eurojust et Europol. Eurojust a donné des conseils juridiques et fourni un financement et des équipements logistiques essentiels, par l'intermédiaire du projet de financement des ECE. Europol a soutenu l'enquête en procédant, dès l'origine, à une analyse opérationnelle.

Des opérations ont été menées dans l'est de l'Espagne en octobre 2013, conduisant à l'interpellation de six personnes et permettant aux enquêteurs de procéder à trois perquisitions. Les autorités policières ont saisi 15 appareils servant à copier les codes secrets, plus de 10 appareils servant à enregistrer les données sur des bandes magnétiques de cartes bancaires, plusieurs ordinateurs et des documents permettant de localiser les distributeurs. L'ECE était toujours active à la fin 2013 et la coopération entre ses membres devrait produire de nouveaux résultats en 2014.

### **3.1.7. Le blanchiment d'argent**

*Les statistiques soulignent une progression de ce type d'infraction. Le blanchiment d'argent constitue une infraction transversale liée à la plupart des infractions,*

*priorités d'Eurojust, notamment la fraude, les OC, la corruption et le trafic de drogues. Dans un grand nombre de dossiers (68), il s'agit également d'une infraction isolée. Les principaux requérants ont été la Suède, l'Italie et la Pologne, tandis que les États membres les plus requis ont été l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne.*

Bien que le blanchiment d'argent ne soit pas considéré comme une priorité *en soi* dans les priorités du Conseil pour la période 2011-2013 ou dans le programme 2014-2017 de l'UE, il est expressément identifié comme un problème transversal devant être pris en considération dans le traitement de toutes les autres priorités. Eurojust a traité un grand nombre de dossiers, comme durant les années précédentes.

Dans le cadre de ses activités de lutte contre le blanchiment d'argent, Eurojust a également assisté à la réunion du *groupe de travail sur les flux financiers du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes*, au cours de laquelle ont été notamment évoqués la piste de l'argent et le rôle des cellules du renseignement financier dans les affaires de piraterie maritime.

Ce groupe a été créé en 2009 en vertu d'une résolution de l'ONU visant à faciliter l'examen et la coordination des mesures prises par différents États et organisations afin de supprimer la piraterie au large des côtes somaliennes.

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	144	193
Nombre de réunions de coordination	34	49
Nombre d'ECE	8	13

### **Exemple d'un dossier de blanchiment d'argent**

En mars 2013, le bureau néerlandais a sollicité l'assistance d'Eurojust dans le cadre d'une longue enquête sur le blanchiment de produits du crime, notamment d'un trafic de drogues. Au milieu des années 1990, les autorités néerlandaises avaient demandé une entraide judiciaire aux autorités d'Andorre pour lutter contre les activités illégales de plusieurs suspects néerlandais. Depuis cette demande, ces personnes avaient fait l'objet d'enquêtes menées aux Pays-Bas et



en Andorre. En 2013, des demandes d'entraide judiciaire ont été envoyées aux autorités espagnoles d'Alicante et de Malaga en vue d'obtenir des informations concernant les propriétaires de certains biens immobiliers situés en Espagne, domiciles de plusieurs suspects.

Les activités des principaux suspects étaient liées à celles d'autres suspects et entreprises par diverses transactions monétaires. Plusieurs personnes étaient également soupçonnées d'avoir investi dans des projets de développement immobilier en Andorre.

Au cœur des opérations de blanchiment se trouvait une société de construction implantée en Andorre qui avait investi dans des projets de très grande envergure et déposé 16 millions d'euros sur des comptes bancaires d'Andorre.

Eurojust a accueilli, en septembre 2013, une réunion de coordination, qui a permis d'échanger des éléments d'informations afin d'exécuter rapidement les demandes d'entraide judiciaire. Il était nécessaire d'initier rapidement des poursuites, la prescription pouvant être acquise le 1er janvier 2014.

Lors de la réunion de coordination, il a été convenu d'une journée d'opérations communes soutenue par un centre de coordination d'Eurojust, en novembre 2013.

Depuis le centre de coordination, les bureaux espagnol et néerlandais ont apporté une assistance aux opérations des autorités judiciaires et policières effectuées en Andorre, en Espagne et aux Pays-Bas. Une excellente base de coopération avec les autorités d'Andorre, un État tiers, s'était formée durant la réunion de coordination. Durant la journée d'opérations communes, l'Andorre et Eurojust ont poursuivi leur coopération positive.

Trois suspects ont été arrêtés et plusieurs perquisitions ont eu lieu. 60 000 EUR en espèces, des voitures de luxe et des propriétés - dont une villa de plus de 6 millions d'euros - ont été saisis et des comptes bancaires ont été gelés. Les mis en cause ont été jugés aux Pays-Bas.

### 3.1.8. Le terrorisme

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	32	17
Nombre de réunions de coordination	3	3
Nombre d'ECE	0	1

*Le nombre de dossiers de terrorisme a diminué mais le nombre de réunions de coordination s'est maintenu. Eurojust a soutenu une ECE créée en 2013. 14 dossiers sur 17 ont concerné l'infraction de terrorisme prise isolément. L'Espagne et la France ont ouvert trois dossiers chacune. Les États membres les plus requis ont été la France (5 dossiers) puis l'Allemagne, l'Espagne, la Pologne et le Royaume-Uni (4 dossiers chacun).*

Au niveau du Conseil, le terrorisme est traité séparément des questions de criminalité organisée et se trouve donc hors du champ d'application du cycle politique. Ce domaine reste prioritaire pour Eurojust, plus en raison de l'impact sociétal des affaires de terrorisme qu'en égard au nombre de dossiers enregistrés.

Une réunion tactique sur les activités terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), intitulée *Countering PKK terrorism [Lutter contre les activités terroristes du PKK]*, s'est tenue à Eurojust le 31 janvier. Un sujet semblable avait déjà été examiné lors d'une réunion tactique d'Eurojust le 29 mars 2007. Dans la mesure où de nombreuses enquêtes et poursuites liées au PKK ont été identifiées 2013, la réunion a tenté de définir les moyens de lutter contre les activités terroristes du PKK de façon plus efficace et a permis aux participants de partager leur expérience avec d'autres praticiens.

Des réunions stratégiques et tactiques dédiées au terrorisme ont été organisées à Eurojust, les 19 et 20 juin. La réunion stratégique, intitulée *Décision-cadre 2008/919/JAI du Conseil du 28 novembre 2008: valeur ajoutée et impact*, a couvert la présentation du rapport 2013 sur la situation et les tendances du terrorisme, le numéro 16 du TCM et la nouvelle version du manuel «CBRNE» (*substances chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosives*) d'Eurojust. Eurojust a également soutenu l'étude d'évaluation de la Commission sur le cadre juridique applicable à la lutte contre le terrorisme dans les États membres, décision-cadre 2008/919/JAI du Conseil. Dans ce contexte, Eurojust a rédigé un rapport relatif aux procédures judiciaires terminées au cours de la période 2010-2012 et aux infractions visées à l'article 3 de la décision-cadre: provocation publique, recrutement, entraînement, vol aggravé, extorsion et falsification de documents administratifs.

La réunion tactique du 20 juin, intitulée *(Aspiring) Foreign Fighters in Syria [Combattants étrangers (potentiels) en Syrie]*, a été consacrée, d'une part, à la question des combattants qui reviennent en Europe après avoir appris à

combattre en Syrie et, d'autre part, à l'expérience des autorités judiciaires dans les États membres. Un rapport a été rédigé sur la base d'un questionnaire et des résultats de la réunion tactique, abordant la pertinence du cadre juridique mis en place par les États membres, de la réponse apportée à ce phénomène en termes de politique pénale, de l'utilisation de sanctions administratives et du renforcement du processus d'échange d'informations dans le contexte des enquêtes et des poursuites. Ce rapport a également été envoyé au coordinateur antiterroriste de l'Union européenne en novembre 2013.

En outre, Eurojust a été invitée à participer à la réunion du Conseil JAI le 5 décembre 2013, au cours de laquelle la question *Fight against terrorism: Foreign fighters and returnees from a counter-terrorism perspective, in particular with regard to Syria* [Lutte contre le terrorisme: combattants étrangers et rapatriés du point de vue de l'antiterrorisme, s'agissant notamment de la Syrie] a été débattue.

Eurojust a mené des études de faisabilité dans le contexte de sa possible coopération avec deux points de contact au sein du fichier de travail à des fins d'analyse (AWF) d'Europol sur l'antiterrorisme. Ces études ont été présentées à Europol en février 2013. Europol recueille encore les réponses des États membres; certaines manquaient à la fin de l'année. Eurojust a de nouveau produit trois éditions du TCM et participé à la mise à jour du volume de documents de travail du Centre for the Law of External Relations. Eurojust est observateur du GAFI (Groupe d'action financière) depuis juillet 2009 et a assisté aux réunions plénières de juin et d'octobre.

Le **manuel CBRNE d'Eurojust** fournit aux praticiens de l'UE un soutien juridique multisectoriel spécialisé pour les enquêtes et les poursuites contre la criminalité transfrontalière liée aux substances chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosives. Il offre une vue d'ensemble de la législation administrative et pénale de base en vigueur en Europe et dans le monde entier concernant les substances CBRNE, y compris les déchets. Le manuel CBRNE d'Eurojust est mis à jour tous les ans et diffusé à des personnalités extérieures compétentes.

Le **Registre des condamnations pour terrorisme (TCM)** est un rapport interne fondé sur des informations de source ouverte. Il rassemble des données fournies par les autorités nationales dans le cadre de l'application de la décision 2005/671/JAI du Conseil. Il donne une vue d'ensemble des condamnations et acquittements obtenus dans les affaires de terrorisme dans toute l'Union européenne, ainsi que des informations analytiques et statistiques. La première édition de ce document public trimestriel a été publiée en 2008.

Le **Groupe d'action financière (GAFI)** est un organisme intergouvernemental établi en 1989. Il vise à définir les normes et à promouvoir une mise en œuvre efficace des mesures juridiques, réglementaires et opérationnelles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le GAFI a défini les *Quarante Recommandations et Neuf Recommandations Spéciales* constituant la norme internationale, et promeut leur adoption et mise en œuvre dans le monde entier.

### 3.1.9. Les groupes criminels organisés (délinquance itinérante)

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	231	257
Nombre de réunions de coordination	43	66
Nombre d'ECE	5	8

*Comme pour le blanchiment d'argent, l'implication de ces groupes criminels est une catégorie transversale. Elle semble étroitement liée aux autres infractions, priorités d'Eurojust, notamment le trafic de drogues, le blanchiment d'argent et la fraude. Le nombre de dossiers a augmenté et le nombre de réunions de coordination a quasiment doublé. Les principaux requérants ont été la France, la Roumanie et l'Italie, tandis que les États membres les plus requis ont été l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas.*

La délinquance itinérante faisant partie des priorités du Conseil pour la période 2011-2013, Eurojust a activement contribué au projet de l'EMPACT y afférent. Notamment, les objectifs stratégiques de la période 2011-2013 ont reflété l'importance de faciliter les poursuites contre les membres de ces groupes «mobiles», ainsi que les enquêtes financières visant à saisir et confisquer les produits du crime. Eurojust a participé à la réunion de l'EMPACT consacrée à la délinquance itinérante, qui s'est déroulée en juin et au cours de laquelle un représentant d'Eurojust a fait une présentation sur la coopération judiciaire dans les enquêtes et les poursuites contre les membres de ces groupes criminels «mobiles». Cette présentation a porté sur les difficultés communes rencontrées face à la délinquance itinérante et fourni des exemples de coopération judiciaire dans ce domaine. Elle a également donné une vue d'ensemble des dossiers traités par Eurojust et de l'utilisation des ECE.

#### Exemple d'un dossier d'OC

L'une des enquêtes communes les plus vastes et les plus longues jamais effectuées dans les pays baltes (d'avril 2009 à avril 2012) a abouti au démantèlement d'une OC spécialisée dans le vol de voitures de luxe. D'origine lituanienne et opérant depuis ce pays, l'OC a volé 99 voitures de luxe, 56 en Estonie et 43 en Lettonie. Eurojust et Europol ont joué un rôle de facilitateur durant l'enquête.

Une ECE a été signée par l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie, sous l'égide du projet de financement des ECE. Outre le financement,

Eurojust a fourni le soutien nécessaire à l'ECE en termes de coordination judiciaire.

En octobre 2013, les performances de l'ECE, les résultats de la procédure judiciaire et l'expérience acquise ont été évalués par les trois autorités nationales lors d'une réunion de coordination au sein d'Eurojust. Le chef estonien de l'ECE a jugé que l'opération était un succès incontestable, ayant permis d'acquiescer une précieuse expérience et de trouver des solutions en termes de coopération internationale. Les poursuites ont donné lieu à 11 décisions de justice et 25 condamnations. Le montant des dommages-intérêts accordés aux victimes s'est élevé à 550 000 EUR. En outre, les opérations policières ont mis fin aux activités de quatre OC associées rassemblant des voleurs lituaniens qui opéraient en Estonie et en Lettonie.

### **Exemple d'un dossier d'OC**

En avril, la Lituanie a ouvert un dossier visant une OC se livrant au vol de véhicules, à l'échelle internationale. Opérant depuis la Lituanie, elle était soupçonnée de voler des voitures de luxe et des camions en Suède, en Allemagne, en Belgique et en France puis de les ramener en Lituanie. Eurojust a apporté son assistance en organisant une réunion de niveau II et une réunion de coordination. Europol a présenté des données analytiques qui, durant la réunion de coordination, ont permis de planifier de nouvelles opérations. Ces données analytiques couvraient, *entre autres*, la façon dont le dossier avait été initié, la structure du réseau criminel et la façon dont les vols étaient organisés. La réunion de coordination a donné lieu à un accord entre les pays participants: la France se chargerait des poursuites dès que le MAE aurait été émis. La Lituanie s'est engagée à exécuter les demandes d'entraide judiciaire de la France et de la Suède, ainsi qu'à collecter elle-même autant de preuves que possible.

Eurojust a contribué à d'autres initiatives dans le cadre de ce projet de l'EMPACT, notamment en assistant à une réunion sur le vol de métaux organisée en avril dans le

cadre du projet de l'EMPACT. Eurojust a également participé à un séminaire sur les enquêtes financières concernant la délinquance itinérante, organisé en octobre 2013.

La délinquance itinérante a de nouveau été définie comme priorité pour la période 2014-2017, mais cette fois en se concentrant tout particulièrement sur l'atteinte aux biens organisée. Les nouveaux objectifs stratégiques pour la période 2014-2017 ont été convenus durant la réunion du MASP de juin, reflétant le besoin pour Eurojust d'apporter son soutien pour que le renseignement policier donne lieu à des poursuites officielles.

### **Séminaire sur la fraude aux droits d'accises transfrontalière: nouvelles menaces dans l'Union européenne**

Les 14 et 15 novembre, Eurojust et la présidence lituanienne de l'UE ont co-organisé un séminaire stratégique intitulé *Cross-border excise fraud: emerging threats in the European Union [Fraude aux droits d'accise transfrontalière: nouvelles menaces dans l'Union européenne]*. Les autorités fiscales et douanières des États membres (unités opérationnelles ou chargées de missions politiques) ont participé à ce séminaire, aux côtés de procureurs, juges et représentants des institutions et agences de l'UE afin de partager leurs points de vue sur l'ampleur du problème, les solutions éventuelles et les bonnes pratiques. Les participants à ce séminaire ont examiné des dossiers complexes de fraude aux droits d'accises sur les cigarettes, l'alcool et le carburant, et démontré que ce type d'infraction engendre des pertes fiscales de plusieurs millions d'euros dans chaque État membre sur la vente de tabac, d'alcool et de produits énergétiques.

Leurs discussions ont porté sur la nature complexe et évolutive des systèmes de fraude aux droits d'accises, qui permettent aux OC d'exploiter les différences et les lacunes des législations européenne et nationales relatives à la fiscalité, aux douanes et au recouvrement des avoirs. En l'absence d'une plus grande harmonisation des lois, les participants ont identifié plusieurs bonnes pratiques susceptibles de faciliter la coopération entre les autorités des États membres, parmi lesquelles, la désignation de points de contact spécifiquement chargés de la collecte et de l'analyse du renseignement au sein d'Europol, l'assistance de l'OLAF dans la mise en œuvre d'opérations douanières communes et l'échange d'informations par le biais des réunions de coordination et des ECE créées avec le soutien d'Eurojust.

Une approche multi-disciplinaire, fondée sur une plus grande coopération entre les institutions et agences de l'UE, ainsi qu'entre les autorités fiscales, douanières, policières et judiciaires sur le terrain dans les États membres, est nécessaire pour lutter efficacement contre la fraude transfrontalière aux droits d'accises. Dans la mesure où la fraude aux droits d'accise fait partie des priorités de l'UE pour la lutte contre la criminalité grave et organisée dans le programme 2014-2017 de l'UE, ce séminaire pourra constituer le fondement de toute nouvelle action dans ce domaine.

Les conclusions du séminaire stratégique seront présentées aux groupes de travail du Conseil et un numéro d'*Eurojust News* dédié à la fraude MTIC sera publié au début 2014.

## 3.2. Assistance d'Eurojust dans d'autres domaines de la criminalité

### 3.2.1. Les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE (infractions PIF)

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	27	31
Nombre de réunions de coordination	5	8
Nombre d'ECE	1	1

*Le nombre de dossiers est resté stable en 2013 par rapport à l'année passée. Comme indiqué ci-après, les infractions PIF regroupent trois types d'infractions qui se manifestent rarement de façon isolée, étant principalement associés à la fraude, à la criminalité organisée et à la falsification de documents administratifs. Malte et la Croatie ont ouvert le plus grand nombre de dossiers (4 chacune), tandis que les États membres les plus requis ont été l'Italie et la Belgique (5 chacune).*

Les infractions PIF sont une nouvelle priorité pour Eurojust. Toutefois, Eurojust a déjà traité des dossiers

concernant des infractions signalées en interne au sein d'Eurojust comme des infractions PIF.

En mai, Eurojust a fait une présentation sur la protection de l'euro et d'autres monnaies lors de la réunion *Euro North East IV - Meeting of European Currency Counterfeiting Experts [Rencontre d'experts de la contrefaçon de monnaies européennes]* qui s'est déroulée à Riga en Lettonie. La présentation a couvert principalement la proposition de directive sur la protection de l'euro et d'autres monnaies contre la contrefaçon au moyen du droit pénal, remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil.

Eurojust a également participé au séminaire PERICLES organisé en septembre à l'Office central de lutte contre la fraude sur les moyens de paiement à Rabat (Maroc). Les participants ont envisagé *A Community Strategy to Protect the Euro in the Mediterranean Area [Une stratégie communautaire visant à protéger l'euro dans la région méditerranéenne]* et souligné combien il est important, d'une part, de partager les expériences et les connaissances parmi les États membres et les pays méditerranéens et africains et, d'autre part, d'identifier les facteurs qui empêchent ou freinent la coopération judiciaire et policière dans les enquêtes transfrontalières.

#### *Exemple d'un dossier d'infractions affectant les intérêts financiers de l'UE*

En février 2010, les autorités françaises ont saisi sept tonnes de cigarettes de contrefaçon dans l'entrepôt d'une société en Normandie. L'analyse d'un échantillon a révélé qu'elles présentaient des similitudes avec des cigarettes saisies en Hongrie, en Pologne et en Ukraine en 2009 et 2010. Suite à l'enquête française, les noms des sociétés impliquées dans la contrefaçon de cigarettes ont été divulgués et un lien possible avec le Royaume-Uni et l'Allemagne a été identifié. Après l'arrestation de certains suspects, une OC ukrainienne opérant aux alentours de plusieurs États membres voisins a été repérée. Une route commerciale fictive servant à dissimuler la contrebande et l'importation organisées de cigarettes de contrefaçon entre l'Ukraine et le Royaume-Uni a également été identifiée. Des personnes physiques et morales ont été mises en cause dans la contrebande dans la République tchèque, en Allemagne, en Hongrie, en Italie et dans la République slovaque.

Il a été demandé à Eurojust de faciliter la coordination des enquêtes dans les États membres concernés, ainsi que l'exécution de plusieurs demandes d'entraide judiciaire. Une première réunion de coordination a eu lieu en mai 2011, qui a examiné l'exécution des demandes d'entraide judiciaire déjà émises et les mesures de coopération à prendre à l'avenir. Suite à l'arrestation du principal suspect, un centre de coordination a été établi sous la direction du bureau français. Durant la journée d'opérations communes, six autres suspects ont été arrêtés et plusieurs domiciles et locaux d'entreprise ont été perquisitionnés simultanément en Allemagne, en Italie, en République tchèque et en Slovaquie. En novembre 2011, une deuxième réunion de coordination a permis de déterminer dans quelle mesure les demandes d'entraide judiciaire avaient été exécutées.



La troisième réunion de coordination, qui s'est déroulée en juin 2012, a quant à elle analysé les besoins restants en matière de coopération. Le jour suivant, les autorités françaises ont tenu une réunion de coordination bilatérale avec l'Ukraine, au cours de laquelle cette dernière a garanti la possibilité de geler les avoirs du principal suspect jusqu'au procès.

En traitant les données dans son CMS, Eurojust a établi un lien avec une autre affaire française, dont les autorités nationales ignoraient l'existence. Europol a également proposé son soutien opérationnel pour ce dossier. Une bonne coordination de l'enquête a permis de faire condamner 11 mis en cause en août 2013. Le chef de la bande a été condamné à une peine de prison de 10 ans. En outre, de nombreux avoirs ont été gelés et saisis en France, en République tchèque et en Ukraine, et le tribunal a condamné les cinq personnes mises en cause à une amende douanière de près de 2 millions d'euros. Le principal suspect a fait appel de la décision du tribunal de Rennes. En 2013, la procédure d'appel était encore en cours.

ganisée mais, bien qu'elle soit de plus en plus importante dans l'Union européenne, les statistiques montrent que ces dossiers ne donnent pas souvent lieu à des poursuites ou à des condamnations dans les États membres.

Eurojust a lancé un projet stratégique sur la criminalité environnementale au printemps 2013, qui évaluera la coopération judiciaire dans le domaine de la criminalité environnementale, examinera les besoins des praticiens, identifiera les obstacles en matière de poursuite des infractions environnementales, soulignera les bonnes pratiques et présentera les solutions permettant de rendre plus efficaces les instruments juridiques existants.

Dans le cadre de ce projet stratégique, un questionnaire sur les obstacles en matière de poursuite des infractions environnementales, notamment le trafic illicite des déchets et des espèces menacées d'extinction, a été envoyé aux États membres, aux États-Unis et en Norvège. Sur la base des 27 réponses reçues, les progrès ont été analysés de façon approfondie dans toute l'Europe.

### Exemple d'un dossier de criminalité environnementale

Une OC opérant en Suède, au Royaume-Uni et en Finlande était soupçonnée de s'être livrée au commerce illégal d'œufs d'oiseaux sauvages, et ce, à grande échelle. Plus de 200 œufs d'oiseaux sauvages ont été retrouvés au domicile de l'un des mis en cause. Au Royaume-Uni, une personne a été accusée de plusieurs infractions: achat des œufs, vente et offre de vente des œufs et possession d'œufs d'oiseaux et ce, en infraction à la législation britannique sur la faune et la flore. Cette personne a plaidé coupable et a été condamnée à 220 heures de service communautaire pour le commerce illégal d'œufs d'oiseaux sauvages et rares.

En Suède, une mise en accusation a été prononcée pour des infractions de chasse, d'encaissement de produits de la chasse et de mise en danger d'espèces menacées d'extinction. Ces activités criminelles se sont probablement déroulées entre 2003 et 2010. Un grand nombre des œufs collectés et vendus illégalement sont protégés grâce à la transposition dans la législation de l'UE de la Convention - CITES - sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (règlement 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce).

### 3.2.2. La criminalité environnementale

Statistiques	2012	2013
Nombre de dossiers enregistrés	3	8
Nombre de réunions de coordination	-	-
Nombre d'ECE	-	-

*La criminalité environnementale apparaît peu dans les dossiers ouverts à Eurojust, bien que le nombre de dossiers ait considérablement augmenté par rapport à 2012, il reste en effet faible. Les dossiers de criminalité environnementale et de trafic illicite d'espèces animales menacées d'extinction, qui sont de même nature, ont été pris en considération au titre du même type d'infraction. Les dossiers ont été enregistrés par la Bulgarie, la Hongrie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Slovaquie.*

La SOCTA 2013 a identifié la criminalité environnementale comme une nouvelle menace dans l'Union européenne. La criminalité environnementale prend souvent une dimension transfrontalière et peut être grave et or-

Eurojust a joué un rôle très important dans le dossier, en facilitant la signature d'une ECE par la Finlande et la Suède, en y participant et en la finançant. L'intervention d'Eurojust dans ce dossier a été essentielle; en plus d'un rôle de coordination qui a permis la communication d'informations sensibles, Eurojust a, par le financement de l'ECE, permis à un expert extérieur (un ornithologue) d'être associé à l'enquête. ede rattacher un expert externe (un ornithologue) à l'enquête.

#### Vers une coordination optimisée des poursuites pour criminalité environnementale dans l'UE:

##### Le rôle d'Eurojust

Une réunion stratégique d'Eurojust, intitulée *Towards an enhanced coordination of environmental crime prosecutions across the EU: The role of Eurojust [Vers une coordination optimisée des poursuites pour criminalité environnementale dans l'UE: le rôle d'Eurojust]*, organisée conjointement avec le Réseau des procureurs européens pour l'environnement (RPEE), s'est déroulée au sein d'Eurojust les 27 et 28 novembre 2013. La valeur ajoutée qu'Eurojust pouvait potentiellement apporter concernait la facilitation et la coordination de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire, la collecte et le partage des bonnes pratiques, la sensibilisation à la criminalité environnementale et la facilitation de la coopération judiciaire avec les États tiers. Il a également été recommandé de coordonner les enquêtes et les poursuites de façon plus régulière, en impliquant Eurojust le plus tôt possible.

La réunion stratégique a été précédée de l'envoi aux praticiens d'un questionnaire sur les problèmes rencontrés au niveau national dans le cadre des enquêtes et des poursuites pour criminalité environnementale, trafic illicite de déchets et trafic d'espèces menacées d'extinction. Un rapport contenant, *entre autres*, un résumé des conclusions de la réunion stratégique sera présenté au Secrétariat du Conseil au début de l'année 2014 et un numéro d'*Eurojust News* dédié à ce sujet, publié en décembre, est disponible sur le site internet d'Eurojust.

Grâce aux problèmes identifiés et à l'expérience acquise, le projet stratégique se poursuivra en 2014 et envisagera diverses recommandations pour les partenaires concernés.

### 3.2.3. La piraterie maritime

Depuis 2009, Eurojust accueille régulièrement des réunions de coordination dédiées au phénomène de la piraterie maritime et ses conséquences dans les États membres affectés. Au soutien de ces réunions de coordination, qui offrent une plateforme aux praticiens impliqués dans les enquêtes et poursuites en cours, le projet de *Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (Maritime Piracy Judicial Monitor, MPJM)*, initié par Eurojust

en 2012, a abouti à la publication du premier numéro en septembre 2013. Le MPJM a été créé afin de promouvoir l'échange d'informations entre les magistrats traitant des affaires de piraterie maritime.

Fondé en grande partie sur les informations fournies, à la demande d'Eurojust, par les autorités nationales via les bureaux nationaux, le MPJM se divise en six chapitres. Les trois chapitres principaux présentent le cadre juridique relatif à la piraterie maritime, les enseignements tirés de l'expérience des praticiens et une analyse des décisions de justice rendues dans ce domaine.

Le MPJM a été présenté aux participants lors de la réunion de coordination consacrée au dossier opérationnel sur la piraterie maritime, qui s'est déroulée le 12 septembre. Le MPJM sera mis à jour tous les 18 mois.

### 3.2.4. Le point de contact d'Eurojust chargé de la protection des mineurs

Suite à une réunion informelle des Ministres JAI en 2007, traitant notamment de la protection des mineurs, Eurojust a nommé un membre national comme point de contact chargé de la protection des mineurs pour les questions relatives à la disparition de mineurs, aux abus sexuels dont sont victimes des mineurs, ainsi qu'au trafic de mineurs et à la maltraitance des mineurs.

Le point de contact chargé de la protection des mineurs coopère avec l'European Financial Coalition against commercial exploitation of children online (coalition financière européenne de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales sur internet, EFC) et la Global Alliance to Fight Child Sexual Abuse Online (alliance mondiale de la lutte contre l'exploitation sexuelle de mineurs en ligne) et entretient des relations étroites avec les autorités nationales des États-Unis par le biais du groupe de travail UE/États-Unis pour la protection des mineurs.

Parmi les dossiers traités par Eurojust, les infractions le plus fréquemment commises au préjudice de mineurs sont l'abus sexuel, la TEH et les images pédopornographiques. En 2013, Eurojust a traité 40 dossiers liés à des infractions commises au préjudice de mineurs, dont deux ont été enregistrés par la Norvège. Depuis 2004, Eurojust a enregistré 235 dossiers dont les victimes étaient des mineurs. En outre, Eurojust a participé à une ECE dédiée aux infractions contre les mineurs et accueilli trois réunions de coordination.

Les conclusions du Conseil concernant les priorités de l'UE en matière de lutte contre la criminalité grave et organisée pour la période 2014-2017 ont identifié comme prioritaire la nécessité de lutter contre la cybercriminalité causant des dommages significatifs aux victimes, comme l'exploitation sexuelle de mineurs en ligne. Dans ce contexte, une étude a été lancée en 2013 concernant l'application de certaines dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants

contre l'exploitation et les abus sexuels dans les États membres. Cette étude va dans le sens des activités de surveillance du Conseil de l'Europe et arrive au moment opportun, le délai de mise en œuvre du principal instrument de l'UE en la matière, la directive 2011/92/UE relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, et contre la pédopornographie,

## 3.3. Relations d'Eurojust

### 3.3.1. Les relations avec les États tiers et organisations extérieures à l'Union européenne

**Accords de coopération** Eurojust a conclu un accord de coopération avec la Principauté du Liechtenstein en 2013, qui est entré en vigueur le 19 novembre. En décembre, Eurojust a soumis au Conseil le projet d'accord de coopération avec la République de Moldavie.

**Procureurs de liaison au sein d'Eurojust** La présence de procureurs de liaison au sein d'Eurojust accélère et facilite la coopération judiciaire entre les autorités compétentes des États membres et des États tiers, en permettant d'établir un contact direct ou en servant d'intermédiaire entre les autorités nationales. Eurojust a accueilli trois procureurs de liaison détachés par des États tiers (Croatie, Norvège et États-Unis). Avant l'adhésion de la Croatie, le procureur de liaison pour ce pays a enregistré quatre dossiers auprès d'Eurojust. Le procureur de liaison pour la Norvège a, quant à lui, enregistré 51 dossiers, principalement pour des affaires de trafic de drogues et d'infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la liberté de la personne.

**Dossiers impliquant des États tiers** Eurojust a apporté son aide dans 249 dossiers impliquant des États tiers. Les infractions le plus souvent rencontrées dans ces dossiers ont été l'escroquerie et la fraude, le blanchiment d'argent et autres infractions associées, le trafic de drogues et les affaires impliquant des OC. Les États tiers ayant le plus souvent participé à une réunion de coordination ont été la Suisse (à 48 reprises), la Norvège (33), les États-Unis (23) et la Croatie (21), suivis par la Serbie (15) et la Turquie (12). Des États tiers ont été représentés lors de 47 réunions de coordination. Les États tiers les plus souvent impliqués dans les réunions de coordination ont été la Suisse (15), la Norvège (12), les États-Unis (9) et la Croatie (6).

Les autorités compétentes des États membres ont souvent demandé à Eurojust de faciliter l'exécution des demandes d'entraide judiciaire et d'identifier les coordonnées des autorités compétentes des États tiers. Les barrières linguistiques et la durée excessive de l'exécution par les États tiers des demandes d'entraide judiciaire ont créé des difficultés en termes de coopération judiciaire.

étant fixé au 18 décembre 2013. Elle se concentre sur l'utilisation d'opérations secrètes, sur les protections procédurales à la disposition des victimes et sur les sanctions en vigueur dans chaque État membre pour les infractions relevant de la production et de la diffusion en ligne d'images pédopornographiques.

### Points de contact d'Eurojust dans les États tiers

Eurojust a ajouté la Géorgie et Taïwan à son réseau de points de contact dans les États tiers. Eurojust a également continué de soutenir les initiatives en cours dans les Balkans occidentaux, notamment le projet de la Commission intitulé *Fight against organised crime and corruption: Strengthening the Prosecutors' Network [Lutte contre la criminalité organisée et la corruption: Renforcer le réseau des procureurs]*. L'assistance apportée par les points de contact d'Eurojust dans les États tiers s'est avérée utile et efficace, notamment celle des points de contact des Balkans occidentaux.

En décembre, Eurojust a fait plusieurs présentations dans le cadre d'un atelier organisé par le Ministère de l'Intérieur de la Slovénie sur l'utilisation des ECE dans la lutte contre la TEH dans les Balkans occidentaux, au niveau local. Ces présentations ont porté sur le cadre juridique national et international des ECE, le rôle d'Eurojust dans la création et la gestion des ECE, ainsi que l'expérience d'Eurojust dans les dossiers de TEH ayant donné lieu à la signature d'une ECE.

Le protocole d'accord conclu avec IberRed a facilité la coopération avec les pays latino-américains. Les bureaux espagnol et portugais d'Eurojust ont joué un rôle actif, servant de canal pour les dossiers traités par Eurojust. S'agissant des États membres ayant détaché des représentants dans des États tiers, Eurojust a qualifié cette ressource d'utile pour faire avancer les dossiers.

Eurojust a assisté à la réunion ministérielle JAI des 7 et 8 octobre, sur la coopération avec les pays du partenariat oriental, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la République de Moldavie et l'Ukraine, et présenté les problèmes juridiques rencontrés dans le cadre de la coopération judiciaire, les difficultés pratiques et les bonnes pratiques en vigueur, tirés des dossiers traités par Eurojust.

Eurojust a également accueilli la visite d'étude de professionnels de la justice pénale de Moldavie, organisée par l'ONUDC en octobre. Cette visite d'étude concernait le projet relatif à la justice pénale en réponse à la TEH que l'ONUDC met en œuvre dans ce pays. Le principal objectif de ce déplacement aux Pays-Bas était les perspectives des institutions de la justice pénale de l'UE, dans le domaine de la cybercriminalité, les enquêtes proactives et le rôle des ECE dans la lutte contre la TEH.

### 3.3.2. La coopération avec Europol et l'OLAF

#### Europol

En lien avec l'accord conclu en 2009 entre Eurojust et Europol afin d'optimiser la coopération et l'échange d'informations, de nouvelles initiatives ont été lancées pour améliorer la coopération stratégique et opérationnelle. Europol est un partenaire important, comme le souligne la référence au rôle de coordination d'Eurojust faite dans le Traité de Lisbonne, le définissant comme fondé sur les « informations fournies par les autorités des États membres et par Europol » et comme le démontrent les dossiers traités par Eurojust. Un rapport annuel commun sur la coopération entre Eurojust et Europol est fourni au Conseil et à la Commission; celui de 2012 a été transmis en avril 2013.

**Coopération opérationnelle** Les dossiers traités par Eurojust ont bénéficié de la participation d'Europol, en 2013, dans 53 dossiers et 75 réunions de coordination. La coopération avec Europol dans les dossiers démontre clairement qu'il est utile de partager les informations dès que possible.

Eurojust a contribué au rapport sur la SOCTA et au rapport sur l'état de la situation et l'état de la menace en matière de terrorisme. En outre, en juillet, Eurojust a organisé une réunion entre les chefs de projets et responsables des fichiers d'analyses d'Europol et le représentant d'Eurojust auprès de ces fichiers, afin de partager leur expérience et de discuter de la coopération en pratique. Eurojust a signé trois nouvelles conventions avec des fichiers d'analyses dans le cadre des fichiers (AWF) sur la criminalité grave organisée et l'antiterrorisme, en plus des 17 accords déjà signés.

**Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3)** Les activités opérationnelles de l'EC3 ont débuté le 1er janvier 2013 et Eurojust, conformément à la communication de la Commission du 28 mars 2012 intitulée *Combattre la criminalité à l'ère numérique: établissement d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité*, a soutenu les travaux de l'EC3 en nommant un membre national au comité de direction du programme et en plaçant des effectifs temporaires au sein de l'EC3, pour que les informations puissent être échangées immédiatement et qu'Eurojust puisse soutenir les enquêtes nécessitant un suivi judiciaire.

**Coopération stratégique** Des réunions ont régulièrement été organisées au niveau du personnel et des dirigeants afin de renforcer la coopération entre les organisations. En outre, chaque organisation a invité l'autre à participer aux événements qu'elles ont organisés, notamment aux séminaires stratégiques d'Eurojust et aux réunions des dirigeants des unités nationales d'Europol. Les programmes d'échange de personnel, qui ont rencontré un grand succès, se poursuivent. Ces programmes sont organisés alternativement par Eurojust et Europol, permettant à chaque institution de sensibiliser l'autre à ses services et à son fonctionnement.

#### Exemples de dossiers de cybercriminalité

Dans un dossier concernant le vol de données de carte de crédit, ou «skimming», un accord d'ECE a été signé en avril 2013 et Eurojust a apporté le financement nécessaire. Une réunion opérationnelle a été organisée au sein d'Europol et une réunion de coordination a suivi au sein d'Eurojust, le jour suivant. Lors de la première journée, la réunion opérationnelle d'Europol a servi à rassembler des éléments d'information, tandis qu'à Eurojust, la réunion a permis de coordonner les objectifs opérationnels, les enquêtes et les poursuites. Eurojust a travaillé avec le terminal du fichier d'analyses d'Europol. Ce dossier illustre les bonnes pratiques en matière de coopération, cette dernière ayant été excellente entre les deux organisations et ayant permis d'établir une confiance mutuelle.

Un autre dossier concerne des attaques informatiques parmi les plus importantes jamais enregistrées. Ces attaques visaient un service de blocage des spams et une société de sécurité en ligne. Leur ampleur a perturbé le service internet de millions d'utilisateurs dans le monde entier. Les efforts de coordination d'Eurojust, ainsi qu'une coopération rapide et efficace avec le bureau de liaison concerné au sein d'Europol, ont permis d'arrêter rapidement un suspect et d'effectuer une perquisition.

#### OLAF

Afin d'optimiser la lutte contre la fraude, la corruption et d'autres infractions affectant les intérêts financiers de l'Union européenne, un accord pratique a été conclu en 2008 sur les dispositions de coopération entre Eurojust et l'OLAF.

**Coopération opérationnelle** Eurojust et l'OLAF ont travaillé ensemble sur quatre dossiers en 2013: deux dossiers ouverts durant les années précédentes et deux nouveaux dossiers enregistrés par Eurojust en 2013. L'OLAF a assisté à une réunion de coordination. Les dossiers traités par Eurojust montrent que la présence d'Eurojust et de l'OLAF aux réunions de coordination a permis de mieux identifier les liens avec les dossiers d'autres États membres et de mieux comprendre les infractions PIF transfrontalières complexes. Après examen approfondi, il s'est avéré que les dossiers d'infractions PIF impli-



quant «un État membre» (article 3, paragraphe 3, de la décision Eurojust) concernaient en réalité «plusieurs États membres» (article 3, paragraphe 1, de la décision Eurojust). En conséquence, le nombre d'États membres impliqués était plus élevé que prévu.

L'implication d'Eurojust et/ou de l'OLAF dans un dossier d'infraction PIF fait l'objet d'une évaluation au cas par cas et requiert une analyse soignée de plusieurs paramètres, dont la valeur ajoutée née de leur implication dans le dossier concerné et son impact possible sur l'enquête en cours. Une bonne communication entre Eurojust, l'OLAF et les autorités nationales est essentielle pour ex-

pliquer et comprendre la non-implication d'Eurojust ou de l'OLAF dans les dossiers dans lesquels leur participation semblait initialement judicieuse.

**Coopération stratégique** Les réunions de l'équipe de liaison se sont poursuivies avec régularité; en 2013 elles se sont concentrées sur les moyens de favoriser l'ouverture de dossiers communs et sur une coopération plus étroite. En décembre, Eurojust a organisé une première séance de formation pour les enquêteurs de l'OLAF. De nouvelles initiatives ont été envisagées pour définir des directives et des critères de coopération, dont l'échange de récapitulatifs des dossiers.

## 3.4. Défis et bonnes pratiques dans le cadre des dossiers

**Questions générales** Les dossiers traités par Eurojust étant diversifiés, il est difficile de mettre en exergue les dénominateurs communs. La plupart des dossiers concernent des demandes d'aide judiciaire déposées par les procureurs et les autorités judiciaires de l'Union européenne, régies pour la plupart par la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale conclue par le Conseil de l'Europe en 1959 et par la convention européenne de 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (les conventions d'entraide judiciaire). D'autres tâches importantes concernent l'exécution des MAE par les autorités compétentes des États membres. Les travaux et les questions concernant des infractions spécifiques, les réunions de coordination, les centres de coordination et les ECE étant exposés ailleurs, la présente section ne concerne que les questions générales liées à l'entraide judiciaire et aux MAE. Dans le cadre de cette approche globale, plusieurs dossiers illustrent les difficultés relatives à l'instauration d'une communication adéquate et efficace entre les autorités nationales concernées. Ce problème a toujours été vital pour Eurojust - et il le reste - et son intervention est extrêmement importante. Des malentendus et une connaissance insuffisante des systèmes juridiques étrangers, de leurs règles et de leur organisation créent des difficultés, qu'Eurojust permet de résoudre. L'entraide judiciaire et les MAE ne font toujours pas partie des activités quotidiennes de la plupart des juges et procureurs européens.

Eurojust peut apporter son aide à tous les niveaux de l'entraide judiciaire. Les bureaux nationaux comprennent les caractéristiques spécifiques de leurs systèmes nationaux et ont des réseaux solides à leur disposition dans leur propre pays. Ils peuvent fournir des conseils sur la rédaction des demandes d'entraide judiciaire, expliquer comment il faut interpréter la convention d'entraide judiciaire en tenant compte des dispositions nationales et aider à accélérer l'exécution de certaines demandes d'entraide judiciaire. Le fait de savoir si une demande a été traitée et d'obtenir une date limite pour son exécution ne doit pas être sous-estimé. Eurojust représente un canal important si le contact

direct avec les autorités judiciaires nationales - procédure habituelle dans les dossiers d'entraide judiciaire - n'a pas fonctionné. Dans le cadre de ses interventions, Eurojust a souligné l'importance d'une communication adéquate. En facilitant une consultation préliminaire proactive entre les autorités judiciaires requérantes et requises, Eurojust permet de résoudre les problèmes juridiques et pratiques plus rapidement et plus efficacement. Le suivi de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire peut également avoir une importance cruciale pour le succès de la coopération.

Parallèlement, Eurojust apporte son assistance aux autorités nationales pour leur permettre de résoudre les difficultés nées du manque d'harmonisation des règles nationales, concernant, par exemple, la surveillance électronique et les mesures d'enquêtes spéciales. Les règles de procédure applicables dans les pays européens sont très différentes, et les mesures qu'elles envisagent peuvent considérablement varier d'un pays à l'autre. Les éléments de preuve recueillis dans un pays doivent ensuite être acceptés par les tribunaux de l'État membre requérant, ce, en dépit des différences procédurales.

S'agissant de l'article 7, paragraphe 3, de la décision Eurojust, le Collège d'Eurojust a notamment eu l'occasion, dans le cadre d'un dossier spécifique, d'interpréter les termes «refus récurrents ou difficultés récurrentes concernant l'exécution des demandes de coopération judiciaire et des décisions en la matière». Selon le Collège, la situation qui lui était soumise ne rentrait pas dans le champ d'application de ces dispositions. L'expérience d'Eurojust permet d'affirmer qu'il est donc difficile de déterminer si ces «refus récurrents ou difficultés récurrentes» se rapportent à i) une demande, ii) plusieurs demandes, ou iii) si cette évaluation doit avoir lieu au cas par cas, sans qu'il soit tenu compte du nombre de demandes. En conséquence, Eurojust va suggérer la clarification de cette formulation dans le nouveau projet de règlement sur Eurojust.

**Mandats d'arrêt européens** En 2013, 217 dossiers concernant l'exécution de MAE ont été enregistrés par

Eurojust. Le bureau polonais a émis le plus grand nombre de demandes d'assistance pour l'exécution de MAE, suivi par les bureaux autrichien, belge et bulgare. Le bureau italien a reçu le plus grand nombre de demandes d'assistance pour l'exécution de MAE, suivi par les bureaux espagnol et britannique.

Eurojust a accordé son assistance aux autorités compétentes des États membres en favorisant l'exécution rapide de MAE, par exemple en écartant le risque de voir appliquer le motif de refus visé à l'article 4, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI relative au mandat d'arrêt européen (conflit de compétence). Par exemple, dans une affaire de trafic de drogues faisant l'objet d'une enquête dans deux États membres, plusieurs suspects peuvent être arrêtés dans l'un d'entre eux et les autorités de l'autre pays peuvent chercher à émettre des MAE à l'encontre des mêmes personnes. Eurojust peut aider à résoudre l'éventuel conflit de compétence avant que le MAE ne soit exécuté, en mettant en présence les deux États membres afin de déterminer lequel est le mieux placé pour poursuivre les personnes recherchées.

En 2013, six dossiers ont été ouverts au sein d'Eurojust suite à l'émission de MAE concurrents, ce, en vertu de l'article 16 de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen. Ces difficultés ont été résolues grâce à l'application des *Lignes directrices internes relatives à l'émission de l'avis d'Eurojust en présence de mandats d'arrêt européens concurrents d'Eurojust, adoptées en juin 2011*. Dans le cadre de ces dossiers, Eurojust a également fourni des informations sur les règles juridiques et procédurales en vigueur dans les autres États membres, et recommandé l'utilisation d'autres outils de coopération judiciaire dans certains cas, comme par exemple la remise différée de la personne requise ou la délivrance d'une demande d'entraide judiciaire afin de pouvoir recueillir des témoignages ou interroger des témoins par vidéoconférence.

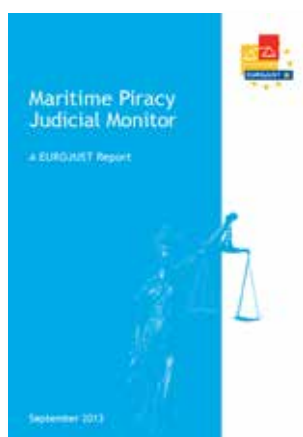
L'un des principaux défis pratiques rencontrés par les autorités nationales tient des exigences linguistiques du

MAE. L'article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen stipule que les MAE doivent être traduits dans la langue de l'État membre d'exécution. Les dossiers traités par Eurojust soulignent de nombreuses difficultés à comprendre les documents traduits, ainsi que des problèmes de paiement des coûts inhérents à la traduction des MAE.

**Décisions de gel, confiscation et recouvrement des avoirs** Malgré les décisions-cadre existant en la matière, la législation nationale et les règles procédurales en vigueur pour les décisions de gel, la confiscation et le recouvrement des avoirs varient grandement d'un État membre à l'autre. Ces différences peuvent nuire de manière significative aux poursuites de ces affaires car, dans la pratique, la plupart des États membres sont incapables d'exécuter les demandes d'entraide judiciaire visant l'identification et le gel de produits du crime ou de reconnaître les décisions de confiscation émises par les tribunaux d'autres États membres si les règles en vigueur dans ces autres États membres sont très différentes.

Eurojust aide à résoudre une partie de ces difficultés en s'impliquant dans les dossiers et en assurant une meilleure sensibilisation à ce problème. En 2013, les dossiers traités par Eurojust dans ce domaine ont consisté principalement à fournir des conseils aux autorités nationales sur les différentes exigences juridiques et procédurales en vigueur, ainsi qu'à assister les services d'enquête et de poursuite afin qu'ils puissent exécuter les décisions de gel simultanément. En mars, Eurojust a également publié un rapport sur la confiscation sans la condamnation et répondu à un questionnaire de la Commission qui constituera la base d'une *Comparative legal study on the implementation of mutual recognition of orders to freeze and confiscate criminal assets in the European Union* [Étude juridique comparative sur la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation de biens issus de la criminalité dans l'Union européenne.]

### Échantillon des produits d'Eurojust





Priorité de l'année pour Eurojust:  
évaluation des ECE



# Projet d'évaluation des ECE

- Comment identifier les dossiers justifiant une ECE?
- Comment faciliter l'ouverture d'enquêtes parallèles dans les différents pays concernés avant de créer l'ECE?
- Une fois l'ECE en place, comment échanger les renseignements et les éléments de preuve?
- Comment les mesures d'enquête sont-elles effectuées et coordonnées?
- Comment la recevabilité des éléments de preuve est-elle assurée dans les différents pays?
- Quelle valeur ajoutée l'ECE apporte-t-elle à l'enquête et aux poursuites entamées dans le cadre du dossier?

Le projet d'évaluation des ECE initié par le réseau des experts nationaux sur les ECE en 2013 tentera de répondre à ces questions, parmi d'autres. En octobre 2012, dans le cadre des conclusions de leur 8e réunion annuelle, les experts nationaux ont demandé au secrétariat du réseau ECE d'initier et de soutenir le développement afin de permettre l'évaluation des ECE au niveau national.

Ce projet a deux objectifs:

Premièrement, il devrait aider les praticiens à évaluer la performance des ECE selon les résultats obtenus. Dix ans après la mise en œuvre de la décision-cadre 2002/465/JAI du 13 juin 2002 sur les ECE, ces dernières restent un outil de coopération relativement nouveau. Les autorités judiciaires et policières affirment souvent qu'elles souhaiteraient parler de la valeur ajoutée et éventuelles insuffisances de «leur» ECE après sa clôture. Le formulaire d'évaluation des ECE fournira une liste de vérification utile en la matière.

Deuxièmement, la collecte des données de l'évaluation renforce la connaissance des ECE en facilitant l'identification des principales difficultés juridiques et pratiques rencontrées et des solutions apportées. À ce titre, l'évaluation peut fournir des informations précieuses non seulement au réseau ECE mais aussi aux partenaires extérieurs. Au niveau de l'UE, l'efficacité des ECE n'a pas encore été évaluée de façon exhaustive. Pour cette raison, les opinions exprimées par les praticiens sur les formulaires d'évaluation pourraient être utiles à cet égard.

Le formulaire a été rédigé par le secrétariat du réseau ECE, en coordination avec les autres unités compétentes d'Eurojust et après consultation d'Europol. Pour mieux répondre aux attentes des praticiens, il incorpore les données fournies par les bureaux nationaux d'Eurojust et par les membres du réseau ECE. Le formulaire d'éva-

luation des ECE a été adopté par les experts nationaux lors de leur 9e réunion annuelle en juin 2013.

Il s'agit d'un outil qualitatif qui, une fois complété, ne contient aucune donnée à caractère personnel, ce qui facilite l'utilisation des informations reçues. Les ECE étant un exercice commun, leurs signataires sont encouragés à compléter le formulaire ensemble, si possible. L'évaluation doit avoir lieu à la fin de l'ECE et doit être complétée après le procès afin de prendre en considération tout élément utile sur les éventuelles difficultés rencontrées devant les tribunaux nationaux dans le cadre du fonctionnement de l'ECE, ainsi que sur les condamnations.

Pour procéder à l'évaluation, dans la plupart des cas, est organisée, après la clôture de l'enquête, une ultime réunion, à laquelle participent les partenaires de l'ECE. Eurojust peut soutenir ce processus soit en offrant des locaux pour la réunion soit en accordant un financement.

Après adoption du formulaire par les experts nationaux, le secrétariat du réseau ECE a mis en place un canevas définissant les étapes nécessaires à une évaluation efficace de l'ECE. Une version «interactive» du formulaire a été mise au point en coopération avec l'unité de gestion de l'information et testée par plusieurs experts nationaux. L'utilisation de cette version permettra d'importer automatiquement les données de l'évaluation dans une base de données gérée par le secrétariat du réseau ECE. Cet outil sera utilisé au cours des années à venir, il contribuera à la rédaction de rapports qualitatifs et quantitatifs sur les ECE.

Il a été procédé à l'évaluation d'ECE, ce, à deux reprises, à Eurojust. En juin 2013, deux réunions d'évaluation ont eu lieu en lien avec les ECE signées sous l'égide d'Eurojust, permettant de tester le formulaire et d'ajuster son contenu selon les besoins opérationnels.

Les résultats de ces évaluations ont déjà fourni des informations utiles. Dans un dossier de trafic de drogues, par exemple, le besoin d'échanger des informations en continu entre les partenaires de l'ECE a été mis en évidence, afin d'assurer une bonne coordination des activités liées à l'enquête, et les outils de communication prêtés par Eurojust par le biais du financement des ECE ont joué un rôle crucial dans l'aboutissement du dossier. Dans le cas d'enquêtes parallèles qui ne suivent pas nécessairement le même rythme, les partenaires des ECE ont également estimé qu'il était nécessaire d'envisager les éventuels conflits de compétence, le plus rapidement possible, en tenant compte de leur impact potentiel sur l'exécution des MAE.

L'évaluation peut également permettre d'identifier les bonnes pratiques. Dans un dossier d'aide à l'im-



migration clandestine, par exemple, les partenaires de l'ECE ont décidé d'unir leurs efforts afin d'obtenir la coopération du pays d'origine des immigrants. Les demandes d'entraide judiciaire délivrées par les partenaires de l'ECE ont donc été coordonnées puis transmises simultanément afin de souligner l'approche commune des autorités requérantes.

Jusqu'à présent, dans la plupart des dossiers, l'expérience tirée de la création et du fonctionnement d'une ECE est positive. Les ECE sont décrites non seulement comme un outil de coopération efficace, mais aussi comme un moyen d'apprendre à connaître d'autres systèmes juridiques, méthodes de travail et cultures professionnelles.



# THE NEW DRAFT REGULATION ON EUROJUST:

AN IMPROVEMENT IN THE FIGHT  
AGAINST CROSS-BORDER CRIME?



Évolutions dans le domaine législatif

# Thème

# Mise en œuvre de la décision du Conseil: évaluation

**Cadre juridique** Le cadre juridique d'Eurojust a été révisé en 2008, à l'initiative de 14 États membres et de la Commission européenne, afin de renforcer Eurojust et d'optimiser son efficacité opérationnelle.

Les principaux objectifs de la *décision 2009/426/JAI du Conseil sur le renforcement d'Eurojust, modifiant la décision 2002/187/JAI du Conseil instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité*, sont les suivants:

Renforcer le statut des membres nationaux et les capacités opérationnelles des bureaux nationaux.

- ▶ Renforcer les pouvoirs des membres nationaux et le rôle du Collège
- ▶ Promouvoir la coordination entre les points de contact pour Eurojust / terrorisme / RJE / ECE / crimes de guerre / recouvrement des avoirs / corruption au niveau national.

- ▶ Optimiser l'échange d'informations entre Eurojust et les autorités nationales; et
- ▶ Renforcer les relations de travail d'Eurojust avec les États tiers et les partenaires comme Frontex.

**Phase d'évaluation - qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui doit être amélioré?** La mise en œuvre pratique et le fonctionnement dans les États membres des décisions du Conseil concernant Eurojust et le RJE font l'objet d'une sixième série d'évaluations mutuelles. Des évaluations par les pairs sont effectuées dans les États membres sur une période de trois ans (de 2012 à 2014). En 2013, des évaluations ont eu lieu en France, à Malte, aux Pays-Bas, en Pologne, au Royaume-Uni, en Italie, en Allemagne, en Irlande, en Grèce, en Roumanie et en Lettonie. Dans le respect des dispositions juridiques qui s'imposent à lui, le Collège d'Eurojust a commencé à préparer le lancement d'une évaluation externe indépendante sur la mise en œuvre de la décision du Conseil et son impact sur les performances de l'institution, en termes de réalisation de ses objectifs.

## Réforme d'Eurojust: perspectives futures

**Modernisation d'Eurojust** En vertu du Traité de Lisbonne et de l'article 85 du TFUE, le groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust a poursuivi ses réflexions sur la réforme d'Eurojust, et notamment sur sa mission et son cadre. Les contributions du Collège ont été présentées à la Commission européenne dans la phase préparatoire à la révision du cadre juridique concernant la structure d'Eurojust, son évaluation, ses pouvoirs, les ECE, ses relations avec Europol, l'OLAF, le RJE et un futur Parquet européen, sa coopération avec les États tiers, l'accès aux documents et la protection des données. Le nouveau cadre juridique d'Eurojust sera adopté par règlement et, pour cette raison, ses dispositions auront force obligatoire et seront directement applicables dans les États membres.

**Relations d'Eurojust avec le Parquet européen** Le Traité de Lisbonne laisse une certaine marge de manœuvre quant au plus grand rôle d'Eurojust pour une lutte plus efficace contre les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE, ainsi que pour l'établissement d'un Parquet européen «à partir» d'Eurojust en vertu de l'article 86 du TFUE. Les activités du groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust ont visé principalement la création d'éventuelles synergies fonctionnelles et administratives entre Eurojust et un futur Parquet européen, afin d'assurer la complémentarité des compétences, une interaction opérationnelle adéquate et un bon rapport coût/efficacité.

### *Séminaire d'Eurojust - Le nouveau projet de règlement sur Eurojust: une amélioration de la lutte contre la criminalité transfrontalière?*

Le séminaire d'Eurojust s'est déroulé à La Haye les 14 et 15 octobre, selon une approche multidisciplinaire combinant les perspectives et points de vue d'experts universitaires, de praticiens et de représentants nationaux des 28 États membres.

Y ont participé plus de 153 représentants des autorités nationales des États membres, des institutions de l'UE dont la Commission européenne, l'OLAF, le Conseil et le Parlement européen, de l'organe de contrôle commun d'Eurojust, du Contrôleur européen de la protection des données, d'Europol ainsi que des membres nationaux et des représentants de l'administration d'Eurojust.



Les sujets de discussion étaient les suivants:

**Structure et gouvernance d'Eurojust** La proposition de règlement sur Eurojust suggère de distinguer entre les tâches de supervision et de direction relevant de la gestion et la mission opérationnelle dans le cadre de l'assistance aux autorités judiciaires. Les participants ont débattu de l'ampleur, des exigences, et de la valeur ajoutée de ces rôles.

**Mandats, compétences et pouvoirs** Bien que les options proposées par l'article 85 du TFUE pour conférer des pouvoirs supplémentaires à Eurojust n'aient pas encore été pleinement exploitées, les participants ont estimé que les changements proposés sous forme de règlement auraient un impact décisif. La dimension proactive du mandat d'Eurojust a été approuvée.

**Relations avec les États tiers et les partenaires de l'UE** Les participants ont affirmé qu'Eurojust devait être perçue comme un acteur mondial de la justice pénale internationale, un «guichet unique» de coopération judiciaire entre les États membres et les États tiers dans les dossiers ayant des ramifications au-delà des frontières de l'UE. Les procureurs de liaison et les points de contact ont été présentés comme offrant des liens précieux avec les États tiers. Des dispositions d'échange d'informations semblables dans les propositions de règlement sur Eurojust et Europol ont été jugées nécessaires pour assurer l'efficacité de la coopération opérationnelle, en misant sur la complémentarité des deux mandats. La proposition de règlement sur Eurojust reste muette sur une répartition rationnelle des demandes entre Eurojust et le RJE. Dans ce contexte, les participants ont mentionné la possibilité d'utiliser l'ENCS comme un filtre.

**Relations entre Eurojust et le Parquet européen** Les participants ont souligné la nécessité de tenir compte de la complémentarité du mandat d'Eurojust en tant qu'unité de coopération judiciaire de l'Union européenne. La conception d'un futur Parquet européen est et restera au cœur des négociations au cours des mois à venir, et les capacités d'Eurojust en matière d'assistance à vocation opérationnelle et administrative devront être analysées avec soin.

La Présidente d'Eurojust a clôturé le séminaire sur ces mots: *«La proposition concernant Eurojust n'est peut-être pas révolutionnaire, mais c'est un pas dans la bonne direction. Cette conférence stimulante se termine, mais les débats ne font que commencer. La motivation d'Eurojust est très grande et nous sommes prêts à participer activement et à mettre à profit notre expérience de praticien afin d'orienter notre avenir.»*

Le rapport du séminaire a été publié comme document du Conseil 17188/1/13 REV1 le 4 décembre 2013. Le numéro d'*Eurojust News* consacré au Parquet européen, publié en mai, est disponible sur le site internet d'Eurojust.

**Propositions groupées de la Commission: la «relation spéciale»** La Commission européenne a profité du Traité de Lisbonne pour publier, le 17 juillet, une proposition de règlement sur Eurojust visant à moderniser Eurojust, ainsi qu'une proposition de règlement du Conseil sur la création d'un Parquet européen responsable des enquêtes et poursuites relatives à des

infractions affectant les intérêts financiers de l'UE. Les négociations avec le Conseil et le Parlement européen quant aux deux propositions suivront des procédures législatives différentes. Le règlement sur Eurojust suivra la procédure de co-décision ordinaire, mais le règlement instituant le Parquet européen requiert une procédure législative spéciale.





# Annexe 1: Accès public aux documents

Par application de l'article 15 de la décision sur les règles relatives à l'accès public aux documents d'Eurojust (adoptée par le Collège le 13 juillet 2004), Eurojust est tenue d'inclure, dans son rapport annuel, des informations sur le nombre et les motifs de rejet des demandes d'accès aux documents. La décision de mentionner ces informations dans une partie du rapport annuel général d'Eurojust consacrée à cet effet plutôt que dans un rapport séparé dédié à l'accès aux documents, en raison du nombre relativement peu élevé des demandes, a été approuvée par le Médiateur européen dans son rapport suite à sa visite à Eurojust en juin 2012 (OI/8/2012/OV paragraphe 22).

Le nombre de demandes d'accès public à des documents d'Eurojust a augmenté en 2013, passant à 26 demandes initiales et deux demandes confirmatives (contre 17 demandes initiales et une demande confirmative en 2012). Sur ces demandes initiales, 24 ont été reçues directement par Eurojust. Cette dernière a été consultée en tant que tiers dans les deux dossiers supplémentaires sur demande d'autres institutions européennes.

Sur les 26 demandes, 22 ne concernaient aucun dossier spécifique. Pour sept de ces 22 demandes, l'accès a été entièrement accordé. Dans le cas d'une demande d'accès à deux documents, l'accès a été partiellement accordé pour un document mais refusé pour le deuxième, car sa divulgation aurait nui au processus de prise de décision d'Eurojust (article 4, paragraphe 3, 2e tiret, de la décision du Collège d'Eurojust 2004 d'adopter des règles relatives à l'accès public aux documents d'Eurojust, inti-

tulée «Règles relatives à l'accès aux documents» dans le présent rapport). Sur les 14 cas restants, soit Eurojust ne possédait pas les documents requis (huit demandes), soit des informations supplémentaires étaient nécessaires pour pouvoir identifier les documents (six demandes). Eurojust a envoyé une demande de clarification (article 6, paragraphe 2, des règles relatives à l'accès aux documents) pour chacune de ces six demandes, mais les requérants n'ont pas donné suite.

S'agissant des quatre demandes d'accès à des documents concernant des dossiers, l'accès a été partiellement accordé pour l'une d'entre elles, après suppression des données à caractère personnel de tiers en application de l'article 4, paragraphe 1, point b), des règles relatives à l'accès aux documents. Pour une autre demande, l'accès à des communiqués de presse et des statistiques concernant les dossiers d'Eurojust a été accordé, car ces documents étaient déjà à la disposition du public sur le site internet d'Eurojust. L'accès a été refusé pour les deux autres demandes car la diffusion des documents aurait compromis la protection des intérêts publics concernant l'accomplissement des mandats d'Eurojust dans la lutte contre la criminalité grave, les enquêtes et poursuites nationales auxquelles Eurojust apporte son assistance, le respect du secret professionnel (article 4, paragraphe 1, point a), 5e, 6e et 7e tirets, des règles relatives à l'accès aux documents), l'intégrité des personnes (article 4, paragraphe 1, point b), des règles relatives à l'accès aux documents) et/ou la protection des procédures juridictionnelles et des conseils juridiques (article 4, paragraphe 2, 2e tiret des règles relatives à l'accès aux documents).

## Annexe 2: Suivi des conclusions du Conseil

Le 15 novembre, le Conseil JAI a adopté des conclusions sur le onzième rapport annuel d'Eurojust (14919/13). Comme dans les rapports précédents, Eurojust présente un état de la mise en œuvre des

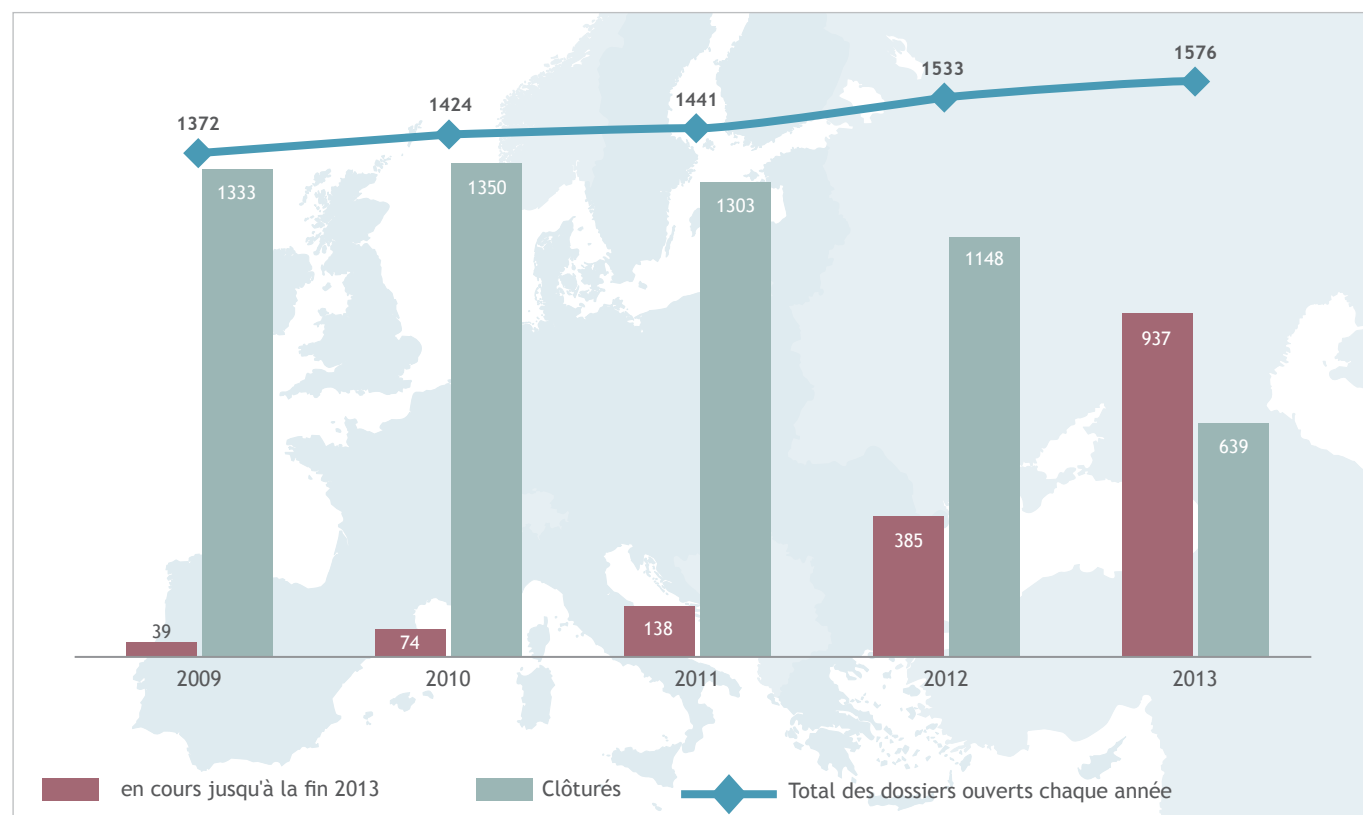
préconisations du Conseil. Le tableau ci-après renvoie aux parties du rapport fournissant de plus amples informations dans les domaines ayant fait l'objet de recommandations.

Recommandations du Conseil	Suivi
Adopter des outils adéquats et objectifs pour l'évaluation d'Eurojust en 2014.	Préparation d'une évaluation externe indépendante d'Eurojust, conformément à l'article 41a de la décision Eurojust. La Commission européenne sera consultée quant au mandat.
Continuer à soutenir, notamment financièrement, la création, la mise en œuvre et l'évaluation des ECE et continuer à développer les bonnes pratiques et le partage des informations sur l'expérience judiciaire et les résultats des dossiers.	Eurojust a soutenu 102 ECE et en a financé 34 en 2013. Eurojust continuera de financer les ECE sur son propre budget, le versement de subventions par la Commission ayant cessé. Voir sections 1.3 et 2.4 et chapitre 4: «Priorité de l'année».
Continuer, au besoin, à associer Europol, au processus de coordination pour les dossiers soumis à Eurojust, et rechercher la complémentarité des tâches respectives des deux institutions, dans le cadre de l'assistance offerte aux autorités nationales.	Europol s'est impliqué dans 53 dossiers et a participé à 75 réunions de coordination au sein d'Eurojust. Voir section 3.3.2 et les exemples de dossiers.
Renforcer la coopération avec l'OLAF sur les dossiers concernant des affaires de fraude, de corruption et d'autres infractions affectant les intérêts financiers de l'UE.	L'OLAF a été impliqué dans quatre dossiers ouverts à Eurojust. Voir section 3.3.2.
Soutenir activement et diffuser les bonnes pratiques concernant l'exécution des MAE et, le cas échéant, convoquer des réunions avec les autorités compétentes afin d'identifier des solutions aux problèmes récurrents.	En 2014, la Présidence grecque de l'UE et Eurojust organiseront un séminaire stratégique sur le MAE. Le forum consultatif traitera également de ce sujet.
Déterminer s'il faut organiser de nouvelles réunions des correspondants nationaux pour Eurojust.	Eurojust accueillera une deuxième réunion des correspondants nationaux pour Eurojust en 2014.
Communiquer sur le suivi des informations reçues en vertu de l'article 13 de la décision Eurojust et sur le retour d'informations fourni aux praticiens conformément à l'article 13 bis de la décision Eurojust.	Voir section 2.3. Un nouvel examen sera effectué lors de l'évaluation devant être lancée en 2014, en tenant compte du résultat des évaluations mutuelles des États membres.
Poursuivre l'installation de connexions sécurisées permettant à tous les États membres d'accéder au CMS au niveau national.	Eurojust a communiqué les progrès réalisés au Conseil et à la Commission en vertu de l'article 16b ter de la décision Eurojust. Voir section 2.3 et document du Conseil 12582/13 du 19 juillet 2013.
Évaluer l'installation du dispositif permanent de coordination pour les dossiers urgents conformément à l'article 5 bis de la décision Eurojust.	Voir section 1.2.2. Un examen sera effectué lors de l'évaluation devant être lancée en 2014.

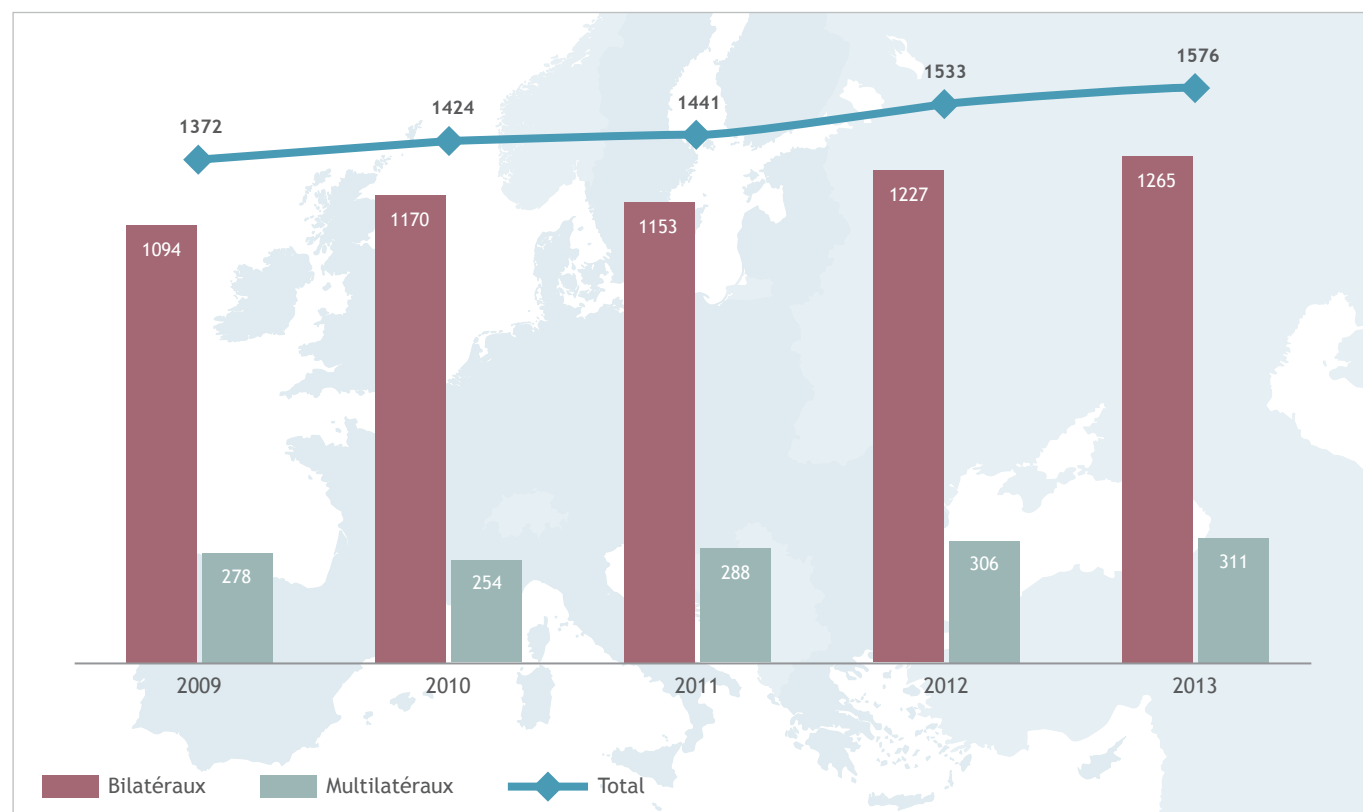


## Annexe 3: Statistiques relatives aux dossiers ouverts à Eurojust

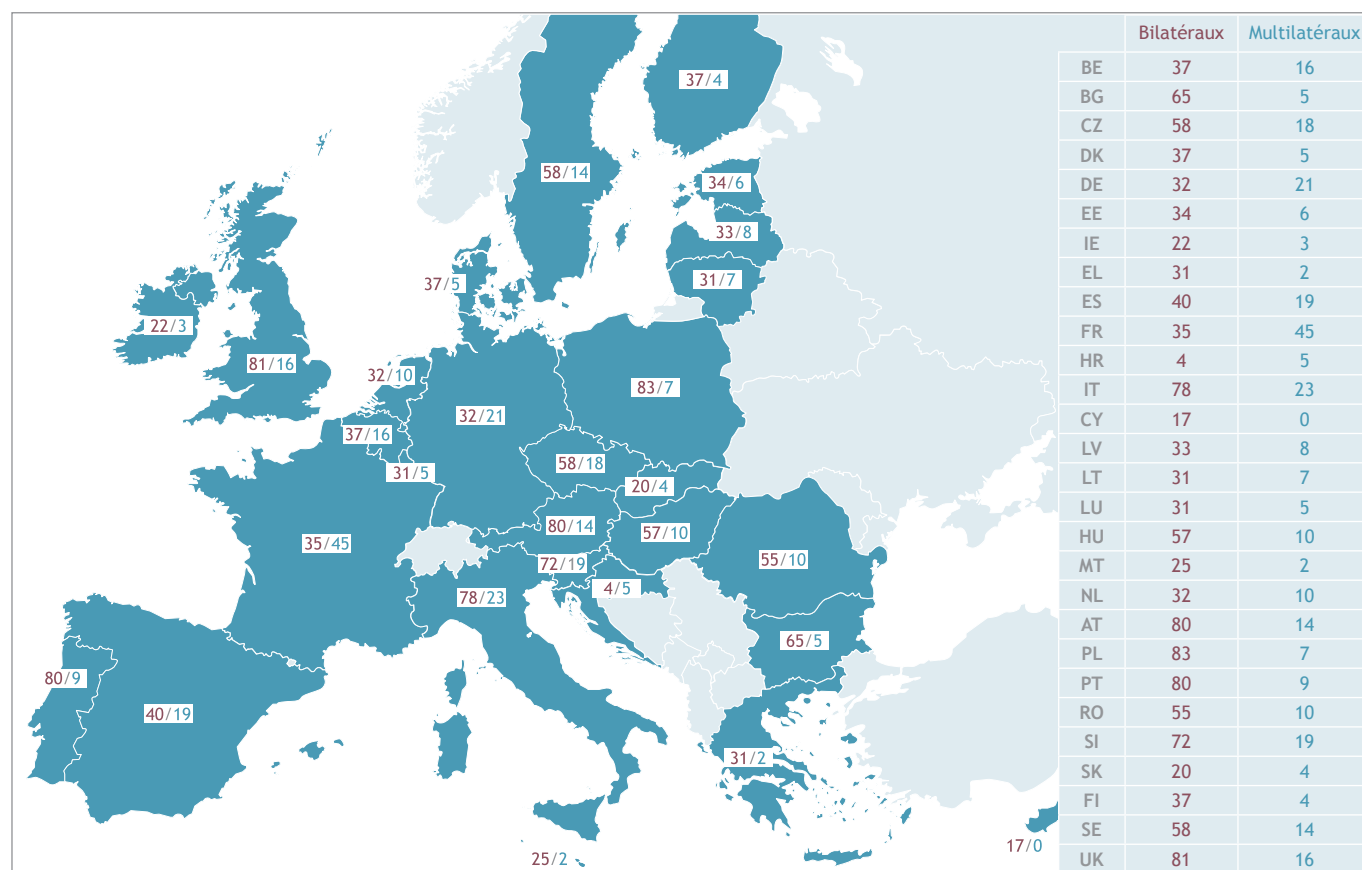
Graphique 1 - Dossiers 2009-2013



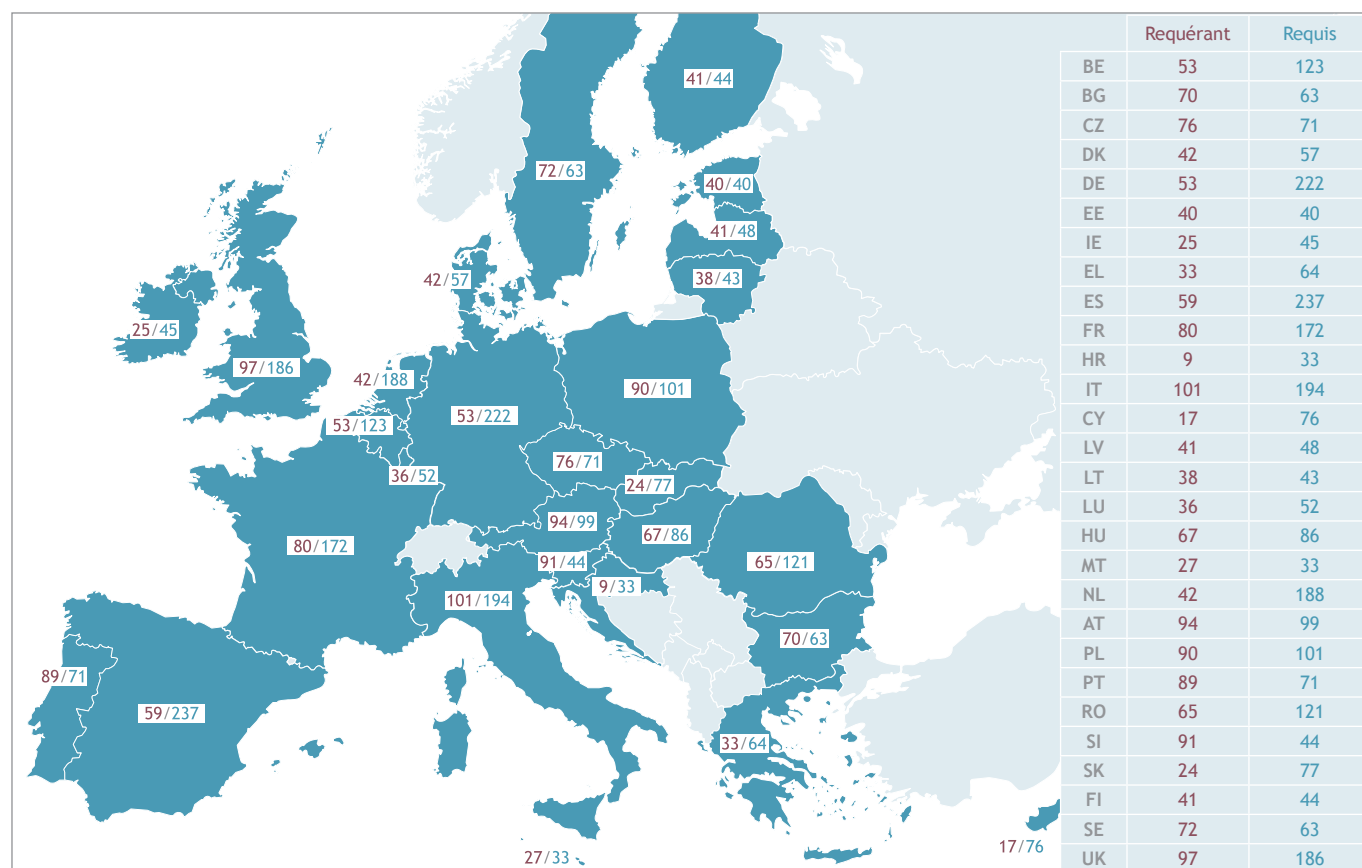
Graphique 2 - Dossiers bilatéraux et multilatéraux 2009-2013



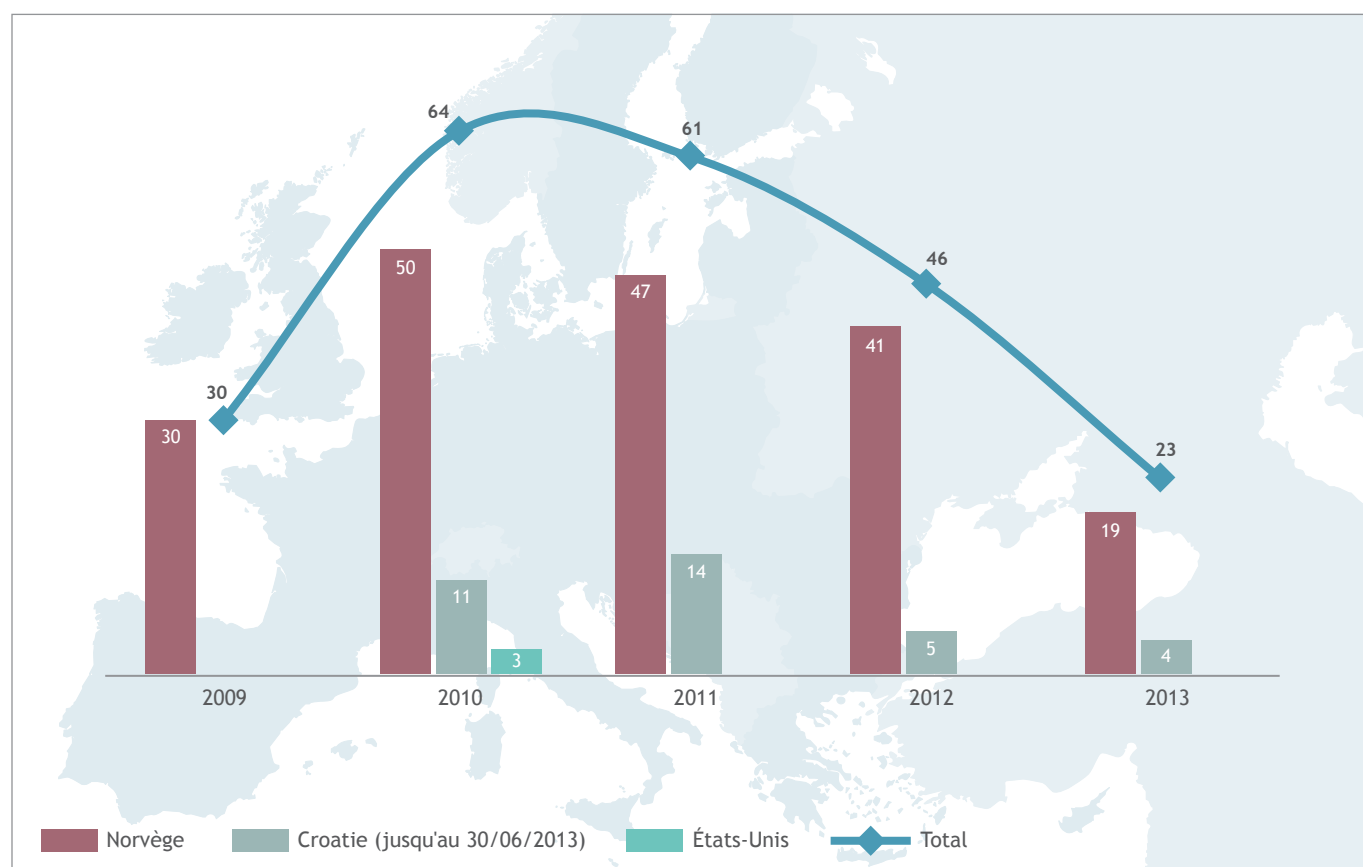
Graphique 3 - Dossiers bilatéraux et multilatéraux ouverts par un État membre



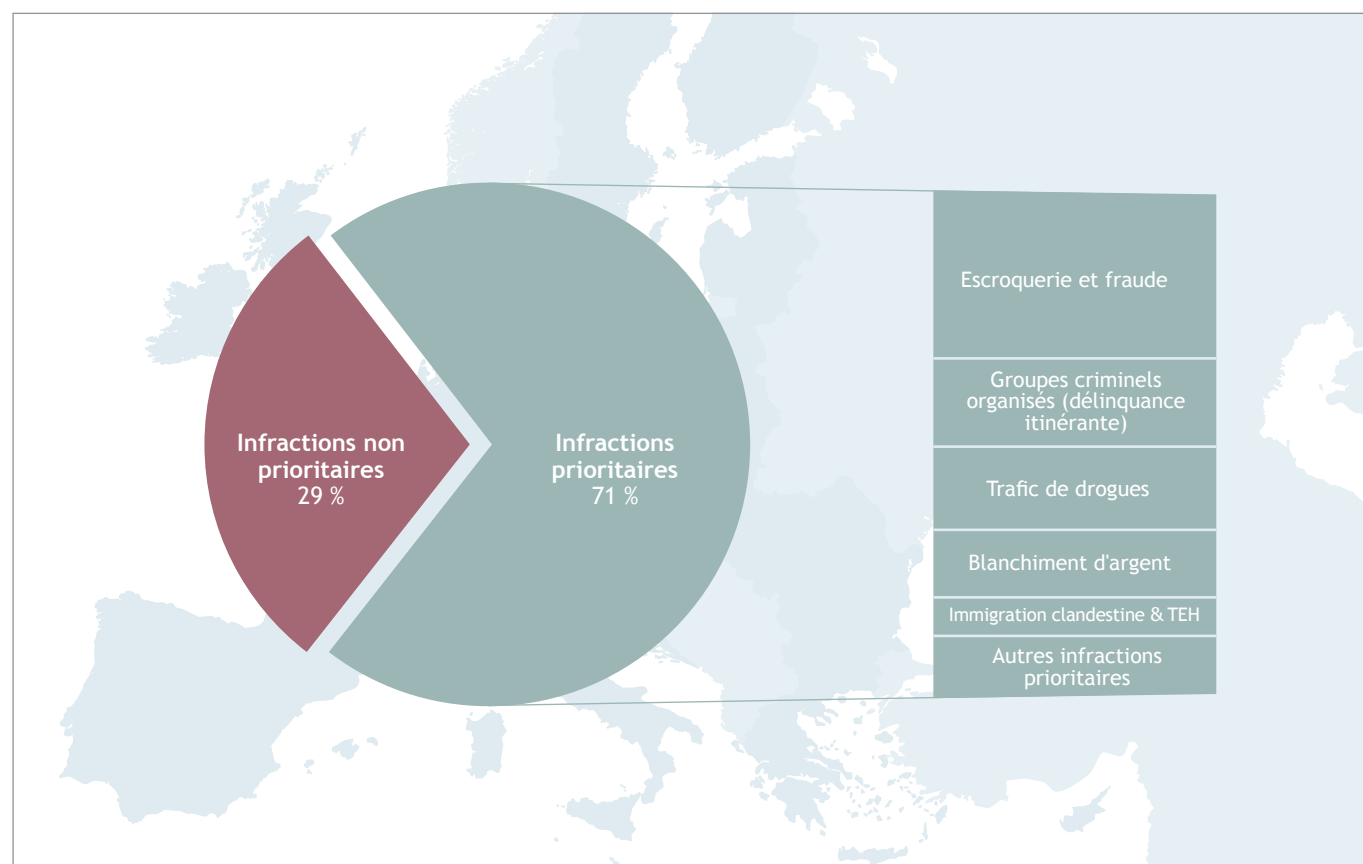
Graphique 4 - États membres requérants/requis



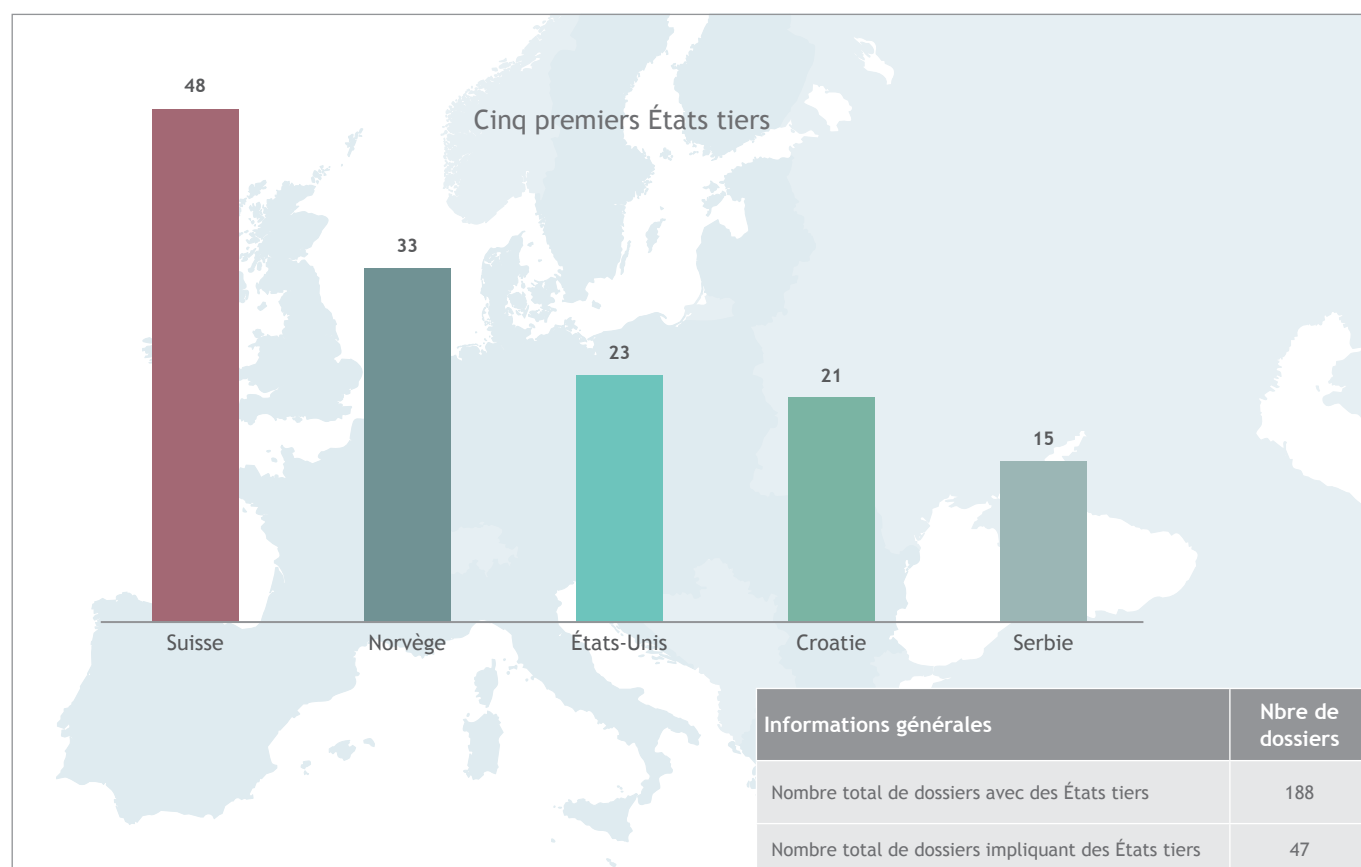
Graphique 5 - Dossiers ouverts par les procureurs de liaison 2009-2013



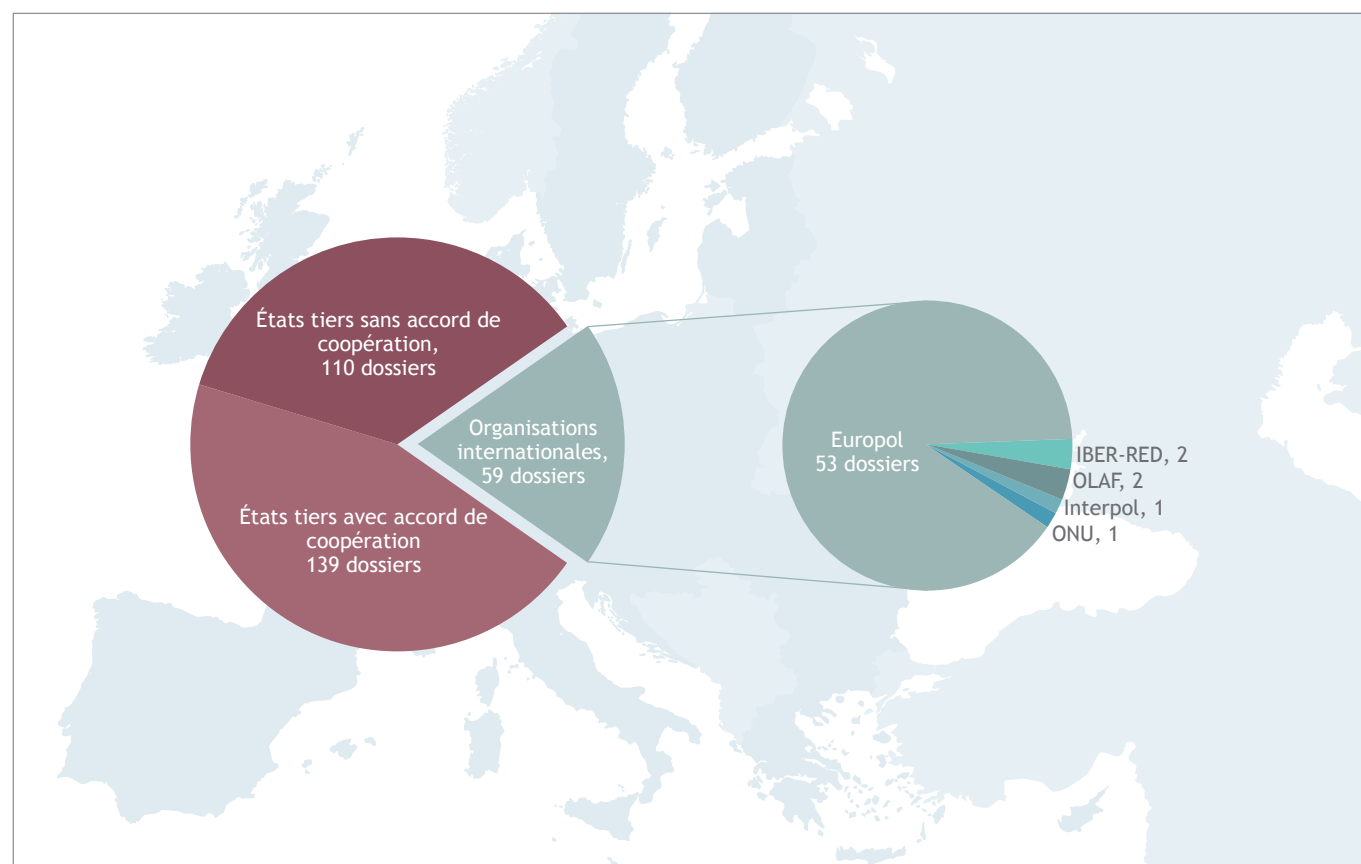
Graphique 6 - Types d'infractions jugées prioritaires dans les dossiers traités par Eurojust



Graphique 7 - États tiers dans les dossiers traités par Eurojust

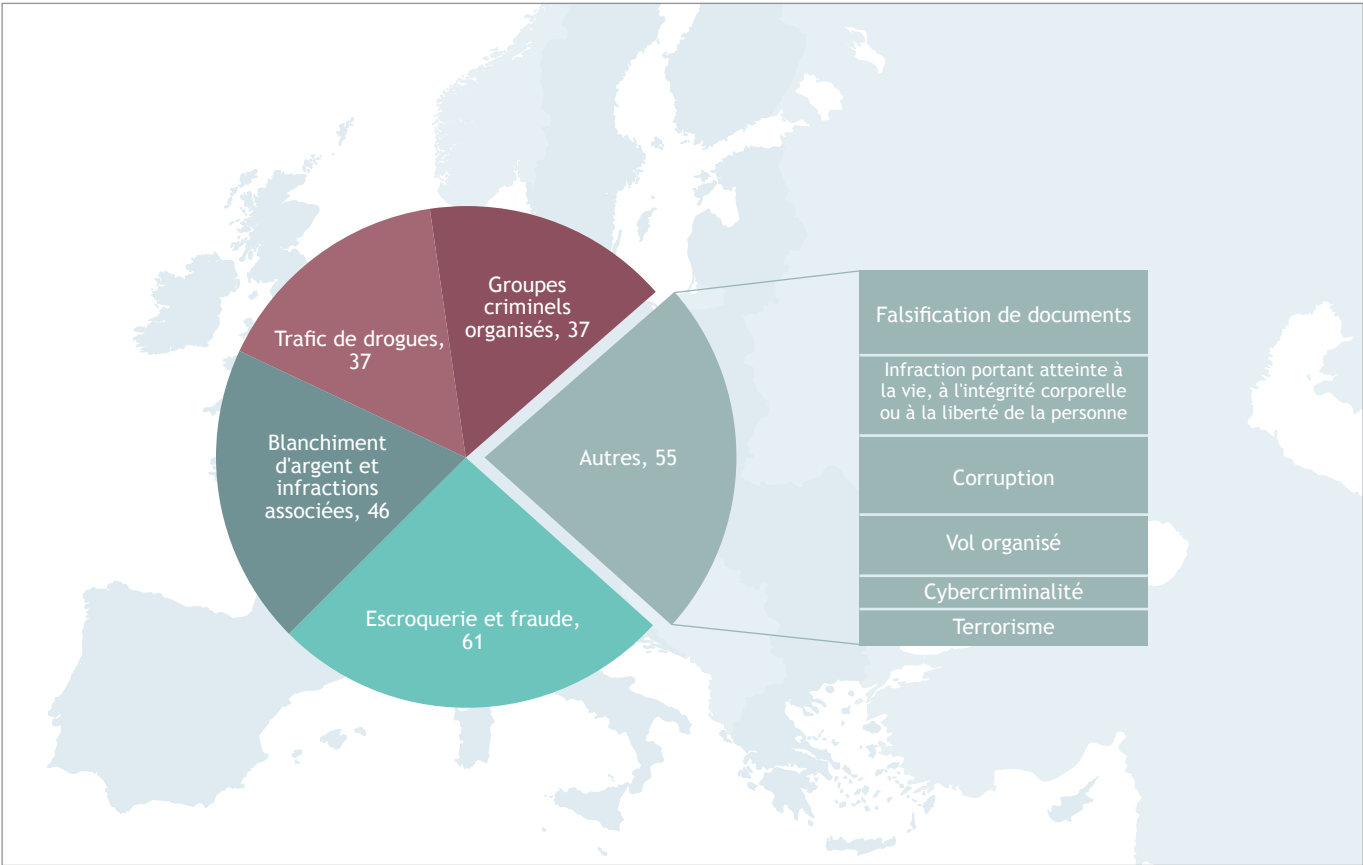


Graphique 8 - Implication des États non membres, des partenaires de l'UE & et des organisations internationales dans les dossiers traités par Eurojust

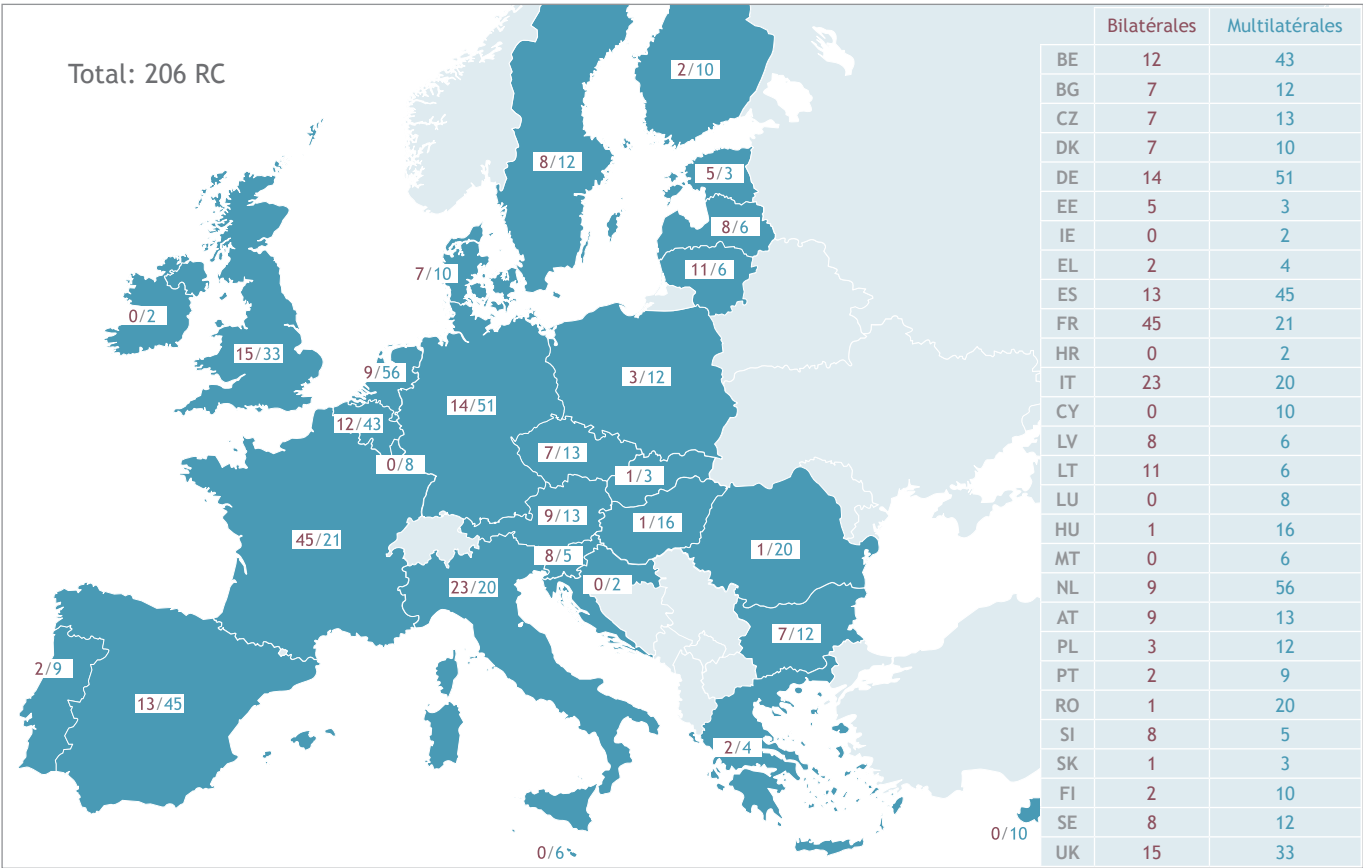




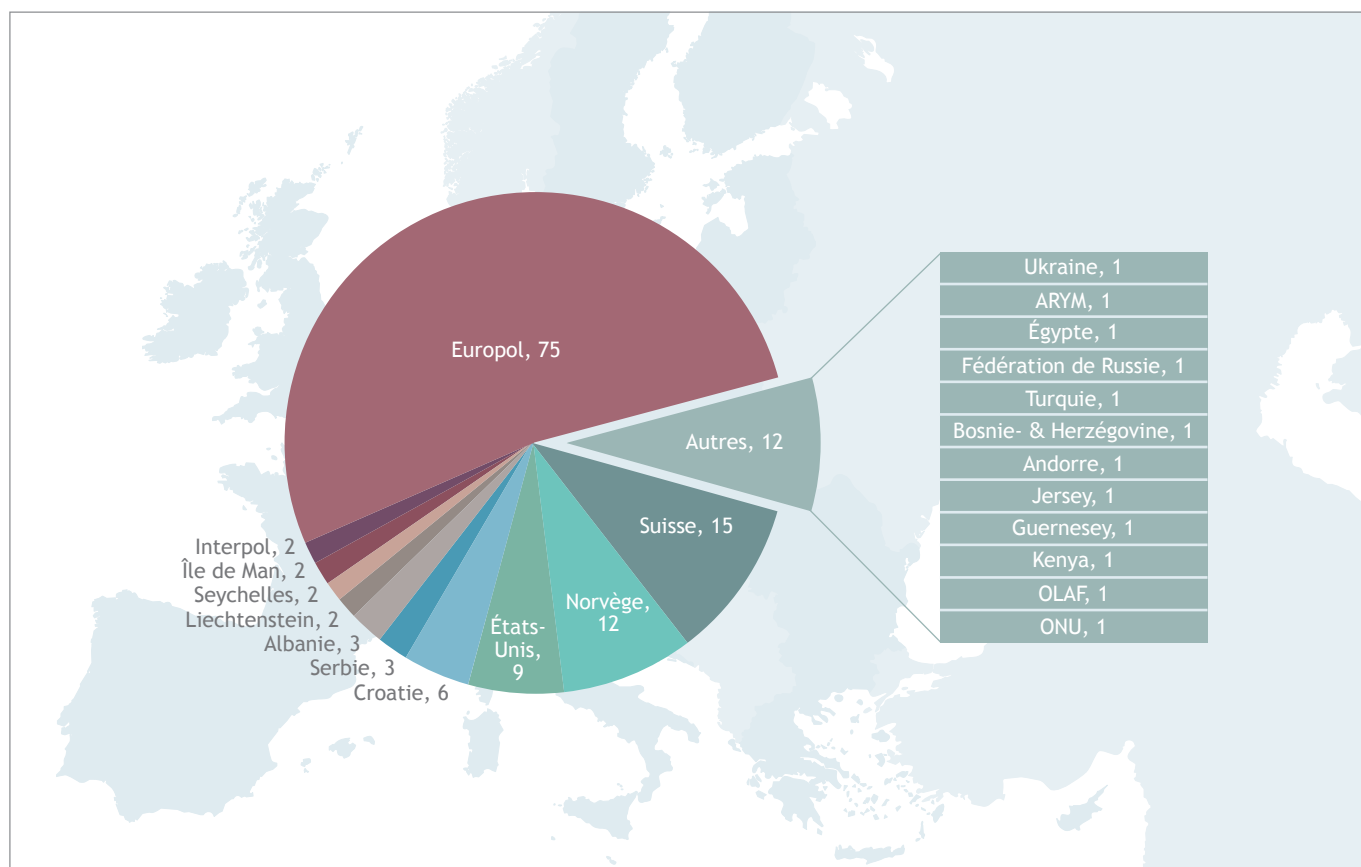
Graphique 9 - Infractions le plus souvent rencontrées dans des dossiers impliquant des États tiers



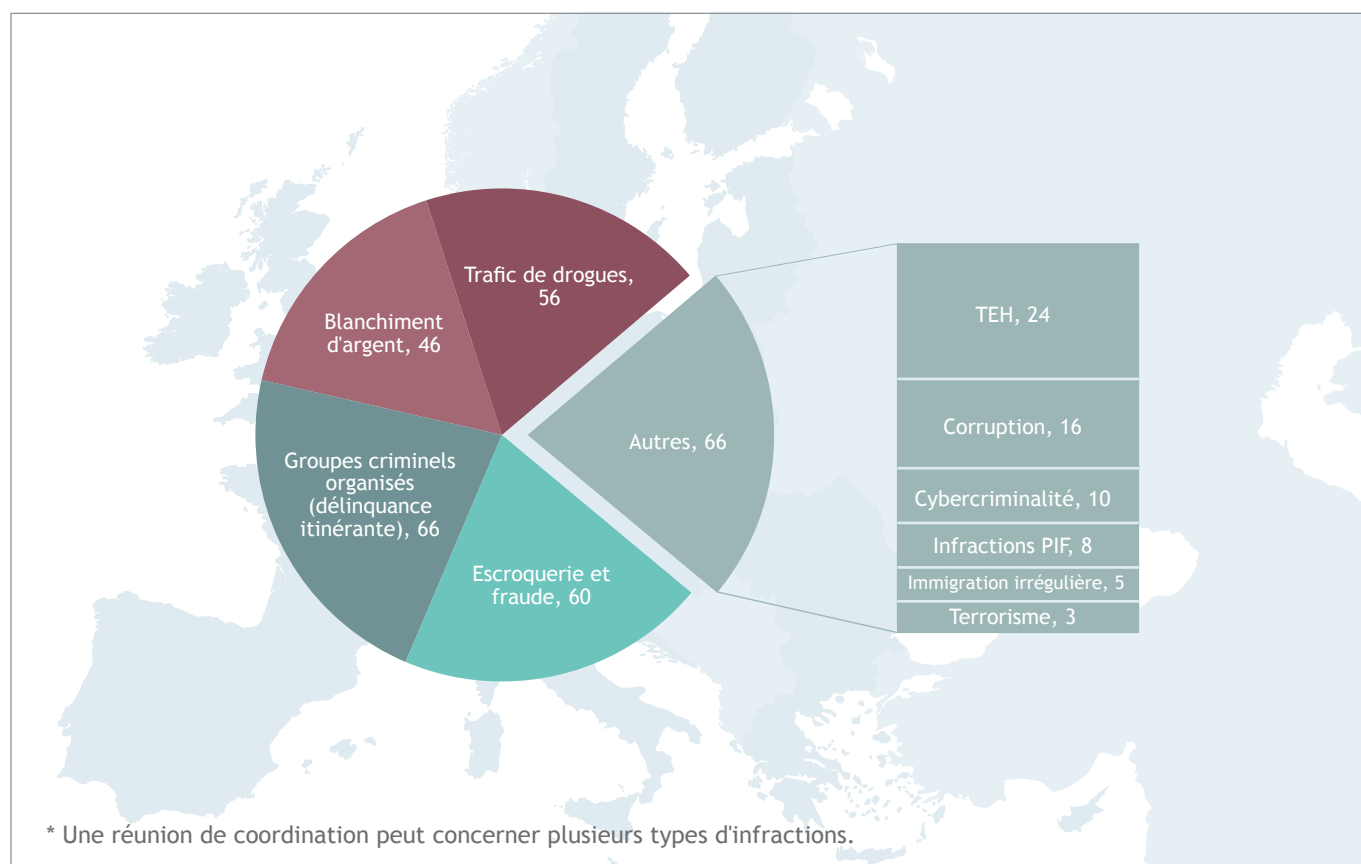
Graphique 10 - Réunions de coordination: États membres



Graphique 11 - Réunions de coordination: États non membres, partenaires de l'UE et organisations internationales

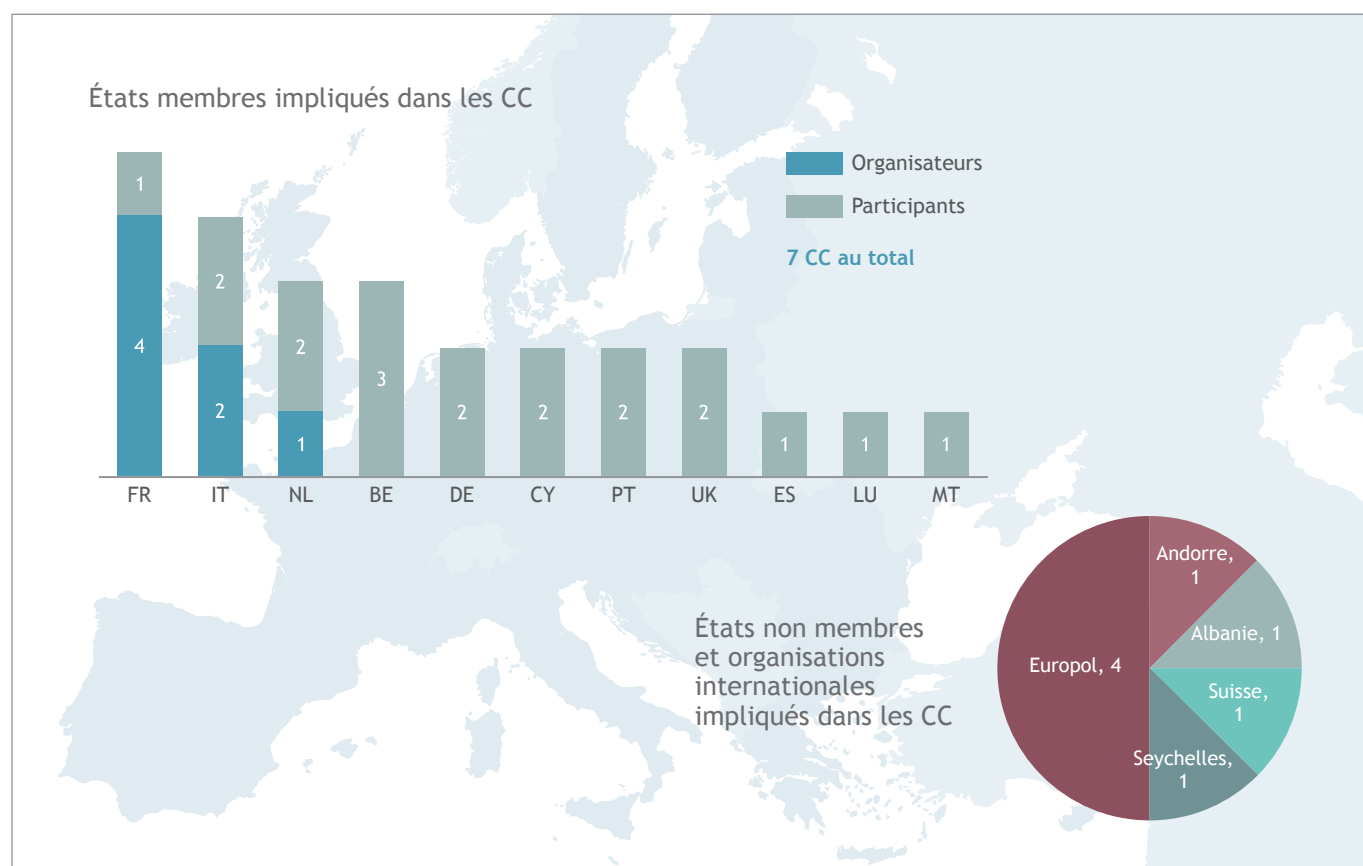


Graphique 12 - Répartition des infractions\* visées dans les réunions de coordination

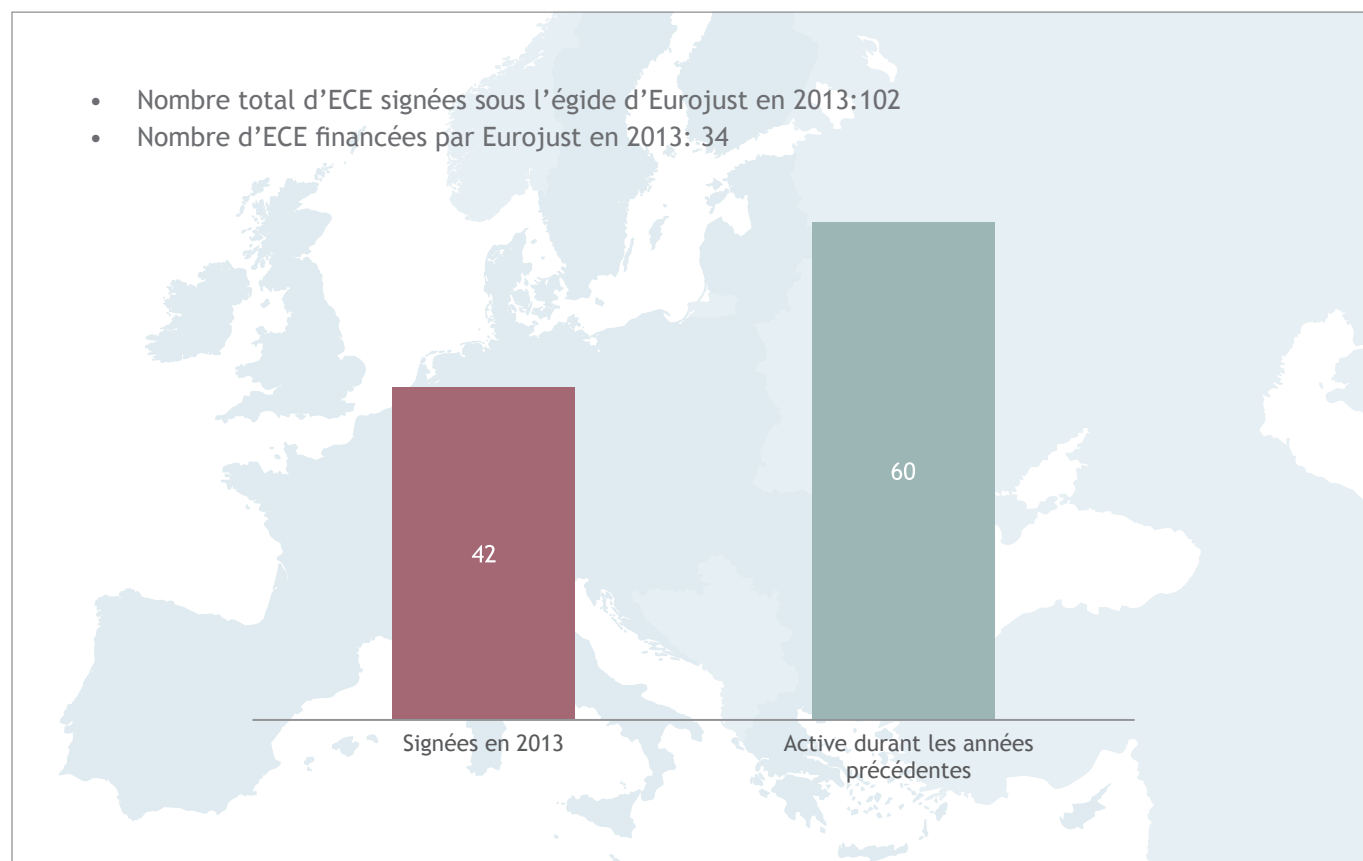


\* Une réunion de coordination peut concerner plusieurs types d'infractions.

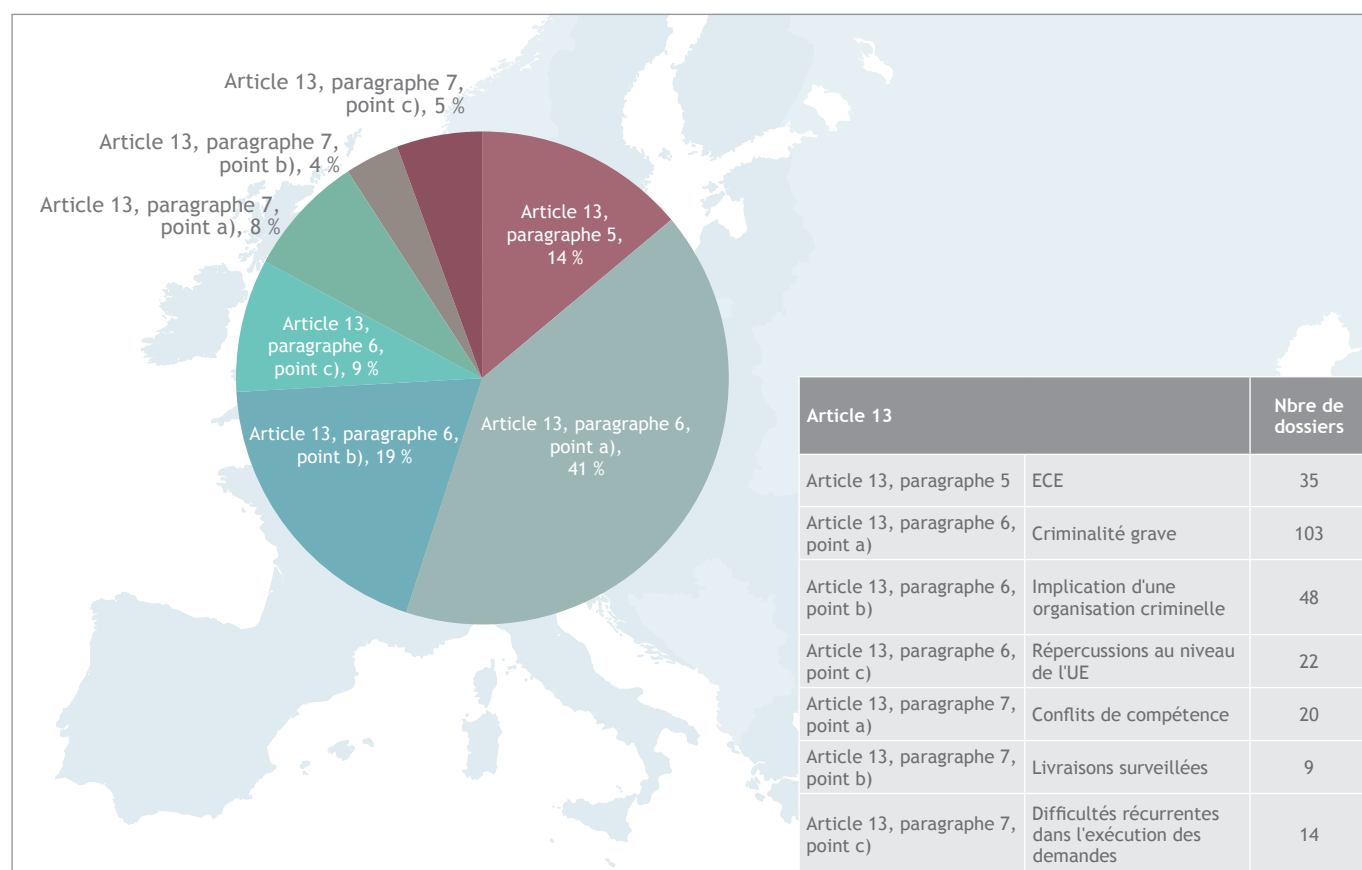
Graphique 13 - Centres de coordination



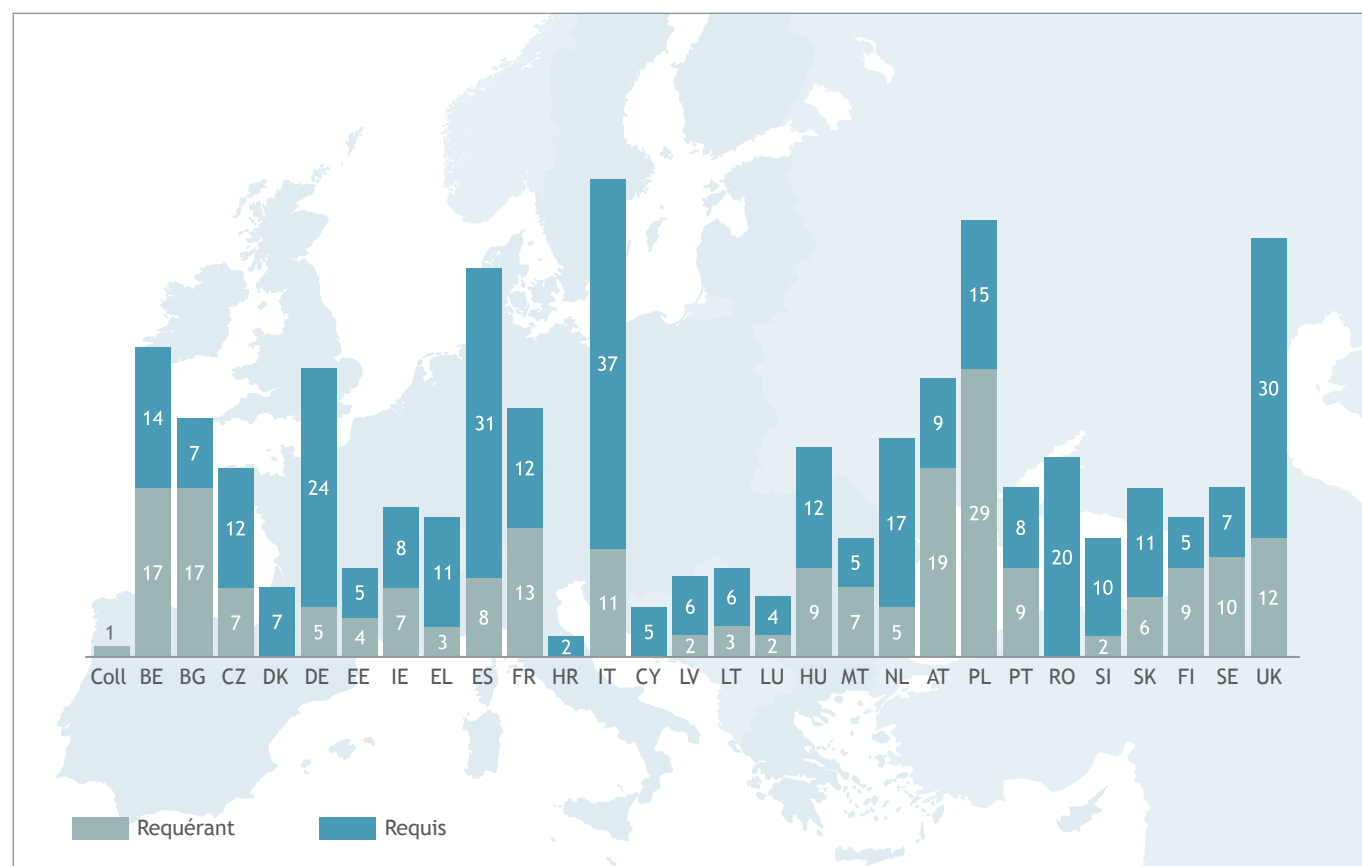
Graphique 14 - Eurojust et les ECE



Graphique 15 - Nombre de dossiers relevant de l'article 13 de la décision d'Eurojust du 16/12/2008



Graphique 16 - Exécution des MAE: État membre requérant/requis





© Eurojust, 2014

*Tous droits réservés. La reproduction ou l'utilisation de tout ou partie de cette publication sous toute forme ou par tous moyens, graphiques, électroniques ou mécaniques, y compris la photocopie, l'enregistrement ou des systèmes de stockage et de récupération d'informations, est interdite sans l'autorisation d'Eurojust.*

Merci à toutes les cellules pour leur contribution.

Photos: Jakov Minić, Michel Mees, Leen De Zutter





**EUROJUST**

Maanweg 174, 2516 AB The Hague, Pays-Bas

Téléphone: +31 70 412 5000 - E-mail: [info@eurojust.europa.eu](mailto:info@eurojust.europa.eu) - Site Internet: [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu)